

Parlons de sexe, bébé.



**“Let’s talk about sex, baby
Let’s talk about you and me
Let’s talk about all the good things
And the bad things that may be”
(" Parlons de sexe, bébé
Parlons de toi et moi
Parlons de toutes les bonnes choses
Et de toutes les mauvaises choses
Qui peuvent arriver ")**

– Salt-n-Pepa

Préface.

Parlons de sexe, bébé !

Un monde où tous les jeunes peuvent accéder à des services de santé de qualité et adaptés aux jeunes, et n'ont pas peur d'exprimer ouvertement qui ils sont et qui ils aiment.

Telle est la vision du Partenariat stratégique Right Here Right Now.

Pour concrétiser cette vision, il faut créer les conditions propices pour que les personnes (jeunes) puissent parler de leur identité de genre, de leurs relations et aussi de leur sexualité. Pas seulement aux Pays-Bas, mais partout ailleurs.

Les organisations de la société civile de tous les pays du monde ont un rôle vital à jouer dans la réalisation de cette vision. Le renforcement de leurs capacités pour leur permettre de jouer ce rôle est l'un des principaux objectifs de Right Here Right Now.

Créé en vertu du cadre politique « Dialogue and Dissent » (Dialogue et contradiction) du Ministère néerlandais des Affaires étrangères et coordonné par Rutgers Pays-Bas, Right Here Right Now est mis en œuvre à l'échelle mondiale par un consortium de huit organisations : Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women (ARROW), CHOICE for Youth and Sexuality (CHOICE), Dance4life, HIVOS, la Fédération internationale pour la planification familiale, région Afrique (IPPF AR) et Latin American and Caribbean Women's Health Network (LACWHN). Le programme est mis en œuvre dans dix pays à revenu faible ou intermédiaire en Afrique (Kenya, Ouganda, Zimbabwe, Sénégal), en Asie (Bangladesh, Indonésie, Népal, Pakistan), en Amérique latine (Bolivie, Honduras) et dans une sous-région (les Caraïbes).

L'évaluation de ce Partenariat stratégique nous a montré que les activités soutenues par Right Here Right Now (RHRN) ont inspiré le dialogue sur la santé et les droits sexuels et reproductifs.

Même dans les pays où parler de sexe reste un tabou majeur, des avancées remarquables ont été réalisées. Des organisations courageuses et des personnes audacieuses ont trouvé le moyen de mettre en place une éducation complète à la sexualité dans les écoles, de s'engager auprès des politiciens et des législateurs, et ont trouvé le soutien nécessaire pour élargir les conditions d'avortement légal et sécurisé, inscrire le mariage homosexuel à l'ordre du jour des politiques et améliorer l'acceptation par la société des communautés LGBT+. La liste est longue.

Dans le cadre de l'évaluation, nous avons examiné et validé tous les résultats collectés par le biais de la collecte des résultats. Nous avons mené une enquête à l'aide de Sprockler auprès des organisations de la plateforme dans tous les pays et régions où le programme a été mis en œuvre.

Enfin, nous avons élaboré des histoires de changement en profondeur pour voir à quoi ressemblent les résultats du programme « dans la vraie vie » : comment le travail de plaidoyer des Plateformes pays RHRN a-t-il affecté la vie des gens ? Quels défis les partenaires ont-ils rencontrés en essayant de changer les politiques gouvernementales ? Comment le plaidoyer international affecte-t-il les politiques nationales et infranationales et vice-versa ? Nous avons essayé d'examiner non seulement le « quoi », mais aussi le « comment ».

L'évaluation a commencé en janvier 2020, et ce n'est que maintenant, en février 2021, que nous avons finalisé le rapport final. Bien évidemment beaucoup plus tard que prévu. La pandémie de COVID-19 qui a frappé le monde en mars 2020 a tout changé. Au début, nous espérions que les réunions « en direct » et les visites de sites ne devraient être que reportées, mais lentement et sûrement, nous nous sommes rendu compte que nous étions contraints de revoir

notre organisation pour adopter une approche entièrement en ligne.

Quelques mois plus tard, c'est avec un grand choc que nous avons appris que notre collègue et membre de notre équipe, Kim Caarls, était atteinte d'une maladie grave et était contrainte d'arrêter son travail. Heureusement, dans les toutes dernières phases de cette évaluation, Kim a pu reprendre lentement son travail. Mais entre-temps, son expertise, ses compétences en matière de recherche, et surtout sa personnalité pétillante et son optimisme pour nous guider dans cette mission complexe nous ont cruellement manqué.

Cette évaluation n'aurait pas été possible sans la collaboration et le soutien de nombreuses personnes.

Tout d'abord, nous tenons à mentionner les consultants locaux qui ont élaboré les histoires de changement : Sardar Arif Uddin (Bangladesh), Klara Virencia (Indonésie), Era Shrestha (Népal), Ayesha Kabeer (Pakistan), l'équipe Georum Kudzai Mandima et Takaitei Bote (Zimbabwe), Josephat Nyamwaya (Kenya), Brian Mutebi (Ouganda), Marije van Lidth de Jeude (Caraïbes), Gerardo Torres Zelaya (Honduras) et Claudia S. Peña Claros (Bolivie).

L'aide et l'assistance de plusieurs personnes actives dans les Plateformes RHRN ont été indispensables. Nous tenons à citer tout particulièrement les responsables de la PSEA : Abdul Borkat, Erry Kamka, Sanskriti Shrestha (et son remplaçant), Qasim Mumtaz, Robert Ocaya (coordinateur national), Sébastien Meunte, Christine Kanana, Tafadzwa Gora, Osman Cárcamo, Moira Rimassa, Jonathan Chalon. Nous tenons également à remercier Ana Christina Solano et Ecaterina Trujillo du bureau régional d'Amérique latine, ainsi que les coordinateurs nationaux et régionaux, et les autres membres du consortium qui nous ont soutenus.

Notre stagiaire, Neha Basnet, nous a aidés à relire les histoires de changement et a ensuite fourni un aperçu perspicace des points à retenir des 11 histoires.

Pendant tout le processus d'évaluation, Inge Vreeke, conseillère PSEA à Rutgers, et Rose Koenders, responsable du Programme RHRN à Rutgers, ont été d'une grande aide. Bien au-delà de l'appel du devoir. Merci, Rose et Inge !

Enfin, merci à toutes les personnes qui ont pris le temps et la peine de nous faire partager leurs idées et leur sagesse.

Nous espérons que les résultats de cette évaluation donneront un aperçu des réalisations du Partenariat stratégique RHRN, et que nos conclusions et recommandations donneront matière à réflexion.

Amsterdam/Haarlem/La Haye/Rotterdam

Nele Blommestein
Kim Caarls
Donatien de Graaff
Saskia Hesta
Roeland Muskens

Le paysage changeant de la diversité sexuelle au Bangladesh



Rani Chowdhury vient de loin. Rani est un.e professeur.e de danse qualifié.e et un.e Hijra fier.ère de l'être. Un.e leader de la communauté hijra du Bangladesh. Les photos de son profil Facebook montrent Rani habillé.e comme une femme bengali. Pourtant, Rani ne veut pas être identifié.e comme une femme ou comme un homme :

" Nous sommes des Hijras, des personnes du troisième genre."

Rani sur un plateau de danse à Khulna, posté sur Facebook, le 27 octobre 2020

Ayant perdu ses deux parents très tôt, Rani a grandi dans un foyer pour orphelins et enfants abandonnés à Dhaka, la capitale du Bangladesh. Rani se souvient de l'environnement douillet et accueillant du foyer dans son enfance. Mais les problèmes ont commencé à l'adolescence, lorsque Rani a commencé à montrer des signes d'altérité sexuelle. Désormais confronté.e aux abus et à la discrimination, Rani a quitté l'orphelinat à l'âge de 16 ans environ. Le monde qui attendait Rani à l'extérieur de l'orphelinat était encore plus dur : il/elle n'avait rien à manger, nulle part où dormir et personne à qui s'adresser, victime de discrimination et d'abus dans une société qui ne reconnaissait pas l'égalité des droits pour les Hijras.

Au Bangladesh, les Hijras sont considéré.e.s comme des parias. Ils/elles n'ont pas de place dans la famille ou dans la société, et sont peu protégé.e.s par la loi. Souvent, les services publics et privés leur sont refusés en raison de leur identité sexuelle, ce qui les contraint à vivre de manière indigne.



Rani distribuant de l'aide, posté sur Facebook, le 26 oct. 2020

Il n'existe pas de données officielles fiables sur la communauté hijra, car elle n'est pas incluse dans le recensement national. En 2013, pour la première fois, une réunion gouvernementale de haut niveau dirigée par l'actuel Premier ministre a reconnu leur identité en tant que « Hijra lingo » (troisième genre). Mais leur lutte pour l'égalité des droits à l'éducation, à l'emploi, à la santé et au logement est loin d'être terminée.

Rani est frustré.e. « La réalité est que la société nous regarde toujours de haut. Le gouvernement nous a reconnu.e.s, mais cela ne suffit pas. Est-ce que nous recevons des soins, par exemple ? », a déclaré Rani, faisant référence au cas d'un.e de ses camarades hijras qui s'est récemment vu refuser l'admission dans un hôpital. Et, bien que Rani soit un.e directeur.trice de danse qualifié.e et qu'il/elle ait obtenu un diplôme de danse en Inde, il/elle n'a jamais l'occasion de se produire dans des films ou des émissions de télévision grand public.

À son retour d'Inde après avoir obtenu un diplôme de danse, Rani a été choqué.e de constater la persistance d'une discrimination sexiste généralisée, surtout après la reconnaissance officielle des Hijras par le gouvernement en 2013. S'exprimant ouvertement depuis son jeune âge, Rani travaillait déjà, à titre personnel, à la promotion des droits des Hijras. Et c'est en 2015 - le timing ne pouvait pas être plus parfait - que Bandhu se préparait à lancer le Programme RHRN au Bangladesh. C'est alors que Rani s'est activement impliqué.e dans le travail de Bandhu pour organiser les membres de la communauté hijra et faire entendre une voix plus forte sur les questions de troisième genre et de SDRS. Au cours des cinq dernières années, Bandhu et d'autres membres de la plateforme RHRN ont tenté de combler le fossé existant entre la politique et la pratique en matière de troisième genre.

L'objectif de la plateforme était de promouvoir des changements politiques afin que la reconnaissance de la population de troisième genre par le gouvernement se traduise dans les lois et les politiques institutionnelles pertinentes. Du plaidoyer à la formation professionnelle, toutes les interventions de RHRN ont été conçues en vue de garantir l'égalité d'accès aux services et aux opportunités pour les Hijras.

Dans le cadre de sa stratégie de plaidoyer, RHRN a réuni des leaders religieux des quatre grandes religions, ce qui a suscité la publication conjointe d'une brochure détaillant ce que les écritures des quatre religions disent des Hijras. Malgré les idées fausses, les quatre livres « saints » interdisent toute forme de mauvais traitement des Hijras.

« La réalité est que la société nous regarde toujours de haut. »

Nasima Khatun et Rita Bhowmick, deux journalistes qui ont écrit sur l'orientation sexuelle et l'identité et l'expression de genre (SOGIE) en 2018 dans deux grands quotidiens bengalis, considèrent les réalisations de RHRN à ce jour comme un bond significatif dans la bonne direction. « Les journalistes peuvent jouer un grand rôle ici. Ils peuvent écrire des reportages approfondis sur ces questions et sur le tabou et la stigmatisation qui y sont associés. Les idées fausses sur la religion constituent un autre défi. C'est un domaine clé sur lequel il faut travailler », a déclaré Khatun. Les deux journalistes faisaient partie d'un groupe de 20 journalistes qui ont participé à un atelier de sensibilisation sur la SDRS et le troisième genre en 2019.

Après la session, 11 journalistes ont publié des reportages sur les domaines d'intérêt de la plateforme RHRN Bangladesh dans des quotidiens locaux et sur des portails d'information en ligne. Bien qu'il ne s'agisse que de comptes rendus d'événements, leur importance réside dans le fait que de tels comptes rendus sont rares – les journalistes ne couvrent généralement pas ces questions au Bangladesh. RHRN a également mis la communauté hijra en contact avec le Commissaire adjoint (le plus haut cadre du gouvernement au niveau du district) dans le district de Faridpur. Ce type de plaidoyer local semble avoir donné des résultats. Récemment, le Commissaire adjoint a dressé une liste des Hijras du district et leur a fourni des machines à coudre et d'autres moyens de subsistance pour pouvoir faire face à la pandémie de Covid-19.

« Nous n'avons pas encore réalisé tout ce que nous aurions dû faire. Nous n'en sommes qu'à la moitié... Je suis un être humain comme les autres. Pourquoi ne puis-je pas jouir de mes droits ? Au même titre que tous les autres ? »

Outre le plaidoyer, la plateforme a également apporté un soutien émotionnel, social et moral à ces personnes, qui sont à la traîne - non pas parce qu'elles manquent de compétences, mais parce qu'elles sont ostracisées. RHRN a dispensé une formation en leadership et en plaidoyer aux membres de la communauté hijra. Rani en faisait également partie. Aujourd'hui, Rani forme d'autres Hijras vivant dans différentes régions du Bangladesh. Rani travaille aussi à la formation d'une future génération de leaders hijras.

Des vagues de changement

En raison des troubles politiques qui ont secoué le pays, les activités opérationnelles de RHRN ont subi d'importants retards. Puis est arrivée la pandémie de coronavirus, entraînant l'annulation des activités sur le terrain et la suspension de toutes les réunions de plaidoyer prévues. Ces deux facteurs, associés à d'autres problèmes tels que l'abandon du personnel lors de la phase initiale ainsi que des changements dans la conception du programme, n'ont pas permis d'atteindre certains des résultats attendus.

Par exemple, le programme a dû abandonner son plan initial de plaidoyer au niveau national - qui visait à amener davantage de décideurs politiques au niveau national à garantir des emplois pour les Hijras dans les secteurs privé et public - pour se tourner vers le plaidoyer au niveau local. Pour le personnel du programme, ce changement de politique a entraîné la conception de nouvelles stratégies de plaidoyer et la révision des plans d'activité, prenant beaucoup de temps et nécessitant de nombreux ajustements. Mais malgré les conditions politiques et sociales défavorables, le programme a réussi à sensibiliser une partie de la presse et des décideurs politiques. Plus de 1 000 jeunes bénévoles et journalistes ont été formés et sensibilisés à la diversité sexuelle, aux droits des personnes hijras et à la SDSR. En outre, chacun des 10 membres de la plateforme dispose de son propre réseau d'organisations partenaires et de jeunes bénévoles répartis dans tout le pays, et nombre d'entre eux ont été directement ou indirectement sensibilisés aux enjeux de RHRN au Bangladesh.

D'autres petites vagues de changement peuvent être ressenties, bien qu'elles ne puissent être directement liées aux interventions de RHRN. Très récemment, en octobre 2020, l'Université ouverte du Bangladesh, destinée aux personnes âgées et aux personnes ayant abandonné l'école, a annoncé qu'elle allait inclure les Hijras dans son programme de certification scolaire. Des discussions sont également en cours pour accorder aux Hijras le droit d'hériter des biens de leurs parents. Ces premières mesures montrent que les décideurs politiques commencent à s'intéresser aux droits des Hijras au Bangladesh.

Les objectifs finaux - l'autonomisation totale et la liberté des Hijras et des autres communautés sexuellement diversifiées de vivre, de travailler et de faire leurs propres choix - sont encore loin d'être atteints. Mais les réalisations de RHRN sont loin d'être négligeables, compte tenu de l'état d'esprit relativement conservateur qui règne encore chez de nombreux Bengalis.

Ces développements donnent de l'espoir à Rani Chowdhury, bien que le/la leader de la communauté hijra ne soit qu'à moitié satisfait.e : « Nous n'avons pas encore obtenu tout ce que nous aurions dû. Nous n'en sommes qu'à la moitié... Je suis un être humain comme les autres. Pourquoi ne puis-je pas jouir de mes droits ? Au même titre que tous les autres ? » dit Rani, qui semble découragé.e au téléphone.

Maruf Rahman, la personne focale du Programme RHRN à Oboyob, est plus positif. « Les projets de ce type ne peuvent pas durer éternellement. C'est pourquoi nous avons mis l'accent sur la formation, la sensibilisation et le développement des capacités des jeunes. Un jour, certains d'entre eux occuperont sans doute des postes de pouvoir, où ils élaboreront des politiques et concevront leurs propres projets. À tous points de vue, c'est une réalisation importante. »

■ Résultats

En 2018, deux journalistes ont publié des reportages dans deux grands quotidiens nationaux bengalis (The Daily Ittefaq et The Daily Jugantor) sur les SOGIE (orientation sexuelle, identité de genre et expression de genre) et l'importance de la SDSR pour les jeunes, alors qu'en général les journalistes ne veulent pas publier les informations sur les problèmes de SOGIE.

En 2019, 11 journalistes de quotidiens de la presse écrite/ médias en ligne ont publié des reportages positifs axés sur la SDSR, notamment sur les droits des personnes hijras.

Table des matières

Préface	III
---------	-----

Histoire de changement - Le paysage changeant de la diversité sexuelle au Bangladesh

Sommaire	5
----------	---

Histoire de changement - Entre Incrédulité et espoir en Ouganda

Histoire de changement - Changer le discours sur l'avortement sécurisé au Népal

1. Introduction	14
1.1. Le Programme Right Here Right Now	14
1.2. Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR) pour les jeunes	14
1.3. La Théorie du changement	14
1.4. Objectif et portée de l'évaluation finale	15

Histoire de changement - Le Zimbabwe s'apprête à réviser la loi sur l'interruption de grossesse

Histoire de changement - Bolivie : Reprendre la rue

2. Méthodologie de l'évaluation	24
2.1. Questions d'évaluation	24
2.2. Collecte des résultats	25
2.3. Enquête Sprockler	29
2.4. Histoires de changement	31
2.5. Considérations éthiques	32
2.6. Limites	32

Histoire de changement - Jamaïque : Lobbying secret en faveur de l'éducation à la sexualité

Histoire de changement - Kenya : Lancement de la politique nationale de santé scolaire

3. Constatations	40
3.1. Résultats influencés par RHRN	42
3.1.1. Dans quelle mesure les résultats prévus ont-ils été atteints ?	42
3.1.2. Résultats positifs et négatifs inattendus	51
3.1.3. Contribution de RHRN à l'atteinte des résultats collectés	53
3.2. Défis contextuels	55
3.3. Renforcement des capacités	56
3.3.1. Amélioration des compétences de plaidoyer	56
3.3.2. Contribution à l'amélioration des compétences de plaidoyer	59
3.4. Fonctionnement des plateformes RHRN	63
3.4.1. Diversité, inclusivité et collaboration interne au sein des plateformes	63
3.4.2. Efficacité perçue de l'“approche de la plateforme”	65
3.4.3. Effet perçu sur les femmes, les jeunes et les LGBTI	67
3.5. Interaction entre les niveaux national, régional et international	69

3.5.1.	Renforcement entre les niveaux	69
3.5.2.	Soutien des partenaires régionaux et internationaux de RHRN	71
3.6	Durabilité	72
3.7	Réflexion sur la théorie du changement	75

Histoire de changement – Pakistan : Des espaces adaptés aux jeunes au Pendjab

Histoire de changement – Honduras : Tu dois vraiment aimer quelqu'un...

4.	Conclusions et recommandations	82
4.1	Conclusions	82
4.2	Recommandations	89

Histoire de changement – Aux Nations Unies à New York : "Je suis sûre que nos voix ont été entendues"

Histoire de changement – Indonésie : Entre visibilité et sécurité, sur la pointe des pieds

Annexes (Document séparé)

Démarrage

- 1.1 Rapport initial
- 1.2 Matrice d'évaluation

Collecte des résultats

- 2.1 Base de données des résultats
- 2.2 Reclassification des résultats
- 2.3 Vérification des résultats
- 2.4 Enquête de justification
- 2.5 Ventilation des résultats par région

Sprockler

- 3.1 Enquête Sprockler pour les membres de la Plateforme RHRN
 - 3.2 Rapport avec Sprockler Visualizer (mot de passe protégé)
- <https://visualizer.sprockler.com/open/rhrnevaluation/>

Histoires de changement

- 4.1 Formulaire de consentement éclairé pour les interviews

Entre incrédulité et espoir en Ouganda



Les journaux nationaux relatent le rejet par la Ministre Kaducu

Tout s'est bien passé jusqu'à la toute dernière minute... L'Ouganda était sur le point de lancer la Politique nationale et les Lignes directrices des services relatifs à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR). Les activistes pensaient que tout avait été fait, et bien fait. Mais à la fin d'une conférence nationale de deux jours sur la planification familiale, la Ministre d'État à la santé, Dr Joyce Moriku Kaducu, est montée sur le podium pour faire une annonce. « Aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, a-t-elle déclaré, nous sommes censés lancer deux importantes lignes directrices stratégiques qui sont supposées nous aider, nous donner une feuille de route, nous aider en termes de mise en œuvre : Les lignes directrices nationales et les normes de

■ Résultats

Le 28 septembre 2017, le Ministère de la santé a refusé de lancer les lignes directrices et normes nationales pour les services de SDR. En juin 2018, la Ministre de la santé, Ruth Jane Aceng, a réexaminé et approuvé (avec des commentaires) la politique de SDR.

services relatifs à la santé et les droits sexuels et reproductifs. Mais je suis désolée de vous dire à tous - et de vous décevoir - que nous ne lancerons pas ces lignes directrices en même temps que le second document. » La raison évoquée par Dr Kaducu est que les lignes directrices incluait des questions qui n'étaient pas considérées comme appropriées pour les groupes d'âge ciblés. « ... en tant que Ministère, nous ne reconnaissons pas ce document et c'est pourquoi nous ne le lançons pas. » Dans un geste surprenant, le gouvernement ougandais avait reporté le lancement de la Politique nationale et des Lignes directrices des services relatifs à la SDR.

Ce n'est absolument pas ce à quoi s'attendaient les membres de la société civile qui avaient largement contribué au processus. Selon Robert Ocaya, coordinateur national du Programme Right Here Right Now (RHRN) Ouganda, le report était dû aux réactions autour des lignes directrices recommandant que les adolescents aient accès aux contraceptifs. Début 2017, alors que l'on attendait l'approbation des lignes directrices, certains médias avaient publié des articles accusant le Ministère de la santé de prévoir de proposer des contraceptifs aux « enfants de dix ans ». Ils faisaient référence à une section proposée des lignes directrices appelant à : « fournir plus d'informations et de services de planification familiale adaptés à l'âge aux adolescents (10-24 ans). »

Une conversation à avoir

En raison du tollé général, le Ministère de la santé a réexaminé les lignes directrices et les a révisées pour indiquer clairement que les contraceptifs sont destinés aux personnes sexuellement actives en âge de procréer (15-49 ans), comme le recommande l'Organisation mondiale de la santé. Toutefois, cela n'a pas convaincu les autorités.

Solomon Sserwanja, journaliste d'investigation en Ouganda, trouve « inquiétant » que le gouvernement ait refusé d'adopter la politique et les lignes directrices qui permettraient de rationaliser la prestation des services de SDSR. « C'est une conversation (sur l'éducation à la sexualité et l'accès des jeunes aux services et produits de santé sexuelle et reproductive) que les parents, les membres du Parlement et le gouvernement ne veulent pas avoir », dit-il.

« Il arrive qu'un jeune se rende dans un centre de santé pour obtenir des préservatifs et que l'infirmière lui dise : « Je ne peux pas te donner de préservatifs, tu as l'âge de mon fils ». »

M. Sserwanja, qui a couvert pendant huit ans la santé maternelle au cours de sa carrière de journaliste d'investigation - documentant les défis et les progrès réalisés dans le secteur de la santé en Ouganda - affirme que l'absence de lignes directrices signifie que les agents de santé n'ont pas d'orientation sur ce qu'ils doivent faire pour fournir des services de SDSR. « Je sais qu'il y a des points de service adaptés aux jeunes dans les centres de santé, mais il arrive qu'un jeune se rende dans un centre de santé pour obtenir des préservatifs et que l'infirmière lui dise : « Je ne peux pas te donner de préservatifs, tu as l'âge de mon fils ». Lorsqu'on refuse des services aux jeunes, on se retrouve avec des grossesses non désirées, entre autres conséquences. Je pense que le pays a besoin de conversations sérieuses et de prêter attention à ce que la science nous dit ».

Dr Dinah Nakiganda, commissaire adjointe pour la santé sexuelle des adolescents au Ministère de la santé, explique qu'en refusant de lancer la Politique nationale et les Lignes directrices des services relatifs à la SDSR, la Ministre a estimé que le Ministère devait consulter davantage et intégrer les points de vue d'un large éventail de parties prenantes. « Ce pays compte beaucoup de coalitions et de groupes, donc on pourrait penser qu'en intégrant un groupe, tout le monde est représenté, mais ce n'est pas toujours le cas. Il faut consulter davantage pour s'assurer que la politique s'adresse à tous », a-t-elle déclaré. Par exemple, en Ouganda, il existe divers groupes chrétiens ou musulmans qui affirment tous représenter leur groupe confessionnel et qui veulent être consultés.

Patrick Mwesigye, chef d'équipe à Uganda Youth and Adolescents Health Forum, l'un des 14 partenaires de la Plateforme RHRN, affirme que la décision du Ministère était motivée par des raisons politiques et des valeurs morales. Nakibuuka Noor Musisi, directrice des programmes au Center for Health Human Rights and Development (CEHURD), partage cet avis. « Nous réalisons une cartographie et apprenons à savoir qui sont les personnes qui influencent le plus telle ou telle politique. Nous avons une approche stratégique des personnes que nous rencontrons. Nous ciblons les bonnes personnes, nous appuyons sur les bons boutons. Le problème est qu'il y a un groupe influent dans ce pays qui détermine les politiques qui passent. »

Pas de mauvaise foi

L'Église a ouvertement exprimé son opposition à l'agenda de la SDSR dans le pays. Le révérend Richard Mugume Rukundo, coordinateur provincial des programmes pour enfants à l'Église de Ouganda, ne nie pas cette accusation. « Je remercie Dieu que le Ministère de la santé ait refusé de lancer cette politique », affirme-t-il catégoriquement. « Nous sommes heureux de pouvoir influencer un tel résultat. Si quelqu'un dit que l'Église a influencé le processus, je ne serai pas de mauvaise foi ; je suis heureux qu'effectivement cela puisse arriver. » La plateforme RHRN a, au contraire, plaidé avec acharnement pour l'établissement de la Politique nationale et des Lignes directrices des services relatifs à la SDSR. Elle considère que les lignes directrices sont importantes pour déterminer les services qui doivent être fournis, et comment et où ils doivent l'être. En réglementant la fourniture de services, les lignes directrices peuvent empêcher que l'on refuse aux jeunes l'accès aux contraceptifs, ce qui constitue une violation des droits humains. Les lignes directrices définissent les tâches et les responsabilités des différentes parties prenantes dans la chaîne de fourniture de services, en indiquant, par exemple, *ce que* le secteur privé, les Ministères de la santé, de l'éducation et d'autres acteurs doivent faire pour garantir la fourniture de services de SSR aux jeunes.

« Nous avons mobilisé les jeunes, amplifié leurs voix et justifié la politique par des faits probants. »

Selon les activistes, cela permettrait d'assurer l'inclusion et la non-discrimination dans la fourniture de services de SDSR. Cependant, le révérend Rukundo affirme que l'Église n'a pas été véritablement consultée et accuse RHRN de promouvoir une éducation à la sexualité qui « déresponsabilise les parents ».

« Nous devons plutôt renforcer l'institution de la famille », dit-il, ajoutant que, « En tant qu'Église, nous plaidons pour la planification familiale, mais la planification familiale dans les familles. Nous ne préconisons pas la planification familiale pour les personnes qui n'ont pas de famille. Si vous donnez des contraceptifs aux jeunes dans les écoles, quelle aide leur offrez-vous ? Nous devrions dire aux jeunes que l'abstention sexuelle ne tue pas. »

Attention au langage

Selon Mme Nakibuuka, une telle opposition compromet leur travail. Pourtant, après le refus public du Ministre d'approuver la politique et les lignes directrices, elle et ses collègues étaient déterminés à ne pas laisser leurs efforts antérieurs rester vains. Ils se sont remis au travail. Notamment en faire appel aux groupes religieux qui étaient opposés à la politique et aux lignes directrices. Ils ont mobilisé les jeunes, le directeur général des services de santé et les responsables politiques du Ministère de la santé. La Plateforme RHRN a apporté son soutien à des groupes de travail techniques chargés d'examiner la politique et a organisé des activités de plaidoyer, notamment des petits-déjeuners avec des fonctionnaires du Ministère et des rencontres avec les médias, afin de sensibiliser les gens à la nécessité de cette politique. « Nous avons mobilisé les jeunes, amplifié leurs voix et justifié la politique par des faits probants. Nous avons mis l'accent sur la documentation des faits probants, notamment en produisant des notes d'orientation, des études de recherche, des évaluations rapides, des enquêtes et des rapports, pour éclairer le processus, tout en faisant attention au langage utilisé dans le document », explique Mwesigye de l'UYAHF. Auparavant, le langage utilisé dans la politique et les lignes directrices - en particulier l'utilisation des mots « droits » et « sexuel » - avait été un sujet de discorde. En septembre 2017, le Ministère de la santé avait désavoué le document et refusé de le lancer. En juin 2018, en témoignage de l'engagement stratégique soutenu de RHRN auprès des principaux acteurs politiques, la Ministre de la santé, Dr Jane Ruth Aceng, a examiné et approuvé, avec des commentaires, la Politique nationale et les Lignes directrices des services relatifs à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

Les commentaires mettaient notamment l'accent sur « l'adéquation de l'âge » à la « fourniture d'informations sur la santé sexuelle et reproductive », plutôt que sur la « fourniture de contraceptifs aux adolescents », et sur la suppression de la « fourniture de services d'avortement », qui, selon la Ministre, est en contradiction avec la Constitution de la République d'Ouganda.

Un tout autre processus

La politique doit être lancée, mais sa mise en œuvre effective est un tout autre processus.

Un plaidoyer efficace, a déclaré Mwesigye, c'est une question de stratégie et de financement, et la Plateforme a échoué sur ce dernier point.

« Nous avons essayé, même si je ne dirais pas que c'est le mieux que nous pouvions faire. Nous savions ce qu'il fallait faire, mais nous étions limités au niveau du financement. » Selon lui, le fait de travailler avec ces contraintes budgétaires a ralenti les choses pour la Plateforme RHRN. Néanmoins, les activistes sont satisfaits des progrès réalisés. Mme Nakibuuka, du CEHURD, pense que le partage continu des connaissances et des preuves permettra d'atteindre le résultat souhaité.

Pour maintenir ce résultat, les activistes ont fait appel aux coalitions et mouvements existants dans le pays, au-delà des membres de la Plateforme RHRN, notamment les défenseurs des droits humains traditionnels, pour créer des synergies. Ocaya, le coordinateur du programme national de RHRN, explique qu'ils ont formé et renforcé les capacités des jeunes sur les opportunités de plaidoyer au plan régional, continental et international, par exemple la Communauté d'Afrique de l'Est, l'Union africaine, les Nations Unies et les Examens périodiques universels, car « nous savons que lorsque la pression vient d'en haut, les gouvernements ont parfois tendance à travailler plus rapidement ».

Dans un hôtel situé au sommet d'une des collines qui composent la ville de Kampala où l'interview a été réalisée, Ocaya semble avoir non seulement une vue claire de la ville de Kampala, mais aussi du terrain du plaidoyer sur la SDSR dans le pays. « Lorsque nous avons commencé il y a cinq ans, nous ne savions pas où se trouvait le centre du pouvoir dans les Ministères du gouvernement. Maintenant, nous le savons. »

Changer le discours sur l'avortement sécurisé au Népal

Au Népal, près de la moitié des grossesses sont involontaires et non désirées et environ un tiers de toutes les grossesses se terminent par un avortement, selon une recherche menée par le CREHPA et l'Institut Guttmacher en 2014. Et, même si l'avortement est légal depuis 2002 et gratuit, près de 58% de ces avortements sont encore clandestins et non sécurisés.

La méconnaissance de la loi sur l'avortement, en particulier chez les adolescents et les groupes marginalisés, en est l'une des principales raisons. Le Groupe de travail sur les droits de santé reproductive (RHRWG) est déterminé à inverser ces chiffres.

■ Résultat :

Le 15 octobre 2018, le gouvernement du Népal a adopté la "loi sur le droit à une maternité sans risque et à la santé reproductive", après plusieurs années de discussion et la soumission d'un premier projet de loi pour examen en 2016.

Depuis 2009, le RHRWG s'efforce de sensibiliser et de sauvegarder le droit des femmes à l'avortement sécurisé. L'obstacle le plus récent a été surmonté le 15 octobre 2018, lorsque le gouvernement népalais a promulgué la « loi sur le droit à la maternité sans risque et à la santé reproductive », qui inclut « l'avortement sécurisé » comme un droit pour tous - sans discrimination fondée sur la caste, le handicap, l'âge ou le statut matrimonial. Garantir le droit des femmes à l'avortement sécurisé a été un combat de longue haleine. Cette histoire est une reconstitution des efforts des OSC qui ont conduit à la promulgation de la loi de 2018.

Le début d'un périple

19 juillet 2011.

Asianews.it, un organe de presse en ligne local, fait état de l'augmentation du nombre d'avortements. Le titre de l'article est le suivant : « Népal : record d'avortements chez les adolescentes. Un projet de révision de la loi ». L'article mentionne les chiffres relatifs aux avortements figurant dans le rapport 2007 du département des services de santé népalais (DHS) : « Cette année, plus de 18 000 filles âgées de 15 à 18 ans ont interrompu leur grossesse alors qu'elles étaient à l'école », avec pour message clé que le gouvernement devrait interdire l'avortement. L'article cite Shakti Bahadur Basnet, le Ministre de la santé de l'époque, qui aurait déclaré à AsiaNews que le rapport du DHS est inquiétant. « Nous sommes en train de créer un comité pour vérifier le phénomène, et prendre immédiatement des mesures. Parmi les propositions, il y a la possibilité concrète de revenir sur la légalisation de l'avortement ». Ce qui a mis des décennies à se construire risque de s'effondrer en un instant.

« Lorsque ces nouvelles (sur les avortements) ont commencé à paraître, nous étions inquiets de savoir où cela mènerait », déclare Sanila Gurung, directrice de programme du Comité Beyond Beijing (BBC) Népal, en se rappelant une couverture médiatique similaire à l'époque, avec des titres comme :

« Une fille en jupe va se faire avorter ».

Gyatri Shakya (nom fictif), qui représente l'une des organisations membres du RHRWG, mentionne également le pouvoir des récits médiatiques d'influencer le gouvernement. Elle se souvient d'un article publié par un grand quotidien national, à la suite duquel le TCIC (un sous-comité technique sur l'avortement sécurisé relevant de la Division du bien-être familial) est convoqué à une « réunion d'urgence » au Ministère de la santé, où on lui demande de trouver les moyens de mettre fin à l'avortement sécurisé, « car cela crée des problèmes ». Finalement, après quelques discussions, la situation s'est calmée.

L'annulation de la loi sur l'avortement de 2002 serait un coup dur pour de nombreuses femmes comme Anjana (nom fictif). Anjana explique : « Qui comprendrait mieux que moi l'importance du droit à l'avortement ? J'ai été envoyée en Inde après la détection d'une anomalie alors que j'étais enceinte de six mois. On m'a dit que mon bébé avait de graves complications. C'était très difficile pour moi sur le plan émotionnel, je ne voulais même pas rentrer au Népal. Mais la législation indienne n'autorisait pas l'avortement à six mois et on m'a conseillé de rentrer dans mon pays, où l'avortement était légal. »

Les membres du RHRWG ont commencé à réfléchir à l'émergence de ces récits « pro-vie » anti-avortement. Ils ont estimé qu'il était grand temps de faire pression pour une loi distincte sur l'avortement, car une loi ne peut pas être révoquée aussi facilement. Le processus de rédaction a commencé. Tandis que d'autres membres du groupe s'occupaient de la documentation juridique et des négociations avec les législateurs, le rôle du BBC était de contrer les arguments anti-avortement, notamment en apportant le point de vue des jeunes. Leur position : rendre la loi « adaptée aux jeunes, sans discrimination et sans stigmatisation ».

Un projet de loi a été soumis au Ministre de la santé en 2013.

Changer le discours

Il n'a pas été facile de changer les forces conservatrices qui dominent l'opinion publique, notamment la croyance commune selon laquelle les femmes ayant des « relations illicites » ou les « adolescentes gâtées » optent pour l'avortement, ou selon laquelle l'accès à des avortements sécurisés « favoriserait la licence sexuelle chez les adolescents ». Les recherches du Comité BBC ont montré que la compréhension de l'avortement par les communautés est l'idée de « tuer des bébés » ou de « jeter des bébés ». « C'est pourquoi nous avons entamé la discussion sur les raisons pour lesquelles il est important de reconnaître l'avortement sécurisé comme un droit à la santé reproductive », explique Sanila.

BBC a organisé des ateliers de sensibilisation pour les journalistes, en utilisant des histoires de situations réelles. Une journaliste présente s'est souvenue de certaines histoires de femmes qui prennent des mesures draconiennes par désespoir, comme consommer une quantité excessive d'alcool, de cigarettes, mastiquer des gousses de marijuana et remplir leur vagin avec de la boue rouge. Après les ateliers, la journaliste a parlé à son rédacteur en chef et à ses collègues et leur a suggéré de ne pas utiliser de photos d'un fœtus en couvrant les nouvelles sur l'avortement, et d'utiliser le terme « avortement » au lieu de l'expression familière « laisser tomber les bébés ». Un autre journaliste témoigne : « Nous n'avions pas pensé à l'avortement sous cet angle ».

Une couverture des nouvelles différente, plus neutre, commence à émerger.

BBC a continué à plaider pour des services d'avortement adaptés aux jeunes, sans discrimination ni stigmatisation.

Le comité a collaboré avec d'autres membres du RHRWG afin de mettre en commun les ressources pour les engagements médiatiques et publics. D'autres membres de RHRN se joignent à eux par solidarité en assistant aux événements organisés par le BBC et les membres du RHRWG.

« Lorsque nous avons parlé des adolescents, ils ont dit : « Pourquoi les jeunes ont-ils besoin de services d'avortement ? » »

Lorsqu'il est apparu clairement que la résistance venait également du gouvernement et même des agents de santé, le RHRWG a intensifié son dialogue avec les parties prenantes. Des preuves basées sur la recherche ont été utilisées pour contrer les arguments du gouvernement. L'un des membres se souvient : « Lorsque nous avons parlé des adolescents, ils ont dit : « pourquoi les jeunes ont-ils besoin de services d'avortement ? » Nous avons donc bâti notre argumentation autour de la mortalité maternelle et de la protection des femmes contre les répercussions à long terme. Sans trop nous pencher sur l'avortement sécurisé, nous avons plutôt expliqué pourquoi le projet de loi sur la maternité sans risque et le droit à la santé reproductive est important, et dans ce cadre, nous avons parlé de services sans stigmatisation et adaptés aux jeunes. »

Des statistiques ont été avancées pour montrer que non seulement les adolescentes « non mariées » mais aussi de nombreuses jeunes mariées sont vulnérables - les jeunes qui se marient tôt et optent pour des avortements à risque après des grossesses précoces et non désirées, et comment les avortements à risque contribuent à la mortalité maternelle. En 2010, le Népal a reçu le prix des Nations Unies pour la réduction de la mortalité maternelle (ODD 5) et la maternité sans risque est donc un motif de fierté nationale.

Une voie ouverte

Le Ministère de la santé a recommandé d'intégrer l'avortement sécurisé dans la loi sur la maternité sans risque et la santé reproductive que le Ministère était en train de réviser à l'époque. Cela a suscité l'inquiétude des OSC travaillant sur l'avortement sécurisé, qui craignaient que l'objectif ne soit dilué dans cette fusion, mais elles ont finalement accepté, car il ne serait pas facile d'adopter une loi distincte sur l'avortement. « L'intégration (de l'avortement) dans le cadre plus large de la santé reproductive a aidé à « normaliser » la question », explique l'un des membres. « Nous avons donc recommencé à rédiger la loi sur l'avortement sécurisé dans le cadre de la loi-cadre », explique Gyatri en prenant une profonde inspiration.



Gyatri souligne : « Nous n'étions que huit ou neuf à pouvoir parler d'avortement sécurisé, parce que d'autres qui recevaient des fonds américains ne le pouvaient pas, à cause de la règle du bâillon mondial (une politique américaine qui restreint le financement des organisations qui fournissent des services liés à l'avortement...) ». « C'est un processus à plusieurs niveaux. C'est un effort de collaboration. Personne n'aurait pu le faire seul », déclare un autre membre du RHRWG, en réfléchissant au parcours qui a nécessité un engagement intensif avec plusieurs acteurs, notamment le Ministère du droit, de la justice et des affaires parlementaires, le Ministère de la femme, de l'enfance et de la protection sociale, le Ministère de la santé et de la population, la Commission des femmes, ainsi que les professionnels de la santé, les médias, le grand public et les législateurs.

2016

Le projet de texte a été soumis au Ministre de la santé, M. Gagan Thapa. Une pléthore de parties prenantes externes, dont des médecins, des agents de santé, des OSC, des donateurs et des représentants du gouvernement, ont également examiné ce projet. Alors que les membres du RHRWG continuaient à négocier différents aspects du projet avec le gouvernement, le BBC s'assurait que les « services sans

stigmatisation et adaptés aux jeunes » soient bien mentionnés dans la loi. Une section distincte sur les adolescents a été ajoutée comme priorité transversale dans le projet.

« Dans le cas des adolescentes mineures de moins de 18 ans, la disposition exige qu'un tuteur adulte de plus de 18 ans donne son consentement à l'avortement. Nous avons glissé une phrase indiquant que le tuteur peut être toute personne accompagnant la jeune fille. Il ne doit pas s'agir forcément des parents. Nous connaissons la réalité. La fille n'y va pas avec ses parents, sa sœur, son frère, sa tante ou son oncle. La personne qui l'accompagne est un ou une ami.e », explique Gyatri. La tension résonne encore dans sa voix lorsqu'elle ajoute :

« Nous avions si peur que la clause soit supprimée ». Elle insiste : « Nous devons donner plus de pouvoir aux filles. Si c'est dans la loi, alors elles peuvent parler pour elles-mêmes ».

La dernière ligne droite

Le Ministre de la santé a indiqué qu'il avait obtenu un engagement politique sur le projet de loi. Mais le régime politique a changé de nouveau en 2017, et le Ministre aussi, compromettant le processus. Sanila se souvient « Le vide politique a été notre plus grand défi, car à chaque changement de responsables, nous devons relancer le dialogue ».

« Nous devons donner plus de pouvoir aux filles. Si c'est dans la loi, alors elles peuvent parler pour elles-mêmes »

Le projet de loi devait maintenant être soumis au Parlement, mais il a soudainement disparu. Personne ne peut dire s'il a été véritablement égaré ou perdu volontairement comme le suggère un membre : « Il y avait des gens qui étaient contre ».

Une recherche frénétique du projet a commencé, chacun faisant appel à ses contacts respectifs, mais le projet déjà approuvé par le « Conseil des ministres » était introuvable. Gyatri soupire, « Alors, nous avons recommencé ! » Heureusement, une copie de l'ancien projet a été trouvée à la Division du bien-être familial (FWD), la branche du gouvernement responsable de la planification familiale et des services de maternité sans risque. La Division a pris la tête du projet et a fait avancer le processus. Gyatri se dit : « Sans doute que notre approche n'était pas appropriée auparavant et qu'ils (FWD) se sont sentis court-circuités ».

Tout est bien qui finit bien ?

Nous sommes en 2018.

Cette fois, le processus s'est déroulé sans problème et le projet de loi est arrivé au Parlement. Tout était identique à la loi précédente - l'avortement est légal dans un délai de 12 semaines à la demande des femmes et à tout moment en cas de problèmes de santé et d'anomalie du fœtus, mais avec une modification proposée pour prolonger cette période en cas d'inceste et de viol. Une série de sessions de dialogue a été organisée avec les parlementaires, ciblant spécialement les femmes parlementaires : Gyatri confie : « Les femmes parlementaires issues de la base ont été plus réceptives car elles sont plus conscientes de la réalité de la base ». L'honorable députée Jayapuri Gharti Magar déclare fièrement : « Nous avons poussé le projet de loi. Il y a eu de nombreuses discussions et nous avons débattu du fait que les femmes devaient avoir le droit de décider. »

Les parlementaires étaient sous pression car la Constitution impose que dans les 3 ans à venir, une loi soit adoptée pour chaque droit fondamental inscrit dans la Constitution de 2015. La santé reproductive est définie comme un droit fondamental des femmes.

Alors que le crépuscule tombe sur le tout dernier jour du délai, le 15 octobre 2018, le Président signe enfin la loi. Tout est resté intact, sauf la disposition autorisant l'avortement à tout moment de la gestation qui a été

retirée et remplacée par une disposition autorisant l'avortement jusqu'à 28 semaines pour toutes les autres conditions. Cette disposition est différente de celle attendue, et n'est pas bien accueillie par certains - notamment les gynécologues et les pédiatres impliqués dans les soins néo-natals, qui pensent que 28 semaines est une période beaucoup trop longue, car il est viable de sauver des bébés dès 25 semaines.

« Nous avons poussé le projet de loi. Il y a eu de nombreuses discussions et nous avons débattu du fait que les femmes devaient avoir le droit de décider »

L'honorable Jayapuri Gharti Magar ajoute sévèrement : « La loi est bonne pour les femmes, mais elle ne doit pas être utilisée de façon abusive ». Sanila est pleine d'espoir. « La loi a inclus l'avortement sécurisé et cela donne une marge de manœuvre pour aller plus loin ». Pour poursuivre sur sa lancée, le RHRWG a préparé des fiches de référence pour les lignes directrices sur la loi concernant l'avortement, à l'intention des gouvernements fédéraux qui ont désormais le pouvoir de préparer des lois locales sur l'avortement sécurisé et de les mettre en œuvre.

Nous sommes en 2020.

Le RHRWG a poursuivi le travail après l'adoption de la loi. En plus de la loi, il existe maintenant un règlement, qui est essentiel pour la mise en œuvre de la loi. Le RHRWG a obtenu ce règlement après une nouvelle bataille juridique.

■ **La plateforme Right Here Right Now (RHRN) est organisée en trois sous-groupes thématiques. Le Comité Beyond Beijing (BBC), membre du sous-groupe thématique sur " l'avortement sécurisé ", a travaillé en étroite collaboration avec d'autres OSC, notamment l'alliance des OSC sur les droits de santé reproductive au Népal : Reproductive Health Rights Working Group (RHRWG), qui a plaidé pour la loi sur l'avortement sécurisé et la santé reproductive (2018).**

1. Introduction

1.1 Le Programme Right Here Right Now

Le Programme Right Here Right Now (RHRN) (2016-2020) est un partenariat stratégique entre Rutgers (leader du consortium), le Centre de ressources et de recherche pour les femmes d'Asie-Pacifique (ARROW), CHOICE for Youth and Sexuality (CHOICE), Dance4life, HIVOS, la Fédération internationale pour la planification familiale région Afrique (IPPF AR), le Réseau de santé des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (LACWHN) et le Ministère néerlandais des affaires étrangères. Le programme est mis en œuvre dans 10 pays à revenu faible ou intermédiaire en Afrique (Kenya, Ouganda, Zimbabwe, Sénégal), en Asie (Bangladesh, Indonésie, Népal, Pakistan), en Amérique latine (Bolivie, Honduras) et dans une sous-région (les Caraïbes).

Le programme quinquennal étant arrivé à son terme, Rutgers, en tant que leader du partenariat RHRN, a commandité une évaluation finale. Dans le présent rapport, l'équipe d'évaluation externe présente la méthodologie d'évaluation, nos résultats, nos conclusions et nos recommandations.

1.2 Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR) pour les jeunes

Dans le monde entier, les jeunes femmes et les jeunes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) vivent leur sexualité dans un contexte de stigmatisation, de discrimination et de violence. Les jeunes sont confrontés, notamment, à des difficultés d'accès à une éducation complète à la sexualité adaptée aux jeunes et aux services liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR), tels que l'information, les contraceptifs et l'avortement sécurisé. Alors que les jeunes ont le droit fondamental de (co-)décider des questions qui affectent leur vie, ils ont peu de possibilité de se faire entendre.

C'est cette protection et ce respect limités, qui empêchent la réalisation de la santé et des droits sexuels et reproductifs des jeunes, que le partenariat RHRN a cherché à aborder. RHRN a identifié les plus grands défis comme étant les suivants :

- > La non-application des politiques de SDSR existantes
- > L'écart en matière de redevabilité entre les politiques locales, nationales, régionales et internationales
- > Un manque général de politiques de SDSR fondées sur les droits et inclusives

1.3 La Théorie du changement

La théorie du changement de RHRN¹ aborde les défis décrits ci-dessus de deux manières : par le **renforcement des capacités** de plaidoyer et par le **plaidoyer** (influence sur les politiques). La théorie du changement est élaborée autour de ces deux stratégies clés, le renforcement des capacités des OSC et les plateformes de plaidoyer étant les résultats à court terme, et les résultats des efforts de plaidoyer - politiques et législation améliorées, connaissances et volonté politique des décideurs accrues, plus d'espace pour les OSC et les jeunes, et soutien public renforcé grâce à des champions - étant formulés comme des résultats intermédiaires et à long terme.

L'objectif global du Programme RHRN (vision/impact) est le respect, la protection et la réalisation de la santé et des droits sexuels et reproductifs des jeunes. Le programme met l'accent sur l'absence de stigmatisation, de discrimination et de violence, sur l'accès à des services adaptés aux jeunes complets, sur l'accès à une éducation complète à la sexualité et

¹ La théorie du changement pour le Programme RHRN est décrite et visualisée au niveau mondial dans le document de programme (2016). À un stade ultérieur, la TdC a été visualisée sous la forme d'un arbre (voir aussi le Chapitre 3).

sur un espace permettant aux jeunes de faire entendre leur voix. Le résultat à long terme attendu est la mise en place - et la mise en œuvre - d'une législation, de politiques et de budgets nationaux de SDRS inclusifs et progressistes, ainsi que l'amélioration de la redevabilité à l'égard des normes, des règles et des politiques mondiales, régionales et nationales.

Au niveau des pays, les plateformes pays composées d'une série d'OSC travaillant activement à la réalisation de la SDRS, utilisent les six « **axes stratégiques** » suivants pour guider leur stratégie opérationnelle basée sur la théorie mondiale du changement :

- > Les gouvernements au niveau (infra-)national adoptent et allouent des budgets et mettent en œuvre une législation et des politiques progressistes et inclusives en matière de SDRS
- > Accroître les connaissances, les compétences et la volonté politique des décideurs
- > Créer des espaces pour la société civile et les jeunes
- > Renforcer le soutien public au plaidoyer, par le biais de champions de SDRS
- > Relier le plaidoyer national, régional et international
- > Renforcer les capacités de plaidoyer

Au moment de la conception du programme, le renforcement des capacités de plaidoyer était placé au centre de toutes les pistes de changement de la théorie du changement. Cependant, au cours du programme, la réflexion sur le renforcement des capacités a changé. Le renforcement des capacités n'était plus tant considéré comme une condition préalable à toutes les pistes de changement, mais plutôt comme un processus parallèle à d'autres processus et comme une fin en soi.

1.4 Objectif et portée de l'évaluation finale

L'équipe d'évaluation suit les critères d'évaluation et les définitions élaborés par le Réseau OCDE/CAD sur l'évaluation du développement et les normes de qualité de l'IOB du Ministère néerlandais des Affaires étrangères.² Comme décrit dans le rapport initial 2020 (voir l'Annexe 1.1), les trois critères suivants seront évalués :

- > **Pertinence** : Est-ce que RHRN fait ce qu'il faut ? Dans quelle mesure la mise en place et les objectifs du programme de RHRN répondent aux besoins des groupes cibles, et continuent d'y répondre si les circonstances changent.
- > **Efficacité** : Est-ce que RHRN atteint ses objectifs ? Dans quelle mesure le Programme RHRN a atteint, ou est censé atteindre, ses objectifs et ses résultats, y compris les résultats différentiels entre les différents groupes.
- > **Durabilité** : Le bénéfice sera-t-il durable ? Dans quelle mesure les bénéfices nets du Programme RHRN perdurent, ou sont susceptibles de perdurer.

Tous les pays et toutes les régions soutenus par le programme ont été impliqués dans cette évaluation de fin de programme. Nous avons également évalué les résultats aux niveaux régional, international et mondial, ainsi que l'interrelation entre les différents niveaux (tels que définis dans la théorie du changement). L'évaluation du niveau d'impact ne relève pas du champ de cette évaluation, car les contributions au niveau sociétal à long terme ne peuvent pas encore être évaluées après cinq ans de programmation. Cette évaluation met donc l'accent sur le niveau des *résultats* et s'appuie sur la méthodologie de collecte des résultats appliquée par le Partenariat RHRN.

Le Chapitre 2 décrit les questions d'évaluation et leurs liens avec les critères d'évaluation, ainsi que les différentes méthodes d'évaluation utilisées et leurs limites. Le Chapitre 3 contient les constatations de cette évaluation. Tout d'abord, la section 3.1 décrit les résultats atteints aux différents niveaux de changement de la théorie du changement. La section 3.2 fournit des informations sur le rôle du contexte en tant qu'entrave ou facteur favorable pour les membres de la Plateforme RHRN. La section 3.3 fournit ensuite un aperçu du renforcement des capacités dans le programme, recueilli par le biais d'une enquête basée sur des histoires parmi les membres de la plateforme. Les sections suivantes décrivent le fonctionnement des plateformes (3.4), l'interaction entre les différents niveaux de plaidoyer (3.5), la durabilité perçue du Programme RHRN (3.6), et enfin, une réflexion sur la théorie du changement dans le Chapitre 3.7. Pour finir, le Chapitre 4 présente les principales conclusions et recommandations. Tout au long du rapport, vous trouverez onze (11) histoires de changement, qui ne suivent aucun ordre particulier. Dix d'entre elles concernent les résultats obtenus par les pays³ tandis qu'une autre porte sur l'interrelation entre le niveau international et le niveau national. Ces histoires offrent un aperçu de ce qui s'est passé « sur le terrain » dans la pratique quotidienne des plateformes RHRN. Référence est faite à ces histoires tout au long du rapport.

² Consulter l'adresse : <http://www.oecd.org/dac/evaluation/daccriteriaforevaluatingdevelopmentassistance.htm> et l'adresse : <https://english.iob-evaluatie.nl/publications/regulations/2009/10/01/evaluation-policy-and-guidelines>.

³ Pour des raisons de sécurité, le Sénégal n'a pas été inclus dans les histoires de changement.



Le ciel est la limite pour Lorraine Mtizwa, une activiste du droit à l'avortement qui est impatiente de voir la révision de la loi sur l'interruption de grossesse

Les sans-voix s'expriment

Le Zimbabwe s'apprête à réviser la loi sur l'interruption de grossesse

Selon l'Institut Guttmacher (2016), chaque année, environ 80 000 avortements provoqués ont lieu au Zimbabwe chez les femmes âgées de 15 à 49 ans. De nombreuses filles et femmes sont confrontées à des obstacles juridiques, financiers et administratifs en cherchant à obtenir un avortement sécurisé. Ceci a convaincu Lorraine Mtizwa, une étudiante de 23 ans en ingénierie de la construction à l'école

polytechnique de Harare et activiste des droits des filles, que la loi sur l'interruption de grossesse (ToP) doit être révisée. Pourtant, en se battant pour ses convictions, elle a dû défier les valeurs conservatrices de ses parents, de ses amis et de sa communauté.

Les niveaux élevés de pauvreté, associés à l'absence de contraceptifs disponibles, constituent un terrain fertile pour les avortements non sécurisés au Zimbabwe. Les filles et les femmes qui ont une grossesse non désirée ont souvent recours à un avortement « illégal » et non sécurisé en consultant des praticiens de « santé » clandestins qui utilisent des objets métalliques dangereux, des concoctions traditionnelles et parfois une surdose de médicaments conventionnels. Les femmes soumises à ces méthodes peuvent souffrir de complications, telles que des hémorragies intenses, des dommages irréparables aux organes reproducteurs, ou même la mort.

Dénoncer les obstacles

Selon la loi actuelle, l'avortement est légal au Zimbabwe dans trois circonstances : si la grossesse met en danger la vie d'une femme, ou menace d'altérer de façon permanente sa santé physique ou mentale, ou si le fœtus a été conçu à la suite d'un viol ou d'un inceste. Selon les membres de la Plateforme Right Here Right Now (RHRN) au Zimbabwe, une collaboration de 11 organisations dont l'objectif est de renforcer la capacité de plaidoyer de ses membres en matière de droits de santé sexuelle et reproductive, les chiffres élevés des avortements non sécurisés dénotent une dure réalité que la société ne peut ignorer. Depuis 2016, leur travail de plaidoyer en

faveur de l'avortement sécurisé s'est concentré sur la révision de la loi sur l'interruption de grossesse, en particulier sur l'élargissement des conditions dans lesquelles l'avortement est autorisé ; afin d'inclure l'avortement sécurisé et légal comme un droit, accessible en toutes circonstances. Ils souhaitent que la révision mette également l'accent sur les obstacles administratifs qui entravent l'accès à l'avortement sécurisé, notamment en fixant des délais dans lesquels les différentes parties prenantes doivent répondre. L'un des principaux objectifs de la Plateforme RHRN était de mettre en évidence ces obstacles administratifs à l'obtention rapide d'un avortement sécurisé. Il s'agit notamment de l'ambiguïté des procédures, comme le nombre de médecins qui doivent examiner une personne qui souhaite interrompre une grossesse après avoir été violée, et le nombre d'heures pendant lesquelles les médecins et la police doivent respectivement examiner et enquêter sur un cas de viol. RHRN se réfère souvent à l'histoire de Mildred Mapingure, une femme qui a dû mettre au monde un enfant conçu à la suite d'un viol et qui a gagné un procès sur l'avortement contre l'État - après une bataille qui a duré neuf ans.

« Les jeunes filles finissent par se rendre dans les « services clandestins » pour obtenir de l'aide pour avorter »

« Les jeunes filles finissent par se rendre dans les « services clandestins » (c'est-à-dire chez une personne ne disposant pas des compétences nécessaires ou dans un environnement non conforme aux normes médicales minimales) pour obtenir de l'aide pour avorter. Dans les villes, les médecins demandent beaucoup d'argent. Si vous voulez aller dans un hôpital public, ils vous demanderont d'obtenir trois rapports de différents hôpitaux. Dans les circonstances économiques actuelles, la plupart des filles et des femmes n'ont pas d'argent à dilapider pour d'interminables voyages à l'hôpital », argumente Lorraine, qui est membre d'une église apostolique, sans doute l'une des églises les plus conservatrices du Zimbabwe.

Grâce à la formation dispensée par RHRN en 2016 et aux expériences de ses camarades de classe à l'école polytechnique, Lorraine a réalisé que l'avortement est une réalité, et elle a fini par défendre l'avortement sécurisé.

La vie de Lorraine n'a plus jamais été la même depuis qu'elle a reçu une formation de RHRN sur la manière de diffuser des informations sur l'importance de la révision de la loi sur l'avortement dans sa communauté et sur l'engagement auprès des membres du Parlement. Vêtue d'une combinaison de travail bleue, synonyme de personnes travaillant dans le secteur de la construction, Lorraine ne laisse rien au hasard



Page Facebook RHRN Zimbabwe, 28 septembre 2020



Dr. Labode, une championne de l'avortement sécurisé

pour la campagne de l'avortement sécurisé. Elle dit avoir touché une vingtaine de ses amies qui ont désormais rejoint le mouvement pour l'avortement sécurisé.

« Quand ma mère m'a vue diffuser des informations sur la promotion de l'avortement sécurisé, elle a pensé que j'encourageais d'autres jeunes femmes à se prostituer. Je l'ai alors invitée à une réunion de dialogue dans la communauté où l'on discutait de la loi sur l'interruption de grossesse. Depuis qu'elle a assisté à cette réunion, elle me soutient », a déclaré Lorraine, qui poursuit son combat malgré le fait que certains membres de son église l'évitent.

La Plateforme RHRN veut briser la culture du silence sur la question de l'avortement - considéré comme un tabou par les leaders traditionnels et comme une abomination par les groupes religieux. Parmi les stratégies utilisées pour mobiliser l'opinion publique figurent des séances de dialogue avec les membres de la communauté, des vidéos montrant les dangers de l'avortement non sécurisé, l'information des membres des médias sur les questions relatives à l'avortement sécurisé et des « simulacres de procès pour avortement : des procès mis en scène impliquant des jeunes femmes et des filles accusées d'avoir subi un avortement non sécurisé et « traduites en justice pour répondre des accusations ». Il semble que cela ait permis de faire évoluer l'état d'esprit de certains, au moins, des opposants à l'avortement. Selon RHRN, les « faux » tribunaux avaient pour but de sensibiliser les communautés et les décideurs politiques à la nécessité de réviser la loi sur l'avortement.

Les « tribunaux » ont laissé de nombreuses personnes perplexes, en colère et émotionnellement secouées. Le Dr Ruth Labode, députée et présidente du Comité du portefeuille

parlementaire sur la santé et la protection de l'enfance, est l'une des personnes qui y a participé. Elle ne sait toujours pas si la jeune fille - âgée de 16 ans selon elle - qu'elle a vue participer à un simulacre de tribunal pour l'avortement jouait la comédie ou si elle a réellement subi un avortement.

« Quand la fille du tribunal fictif est devenue si émotive, je me suis demandé si elle n'avait pas avorté dans la vraie vie », dit Dr Labode, qui est devenue une championne de l'avortement sécurisé. Elle raconte que « les avocats ont continué à la bombarder (la fille du procès fictif) de questions pendant le contre-interrogatoire, et quand elle a commencé à pleurer, j'ai vu des députés masculins pleurer aussi. »

Cela a été un coup de semonce pour les députés masculins comme l'honorable Munetsi, qui critiquait l'avortement sécurisé. Il fait désormais partie des 20 députés qui défendent l'avortement sécurisé. Les champions de l'avortement sécurisé ont reçu une formation sur la manière de réviser des lois comme la loi sur l'interruption de grossesse. C'est désormais une question personnelle pour de nombreux députés. « Je n'ai jamais pensé que l'avortement était un problème parce que j'ai de l'argent. Si ma fille a une grossesse non désirée, je l'emmènerai tranquillement chez un médecin privé. Je me suis rendu compte que je ne voyais pas plus loin que mon horizon : et les pauvres ? Combien d'entre eux peuvent se le permettre ? Dans les établissements publics, c'est moins cher mais pas facile à faire faire, voire impossible », ajoute Dr Labode. Lorraine ne mâche pas ses mots : « L'avortement est illégal pour les pauvres mais légal pour ceux qui ont de l'argent ».

"Mieux vaut des pécheurs en bonne santé que des saints morts"

Les députés, en étroite collaboration avec des organisations de la société civile dirigées par des

jeunes et des groupes de femmes, ont porté le débat dans les communautés. Certains groupes conservateurs, tels que les leaders traditionnels et religieux, se montrent désormais plus sensibles à la nécessité de promouvoir des politiques d'avortement sécurisé.

Les leaders religieux reconnaissent qu'ils avaient auparavant du mal à tolérer l'avortement chez leurs fidèles. Lorsque RHRN les a réunis avec d'autres membres de la communauté, ils n'étaient pas libres de discuter de ces questions car la plupart d'entre eux considéraient l'avortement comme une abomination. Grâce au Programme RHRN, l'avortement sécurisé suscite un certain intérêt, certains leaders religieux priant pour avoir des « pécheurs en bonne santé plutôt que des saints morts ». Toutefois, il est encore nécessaire d'approfondir le travail de plaidoyer auprès des hommes et des leaders religieux.

Avec le soutien de RHRN, un mouvement de jeunes a été créé pour poursuivre le plaidoyer sur l'avortement sécurisé et l'accès des jeunes à la santé sexuelle et reproductive. Les jeunes disposent d'une plateforme pour discuter de questions importantes dont ils ne pouvaient pas parler ouvertement avec des adultes auparavant. Ils savent maintenant comment engager le dialogue avec les parlementaires et comment présenter leurs questions de plaidoyer, comme l'atteste Dr Labode : « Les jeunes ont appris l'art de faire asseoir les députés et de leur faire écouter leurs demandes, plutôt que de laisser les législateurs leur parler. Parmi les différents moyens utilisés par les jeunes pour approcher les députés, on peut citer les pétitions. »

« Les jeunes ont appris l'art de faire asseoir les députés et de leur faire écouter leurs demandes »

La collaboration avec les médias semble porter ses fruits. RHRN a formé de jeunes journalistes au rôle clé du plaidoyer en faveur de l'avortement sécurisé. Le rôle des journalistes était d'aider à solliciter le soutien du public en faveur de l'avortement sécurisé. Grâce aux articles positifs des grands médias, les jeunes ne sont plus qualifiés d'immoraux ou de rebelles lorsqu'ils abordent les questions de SDSR. Pour RHRN, la leçon tirée de l'engagement des médias est que la formation sur la SDSR est essentielle pour convertir les journalistes à écrire positivement sur l'avortement. Le travail de plaidoyer sur l'avortement sécurisé prend de l'ampleur. Une voix collective puissante pour la révision de la Loi sur l'interruption de grossesse - comprenant les membres de la Plateforme RHRN - s'est élevée, comme en témoignent certaines des

pétitions qui ont été lancées, notamment sur l'âge de consentement pour l'accès des adolescents aux services de santé sexuelle et reproductive. La pétition la révision de l'âge de consentement à 12 ans et l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive sans l'intervention des parents. « Les services de SDSR incluent l'avortement. La question de l'avortement est controversée. C'est pourquoi, à chaque fois, nous l'abordons avec diplomatie. Si nous obtenons l'accord du gouvernement sur la question de l'âge du consentement, cela nous ouvre la porte suivante », note Dr Labode.

Une percée régionale sur la question de l'avortement a été enregistrée au niveau de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Armé des compétences fournies dans le cadre de l'initiative RHRN, le Parlement du Zimbabwe, dirigé par Dr Labode, a plaidé avec succès en 2018 pour que tous les pays de la SADC s'engagent en faveur de l'avortement sécurisé au Parlement de la SADC. Elle explique pourquoi cela est si important. « L'engagement sur l'avortement sécurisé au niveau du Parlement de la SADC nous permet de convaincre facilement d'autres parlementaires au Zimbabwe. Je peux interpellier le président du Parlement zimbabwéen et lui dire : « vous avez signé au niveau de la SADC ». Ou, si la SADC l'a adopté, le Zimbabwe est obligé d'approuver la révision de la loi sur l'interruption de grossesse ».

Une pétition sur la révision de la loi sur l'interruption de grossesse est actuellement en train d'être rédigée par les membres de RHRN. Selon Dr Labode, le Parlement organisera des auditions publiques sur la révision de la loi sur l'interruption de grossesse lorsqu'il aura reçu la pétition.

Certaines des leçons apprises sont que le travail inclusif rend les organisations plus fortes pour le plaidoyer sur les questions liées à la SDSR. La collaboration est essentielle pour obtenir de meilleurs résultats de plaidoyer. Pour une collaboration réellement inclusive, les organisations de la plateforme doivent apprendre à apprécier la diversité des uns et des autres.

Heureuse

Au début, certains membres avaient des difficultés à travailler ou à s'associer avec des organisations travaillant avec des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer et intersexes (LGBTQI). Certains membres de la plateforme qui sont financés par les États-Unis d'Amérique dans le cadre d'autres projets avaient du mal à soutenir la révision de la loi sur l'interruption de grossesse depuis le rétablissement de la fameuse « politique de Mexico ». Et Lorraine ?

Lorraine est heureuse que le travail de révision de la loi sur l'interruption de grossesse ait pris de l'ampleur, même si elle estime que la question prend trop de temps du fait des processus parlementaires qui doivent être suivis pour qu'une révision puisse avoir lieu. Grâce à la capacité de jeunes enthousiastes comme Lorraine, aux efforts de députés comme Dr Labode et à l'engagement des membres de RHRN, le Zimbabwe semble sur la bonne voie pour obtenir une législation sur l'avortement sécurisé.

Comme l'a dit Dr Labode, le programme est devenu un slogan au Parlement lorsque les députés disent : « Monsieur le Président, nous devons revoir la loi sur l'interruption de grossesse, ici et maintenant (Right here, Right Now, en anglais) ! »

■ Résultats

Le 3 décembre 2018, The Herald, un média d'État, a publié pour la première fois un article relayant l'appel de RHRN sur la nécessité d'élargir les circonstances dans lesquelles l'avortement est autorisé et aussi de garantir la disponibilité de services d'avortement sûrs et légaux et de soins post-avortement afin de réduire les procédures clandestines et dangereuses. : L'hebdomadaire d'État, le Mirror du 2 au 8 avril 2019, a publié pour la première fois une histoire sur le Forum consultatif parlementaire (PCF) portant sur l'avortement sécurisé et la révision de la loi sur l'interruption de grossesse qui s'est tenu dans le district de Chiredzi, dans la province de Masvingo.

Reprendre la rue

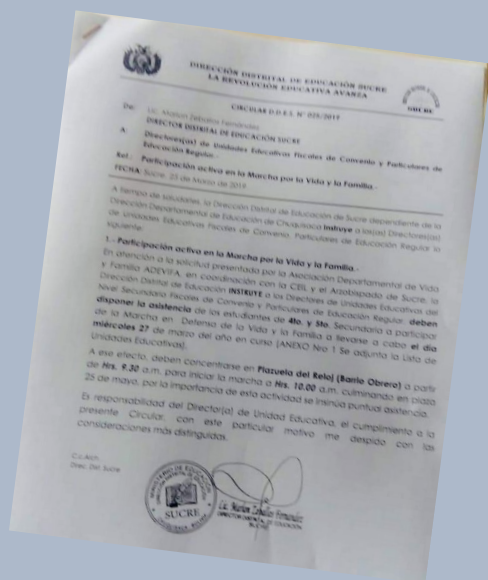


Lorsque la plus haute autorité éducative de Sucre a envoyé un ordre à toutes les écoles pour que leurs élèves participent à la Marche pour la vie et la famille, sous peine de sanctions, un cri d'indignation a résonné dans les groupes WhatsApp et autres médias sociaux. Les activistes des droits liés au genre, les LGBT, les féministes et autres se sont immédiatement lancés dans l'action. Heureusement, leur réseau s'est renforcé ces dernières années grâce à la plateforme Right Here Right Now. Ils ont même réussi à faire intervenir le gouvernement national.

■ Résultat

Le 26 mars 2019, le directeur départemental de l'éducation de Chuquisaca a annulé pour la première fois l'instruction 025/2019 qui obligeait les élèves à participer à la "Marche pour la vie et la famille" et a suspendu le directeur de l'éducation du district de Sucre pour plusieurs jours.

La Constitution est claire : la Bolivie est un État laïc. Mais en même temps, certaines traditions persistent qui confirment l'autorité traditionnelle de l'Église catholique. C'est certainement vrai dans une ville conservatrice comme Sucre. À l'époque coloniale, Sucre était la ville où vivaient les familles espagnoles traditionnelles, des familles dont les noms de famille font encore écho à leur domination sur les autorités et les institutions actuelles. Il en va de même pour l'Église catholique : lorsque vous voyez l'évêque dans la rue, vous avez l'obligation de lui baiser la main. C'est cette emprise forte, bien que non officielle, que l'Église a encore sur une grande partie de la société bolivienne qui a été utilisée par la conservatrice « Association de défense de la vie et de la famille » (ADEVIFA). Le lundi 25 mars 2019, le Directeur de l'éducation du district, Marlon Zeballos, a appelé les lycéens de la ville de Sucre à participer à une manifestation organisée par l'ADEVIFA, pour les valeurs familiales traditionnelles - dites « droites » - et contre la légalisation de l'avortement.



Le document officiel ordonnant aux élèves de participer à la manifestation « pro-vie »

Ce n'était pas la première fois que l'ADEVIFA s'adressait aux autorités officielles pour obtenir un soutien à ses activités, mais c'était la première fois que ce soutien était appuyé par un document juridique signé par le Directeur de l'éducation du district, ordonnant aux élèves de participer à la manifestation, sous peine de sanctions.

Le caractère légal de l'appel a suscité l'indignation. Il s'agissait en fait d'une bévue. Le document est devenu viral chez les activistes qui travaillent dans diverses organisations pour revendiquer les droits des jeunes, des femmes et de la population LGBT. Sans avoir d'autres ressources que leurs réseaux, les gens ont commencé à réagir. C'était le lundi 25 mars. La manifestation de l'ADEVIFA devait avoir lieu le mercredi 27. Il ne restait que deux jours pour changer le cours des événements.

Les activistes ont immédiatement compris que le meilleur plan d'action était d'attaquer la légalité de l'action du directeur de l'éducation du district et non de cibler le contenu de la manifestation de l'ADEVIFA. Dans une petite ville conservatrice comme Sucre, il était tout à fait possible que cette voie ne mène nulle part. En deux jours, cette discussion n'aurait pas été finalisée. Une avocate de 28 ans pleine d'énergie, fait partie du Consortium de la jeunesse bolivienne (CONBOJUV), l'une des organisations qui se sont mobilisées contre la marche. Elle se souvient : « Quand nous avons vu le document, nous nous sommes mobilisés sur le champ. » Les activistes ont analysé l'ordre qui avait été envoyé aux écoles et ont cherché la justification juridique pour s'y opposer. Ils ont étudié les articles de la Résolution ministérielle, de la Constitution politique sur la laïcité, du Code de l'enfant et de l'adolescent. « Toutes les informations que nous avons trouvées ont renforcé notre argument selon lequel cette instruction devait être révoquée ».

Ce que les activistes cherchaient, c'était un argument juridique selon lequel il n'était pas permis de forcer les élèves à participer à une manifestation quelconque à des fins politiques ou autres. Le bon argument juridique a été rapidement trouvé : l'article 118, publié en 2019, par le Ministère de l'éducation, stipulait qu' « il est strictement interdit aux directeurs d'école, aux enseignants et aux mères, pères et/ou tuteurs de forcer ou d'utiliser les élèves pour participer à toute mobilisation pour faire partie de protestations, de plaintes et autres. » Avec l'appui de cette loi, il était maintenant temps de développer une stratégie.

Plainte formelle

L'une de ces stratégies passait par les réseaux sociaux. Par le biais de comptes personnels, mais aussi en utilisant les pages Facebook de différentes institutions, une plainte formelle a été formulée : l'organisme public qui régit l'éducation à Sucre oblige les élèves à participer à une marche à connotation religieuse. Plusieurs institutions d'autres départements se sont jointes au mouvement et ont partagé leurs propres déclarations, critiquant la décision de la direction du district de Sucre.

Le document controversé signé par le Directeur de l'éducation du district, a également été envoyé aux médias, qui représentaient l'axe de la deuxième ligne stratégique. Plusieurs journaux et stations de radio ont condamné l'abus consistant à faire sortir les jeunes des salles de classe et à les faire descendre dans la rue pour manifester en faveur d'une décision pour laquelle ils n'avaient pas été consultés.

Enfin, et c'était peut-être la stratégie la plus percutante, le réseau de relations et d'alliances que la Plateforme Right Here Right Now avait bâti et renforcé depuis 2017, a été mis en branle. Différentes organisations non gouvernementales impliquées dans la lutte pour les droits de la femme, pour la diversité sexuelle et pour les jeunes, ont été appelées à mobiliser leurs forces et à utiliser leur capacité de plaidoyer. Par coïncidence, à ce moment-là, plusieurs membres de la Plateforme se trouvaient dans la ville de La Paz, siège du gouvernement, pour faire pression en faveur d'une loi sur l'identité de genre. Ils ont saisi l'occasion de rencontrer des représentants de différentes organisations et institutions pour discuter des événements de Sucre. Ils ont notamment rencontré la présidente du Sénat, Adriana Salvatierra, et l'ont informée de ce qui allait se passer. Connue pour être une politicienne féministe, la sénatrice Salvatierra a prêté attention aux activistes, mais a également eu la

discrétion de ne pas passer d'appels téléphoniques devant eux. Le lobbying et la campagne ont rapidement porté leurs fruits. Ce même mardi, la Direction départementale de l'éducation a émis une résolution interdisant aux écoles d'interrompre les cours pour faire sortir les élèves. En outre, le Directeur départemental de l'éducation, Marlon Zeballos, a été sanctionné et suspendu de ses fonctions publiques pendant cinq jours, sans rémunération.

« Toute crédibilité que cette marche aurait pu avoir, en raison de son caractère massif, a été annulée »

La jeune avocate du Consortium de la jeunesse bolivienne jette un regard satisfait sur les événements survenus entre le 27 et le 29 mars. « Je pense que notre action a limité l'influence de l'ADEVIFA sur l'éducation. Par le passé, le directeur du district disait toujours 'oui' à tout ce que les gens de l'ADEVIFA lui disaient. Mais aujourd'hui, il sait qu'il doit être plus prudent. La sanction ne lui a peut-être pas fait de mal économiquement parlant, mais sa marge de manœuvre a été sérieusement réduite »

Les activistes qui ont participé à la mobilisation reconnaissent l'importance de l'alliance RHRN. Un membre responsable des politiques publiques au Consortium de la jeunesse bolivienne, déclare : « Avoir tous ces contacts et toute cette capacité de mouvement, nous a permis de rendre les choses visibles. Cela nous a beaucoup aidés à stopper la marche ». Mais les résultats vont au-delà de la simple prévention de la marche. Elle a des années d'expérience en tant qu'activiste et est souvent sollicitée pour donner des conseils aux plus jeunes. Ajustant pensivement ses longs cheveux, elle argumente :

« Toute crédibilité que cette marche aurait pu avoir, en raison de son caractère massif, a été annulée. Le but de la marche était de dire : « regardez tous ces enfants ! Ils marchent tous pour notre cause ». Ce discours sensationnaliste a complètement disparu, car le public savait que les élèves ne marchaient pas volontairement : on les forçait à participer. »

Reprendre la rue

L'intervention de la Direction départementale de l'éducation a donné plus de visibilité à la revendication et, en même temps, a rendu plus sévère la sanction contre la Direction de l'éducation du district, et spécifiquement le directeur Marlon Zeballos. Elle a créé un précédent qui ne peut être sous-estimé par d'autres autorités éducatives dans d'autres régions du pays.

Selon un membre la suspension de la marche a également une signification en ce qui concerne l'utilisation de l'espace : « Par exemple, nous marchons parce que nous le voulons et nous descendons dans la rue parce que nous le voulons, avec notre activisme. Une chose que nous avons apprise, c'est à reprendre la rue, et c'est exactement ce que faisaient les personnes qui s'opposaient aux droits : nous enlever un espace qui nous appartient. Ils ont leurs espaces, leurs écoles, leurs églises. Dans des villes conservatrices comme Sucre, il est très difficile de changer cela. Mais notre action a permis de garantir qu'ils n'utiliseront plus la rue, du moins pas de cette manière. »

Bilan

En revenant sur les événements de mars 2019, il faut aussi reconnaître que certaines choses ne se sont pas déroulées comme on l'espérait. Par exemple, tant les élèves que leurs parents étaient absents de la mobilisation. La Fédération des élèves de l'enseignement secondaire était faible à Sucre, en raison de luttes internes, et n'a donc pas participé. En ce qui concerne les organisations de parents, un membre du consortium de la jeunesse bolivienne regrette qu'elles n'aient pas adopté une position unifiée, car certains parents ont soutenu la marche tandis que d'autres se sont joints à la dénonciation.

Peut-être que cette absence des acteurs directement impliqués - les élèves et les parents - a ouvert la porte à la Marche pour la vie et la famille qui a quand même eu lieu le mercredi 27 mars, malgré l'interdiction du gouvernement national. Certaines écoles religieuses ont ordonné à leurs élèves de descendre dans la rue, mais aucun d'entre eux ne portait l'uniforme scolaire, et il n'y avait aucun signe des écoles qui participaient à la marche réduite qui a traversé quelques rues du centre-ville de Sucre. Finalement, la manifestation avait perdu de sa force et sa légitimité. Néanmoins, elle a déçu plusieurs organisations de jeunesse, et a mis en évidence le long chemin qui reste à parcourir en Bolivie vers un véritable état laïc.

Des leçons qui demeurent

Au-delà des victoires et des défaites, les leçons du travail au sein de la plateforme Right Here Right Now demeurent. D'autant plus que le partenariat RHRN a pris fin à la fin du mois de décembre 2020. Un membre du Consortium de la jeunesse bolivienne commente : « Les synergies qui ont émergé en travaillant au sein de la plateforme ne vont pas mourir, uniquement parce que le projet s'achève. Je crois en l'« intersectionnalité ». Je suis peut-être jeune, féministe et hétérosexuelle, mais je m'intéresse à la lutte LGBT et jeintersectionnels : c'est une lutte commune. Je pense que c'est l'une des leçons merveilleuses et durement acquises à tirer du travail au sein de la Plateforme RHRN. »

2. Méthodologie de l'évaluation

2.1 Questions d'évaluation

L'objectif principal de cette évaluation finale est de déterminer dans quelle mesure le Programme Right Here Right Now a atteint les résultats escomptés. Les questions d'évaluation ci-dessous sont directement liées aux objectifs de la théorie du changement mondiale et aux « axes stratégiques » nationaux, et sont ensuite déclinées en plusieurs sous-questions :

1. La théorie du changement de RHRN présente un certain nombre de résultats à court, moyen et long termes. Dans quelle mesure ces résultats ont-ils été atteints ?
 - a. Dans quelle mesure RHRN a-t-il contribué à une législation et à des politiques de SDRS plus progressistes et inclusives ?
 - b. Dans quelle mesure RHRN a-t-il contribué à accroître les connaissances, les compétences et la volonté politique des décideurs ?
 - c. Dans quelle mesure RHRN a-t-il contribué à créer des espaces pour la société civile et les jeunes ?
 - d. Dans quelle mesure RHRN a-t-il contribué à renforcer le soutien public en faveur du plaidoyer ?
 - e. Y a-t-il eu des résultats inattendus ou des revers ?
2. Quelle a été la contribution ou la valeur ajoutée de RHRN dans l'atteinte de ces résultats ?
3. Dans quelle mesure les investissements réalisés par RHRN dans ses résultats à court terme (renforcement des capacités) ont-ils conduit à des résultats meilleurs et plus durables à moyen et à long termes ?
 - a. Quels changements peut-on identifier dans les compétences de plaidoyer des membres de la Plateforme RHRN et des jeunes ?
 - b. Quelle est la contribution des activités de renforcement des capacités (RC) de RHRN aux changements signalés en termes de capacités de plaidoyer ?
4. Dans quelle mesure le choix du programme d'investir dans des plateformes diversifiées et inclusives a-t-il été efficace, non seulement en termes de résultats de plaidoyer mais aussi en ce qui concerne le renforcement des capacités de la société civile ? Quelles sont les leçons apprises ?
 - a. Quelle est la perception de la diversité et du caractère inclusif des plateformes RHRN ?
 - b. Dans quelle mesure la collaboration interne au sein de la plateforme a-t-elle été efficace ?
 - c. Dans quelle mesure les plateformes ont-elles été efficaces dans la réalisation des résultats de plaidoyer ?
 - d. Dans quelle mesure les résultats de la plateforme de plaidoyer RHRN ont-ils eu un effet positif sur les groupes cibles (femmes, jeunes, LGBTQI) ?
5. Comment les niveaux national, régional et international se sont-ils renforcés mutuellement et surtout, comment les niveaux régional et international ont-ils soutenu les résultats du niveau national ? Quelles sont les leçons apprises ?
 - a. Dans quelle mesure les niveaux national, régional et international se sont-ils renforcés mutuellement, et comment ?
 - b. Dans quelle mesure le travail des plateformes RHRN nationales a-t-il été soutenu par les partenaires régionaux et internationaux de RHRN, et comment ?

6. Sur la base de ce qui précède, que peut-on dire de la validité de la théorie du changement (TdC) de RHRN ?
 - a. Comment le changement s'est-il produit au sein des plateformes de RHRN et comment cela se rapporte-t-il à la TdC et aux axes stratégiques ?
 - b. Quelle est la perception de la durabilité des changements influencés par RHRN ?

Comme décrit dans le rapport initial (juillet 2020, voir l'Annexe 1.1), la pandémie de COVID-19 a fortement affecté l'exécution de l'évaluation finale prévue. L'équipe d'évaluation a remis son premier rapport initial et a développé sa méthodologie juste avant le début de la pandémie (mars 2020). Mais étant donné que l'approche initiale reposait fortement sur la disponibilité et la volonté des acteurs sociaux externes (les décideurs politiques, par exemple) en tant que répondants pour la justification, cette méthodologie a dû être adaptée à une nouvelle réalité. En étroite concertation avec le Consortium RHRN et avec son approbation, une approche alternative pour l'évaluation finale a été élaborée et un second rapport initial a été remis (juillet 2020). La nouvelle approche a permis de mettre l'accent sur un processus de validation interne en ligne avec les membres de la Plateforme RHRN, en complément de la base de données existante de la CR. Cette approche alternative a rendu l'évaluation moins dépendante des facteurs et acteurs externes dans le contexte volatile de la crise du corona. En outre, l'enquête personnalisée a permis de recueillir des données primaires supplémentaires auprès d'un grand nombre de membres de la plateforme, ce qui n'était pas prévu initialement dans la méthodologie. Par ailleurs, le nombre d'histoires de changement est passé de 3 à 11, afin de garantir que les perspectives des parties prenantes externes sont prises en compte pour cette évaluation finale.

Ainsi, cette évaluation s'articule autour de trois méthodologies qui se complètent mutuellement :

- > Validation et justification des résultats
- > Enquête basée sur les histoires à l'aide de Sprockler
- > Histoires de changement (HdC)

Chaque méthodologie permet de répondre à une ou plusieurs questions d'évaluation, et pour certaines questions, les trois méthodes sont utilisées. Ensemble, elles permettent de cerner les résultats d'un programme qui adopte une approche non linéaire, comme les programmes relatifs au renforcement des capacités, au plaidoyer et au développement d'alliances et de partenariats. L'Annexe 1.2 contient la matrice d'évaluation qui donne un aperçu de la manière dont les méthodes sont appliquées, et la méthodologie et le processus de collecte et d'analyse des données sont également expliqués dans les sections suivantes.

2.2 Collecte des résultats

Tout au long de la mise en œuvre du programme, les membres de la Plateforme RHRN et les partenaires de la coalition ont appliqué la méthodologie de collecte des résultats (CR), ce qui a donné lieu à une base de données de résultats comprenant 392 descriptions de résultats (période 2017-2019). Cette base de données a été utilisée comme base pour cette évaluation. Le processus d'évaluation ayant démarré début 2020, les résultats obtenus jusqu'à fin 2020 ne sont pas inclus dans cette évaluation. Dans cette section, le contrôle de la qualité, l'analyse et la justification des résultats récoltés sont décrits.

Premièrement, les évaluateurs ont effectué un **contrôle de la qualité** des 392 résultats. Dans la collecte des résultats figurent cinq critères pour des déclarations de résultats vérifiables, connus sous le nom de SMART. Pour qu'une déclaration de résultat soit « spécifique », elle doit être suffisamment détaillée pour permettre à un lecteur sans connaissance approfondie du sujet ou du contexte de comprendre et d'apprécier ce qui est décrit⁴. Toutefois, lors du contrôle de la qualité, les évaluateurs ont estimé que les descriptions des résultats dans la base de données

⁴ R. Wilson-Grau (2019). Outcome Harvesting: principles, steps, and evaluation applications (page 17)

des résultats de RHRN ne convenaient pas à l'analyse, car nombre d'entre elles n'étaient pas suffisamment spécifiques. La plupart des descriptions contenaient trop de mots, créant une certaine confusion concernant quel acteur avait changé quoi exactement, quand et où. Le caractère « SMART » limité des descriptions des résultats rendait également la classification des résultats moins fiable que prévu lors de la phase de lancement.

Comme indiqué dans le rapport initial, les évaluateurs avaient initialement prévu de supprimer seulement les résultats incomplets (et d'expliquer les raisons de cette suppression au consortium et aux plateformes à des fins d'apprentissage). Cependant, vu la forme et la qualité des descriptions des résultats, les évaluateurs, en étroite consultation avec Rutgers, ont décidé de privilégier la réécriture des descriptions des résultats sous forme de titres courts constitués d'une seule phrase, suivis d'une série de commentaires sur le titre proposé. Ce cycle de rétroaction a également été utilisé pour collecter des preuves à l'appui des résultats, et la contribution de RHRN, afin de les corroborer par une revue documentaire (voir ci-dessous). Bien qu'un seul cycle de rétroaction ait été prévu, les contributions reçues se sont avérées plutôt fragmentaires et les évaluateurs ont donc proposé un deuxième cycle (supplémentaire) de rétroaction afin de maximiser la qualité des descriptions des résultats, de la contribution et de la pertinence. En conséquence, les évaluateurs ont reformulé presque tous les résultats en un titre de résultat supplémentaire. Outre les informations factuelles, telles que le moment (jour, mois et année où le changement s'est produit), le nom complet de la personne ou des personnes ayant changé et le lieu (localisé sur une carte), les évaluateurs se sont également attachés à clarifier (et à reformuler) le changement réel : qu'est-ce que l'acteur a fait concrètement qui était nettement différent ? En outre, les résultats internes ont été supprimés, ainsi que les résultats qui étaient en double emploi. Les résultats qui restaient incomplets ou qui n'étaient pas considérés comme des résultats (selon la définition de la CR) ont été également supprimés. Pendant ce temps, les plateformes étaient tenues informées des modifications apportées, garantissant ainsi un processus participatif et respectueux. Après cette phase de vérification approfondie de la qualité, 317 résultats sont restés dans la base de données comme ensemble final de résultats de la CR (voir l'Annexe 2.1).

Deuxièmement, comme indiqué dans le rapport initial et après le contrôle de la qualité, il était prévu de mener une première analyse par rapport à la théorie du changement sur l'ensemble final des résultats de la CR. Sur la base de cette analyse, les évaluateurs devaient identifier des pistes de changement aux niveaux national et mondial, constituées de résultats ayant un lien de causalité entre eux. Malheureusement, seule la première analyse initiale a été réalisée, et pour plusieurs raisons (expliquées ci-dessous), une analyse détaillée des pistes de changement n'a pas été effectuée.

Afin de procéder à l'analyse initiale des résultats par rapport à la TdC, les évaluateurs avaient prévu d'utiliser les **catégories de classification** existantes (par exemple, le type de changement, le type d'acteur social, l'axe stratégique) des déclarations de résultats et de déterminer les chiffres totaux correspondants par rapport à la TdC existante. Cela donnerait une impression générale du type de résultats obtenus par RHRN. Toutefois, étant donné que les résultats n'étaient pas classés de la même manière dans des catégories par les différents membres de la plateforme et partenaires du consortium, effectuer cette analyse sur la base de la classification existante aurait donné lieu à une analyse peu fiable. Par conséquent, les évaluateurs ont passé beaucoup de temps à réaffecter de manière cohérente les résultats dans les catégories. Un facteur de complication à cet égard a été l'absence de définition des catégories, rendant plus difficile pour les évaluateurs de décider quels résultats devaient être inclus ou non dans une catégorie. Cette reclassification s'est poursuivie pratiquement jusqu'à la fin de la rédaction du projet de rapport, car les divergences étaient persistantes et les évaluateurs ont réévalué à plusieurs reprises la cohérence de la classification des résultats. Par exemple, un résultat décrivant comment un acteur des médias s'est engagé verbalement à commencer à publier des articles plus progressistes sur les LGBT pourrait éventuellement être placé sous l'axe stratégique « Accroître la volonté politique des décideurs » et le type de changement dans « Changement dans l'opinion publique », ainsi que sous l'axe stratégique « Expressions publiques de soutien en faveur de la SDSR »⁵ et le type de changement dans « Nouvel engagement verbal ou écrit en faveur de la SDSR de la part d'acteurs influents ». En fin de compte, les évaluateurs ont même décidé de

⁵ Appelé à l'origine « Renforcer le soutien public au plaidoyer, par le biais de champions de la SDSR » par RHRN

renommer certaines catégories pour éviter toute confusion. Toutes les re-classifications effectuées sont expliquées à l'Annexe 2.2.

Après cette phase prolongée de contrôles de la qualité et de re-classifications, il ne restait malheureusement plus de temps pour l'identification prévue des pistes de changement consistant en des résultats ayant un lien de causalité. Les évaluateurs ont observé que certaines plateformes ont enregistré tous les résultats, y compris les petites étapes (ou « petits résultats ») qui, au fil du temps, s'accumulaient pour aboutir à un résultat de changement politique plus important, tandis que d'autres n'ont signalé que les résultats de changement politique les plus importants, y compris le chemin vers ce changement dans la description de la contribution. Démêler ce « puzzle » et tracer les pistes vers des changements plus importants pour une base de données aussi vaste, composée de 317 résultats, demandaient trop de temps après tous les efforts déployés pour l'examen de la qualité et la re-classification. Avec le recul, et avec la connaissance actuelle de la base de données par les évaluateurs, il aurait été préférable de concevoir un processus participatif pour élaborer la cartographie des pistes. Cela confirme le fait que la collecte des résultats est un processus itératif : il est inévitable de prendre des décisions et de les revoir au fur et à mesure que le processus se déroule et que les résultats émergent.⁶ Heureusement, bien qu'elles ne soient pas cartographiées visuellement sur les pistes, les histoires de changement donnent un aperçu de la façon dont les changements se sont produits au fil du temps.

Troisièmement, et conformément au rapport initial, il était prévu de sélectionner des résultats clés sur la base des pistes de changement émergentes, pour les **corroborer par une revue documentaire**. Malgré l'absence d'analyses des pistes, les évaluateurs ont tout de même pu sélectionner un ensemble d'échantillons de résultats, conformément à la méthode d'échantillonnage non probabiliste, ciblée et par expert utilisée dans la collecte de résultats.⁷ En d'autres termes, ils ont utilisé leur propre jugement d'expert sur l'importance individuelle des résultats pour obtenir un échantillon de résultats « clés ». Le critère de sélection a été éclairé par l'un des deux objectifs de cette évaluation, à savoir, déterminer dans quelle mesure le programme a atteint les objectifs envisagés. Les évaluateurs ont donc sélectionné des résultats parmi les résultats à long terme de la théorie du changement de RHRN, liés à l'axe stratégique « Législation et politiques de SDSR ». Sur la base de la stratégie d'échantillonnage par expert et ciblée mentionnée ci-dessus, un ensemble de 32 résultats clés a été identifié. Six de ces résultats clés ont également été sélectionnés pour les histoires de changement (tandis que les six autres histoires de changement ont mis l'accent sur d'autres « résultats des histoires de changement » ; voir aussi la section 2.4 ci-dessous). Toutefois, afin de maximiser la prise en compte et la consultation des avis externes, ces six autres « résultats des histoires de changement » ont également été inclus, portant à 38 le nombre total de résultats corroborés par la revue documentaire.

Au cours des deux cycles de rétroaction effectués dans le cadre du contrôle de la qualité (comme décrit précédemment), les évaluateurs ont demandé des sources externes de preuves appuyant les résultats récoltés (par exemple, des liens vers des articles de presse, des rapports, des politiques), parallèlement aux preuves décrivant la revendication de contribution (par exemple, des documents internes, des rapports d'activité, des photos, etc.).

Pour 36 résultats, des preuves ont été reçues, ce qui signifie que pour 2 résultats, le résultat et la revendication de contribution ont dû être signalés comme « non vérifiés » pendant la revue documentaire. Pour les 34 autres résultats, le **titre du résultat** (et donc le résultat lui-même) a été vérifié par la revue documentaire. La **revendication de contribution** a été totalement vérifiée pour 30 résultats ; pour un résultat, le lien entre la contribution et les résultats n'était pas totalement clair, ce qui signifie que la revendication de contribution a été signalée comme « partiellement vérifiée » ; et pour les trois autres résultats, la contribution a été signalée comme « non vérifiée » en raison du manque de preuves convaincantes.

Dans une quatrième étape, **une justification supplémentaire a été effectuée auprès d'acteurs sociaux externes** pour compléter la revue documentaire, dans le cadre de la collecte de données pour les histoires de

⁶ R. Wilson-Grau (2019). Outcome Harvesting: principles, steps, and evaluation applications (page 44)

⁷ R. Wilson-Grau (2019). Outcome Harvesting: principles, steps, and evaluation applications (page 93)

changement. Dans le rapport initial, les évaluateurs avaient averti que cela ne se ferait que « si cela était possible », mais il s'est avéré que cela était effectivement possible pour les 12 résultats sélectionnés pour les histoires de changement. Le consultant national a demandé aux acteurs sociaux externes de répondre à une enquête Sprockler par le biais d'entretiens en face à face ou à distance. ⁸

Au total, 23 acteurs sociaux externes (personnes interrogées pour les histoires de changement) ont donné leur avis sur ces 12 résultats. Certains acteurs sociaux étaient entièrement d'accord avec les titres des résultats et les revendications de contribution, tandis que d'autres n'étaient que partiellement d'accord, voire pas du tout. Plusieurs motivations ont été fournies pour justifier les niveaux d'accord, et toutes ont été évaluées par les évaluateurs.

La figure 1 présente un résumé du jugement des évaluateurs concernant la vérification, basé à la fois sur la revue documentaire et sur les commentaires des (multiples) parties prenantes. Au total, 31 résultats (82%) ont pu être suffisamment vérifiés, tandis que 7 résultats n'ont pas pu être entièrement vérifiés : pour 2 d'entre eux, les preuves manquaient, et pour 5 autres, les preuves de la revendication de contribution n'étaient pas assez convaincantes. L'évaluation détaillée de chaque résultat (titre et revendication de contribution), y compris la revue documentaire et la justification par des acteurs sociaux externes, figure à l'Annexe 2.3.

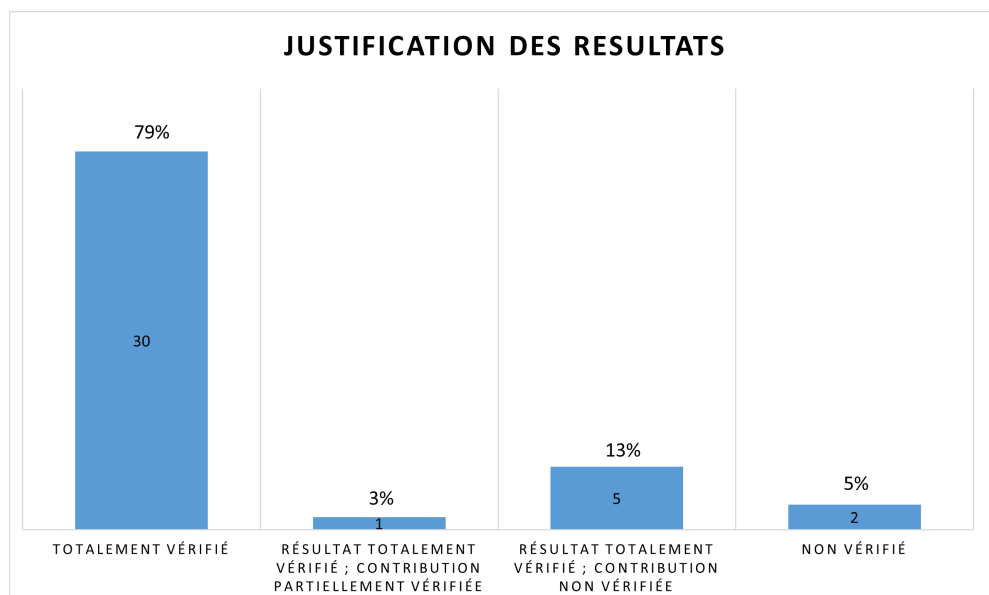


Figure 1. Résultats de la justification de 38 résultats échantillonnés

Lors de la cinquième et dernière étape, les évaluateurs ont évalué la crédibilité de l'ensemble des résultats sur la base de la documentation disponible et des réponses des justificateurs (acteurs sociaux externes). Comme convenu dans le rapport initial, au lieu de travailler avec des pourcentages et des seuils, les évaluateurs ont basé leur jugement final sur leur expérience et leur expertise pour déterminer si l'ensemble des résultats est suffisamment crédible ou non. En fin de compte, la base de données des résultats devrait fournir des informations suffisamment précises, avec la profondeur et l'ampleur nécessaires à l'objectif de l'évaluation. ⁹

Pour 82% des déclarations de résultats échantillonnées, les titres des résultats et la revendication de contribution ont été suffisamment vérifiés. Les évaluateurs estiment ce pourcentage suffisamment élevé et donc, les données

⁸ Voir l'Annexe 2.4 pour l'enquête de justification Sprockler

⁹ R. Wilson-Grau (2019). Outcome Harvesting: principles, steps, and evaluation applications (page 92)

suffisamment précises (crédibles), même si les 38 résultats corroborés ne représentent que 12% de l'ensemble des résultats (317). Cela signifie que les évaluateurs sont convaincus que la base de données des résultats est utile pour l'analyse et pour tirer des conclusions.

2.3 Enquête Sprockler

Une enquête Sprockler a été utilisée pour évaluer les avantages du renforcement des capacités chez les représentants des membres de la plateforme (voir l'Annexe 3.1). Les représentants de l'organisation ont été invités à partager un récit décrivant un moment au cours du Programme RHRN, où ils ont fait quelque chose de nouveau ou de différent par rapport à avant, en appliquant leurs compétences de plaidoyer améliorées. En plus, les répondants ont été invités à identifier un moment ou une situation dont ils sont le plus fiers. En plus de cette question ouverte, des questions de suivi ont été incluses pour répondre à un certain nombre de questions d'évaluation. Les représentants des membres de la plateforme ont fourni des informations sur les activités de renforcement des capacités de RHRN et sur la manière dont ils ont appliqué certaines compétences de plaidoyer spécifiquement renforcées. Ils ont aussi partagé leurs idées sur le fonctionnement et le caractère inclusif de la plateforme de plaidoyer de RHRN, les revers, les résultats des efforts de plaidoyer et d'autres questions de classification.

RHRN abrite le nombre impressionnant de 131 organisations membres de la plateforme, et elles ont toutes été invitées à participer à l'enquête sur le renforcement des capacités. L'enquête était disponible en 6 langues (anglais, espagnol, français, bahasa Indonesia, népalais et néerlandais) et a été testée avant d'être diffusée, en étroite collaboration avec les plateformes. Deux personnes par organisation membre de la plateforme, qui avaient participé aux activités de renforcement des capacités de RHRN, ont été invitées à répondre à l'enquête individuellement. La participation de jeunes représentant la plateforme a été encouragée.

Le processus de collecte de données a été mené et suivi de manière proactive par les personnes focales PSEA RHRN opérant au sein des plateformes. Malgré les difficultés de calendrier liées au COVID-19 et l'accès limité à Internet dans certaines régions, l'enquête a permis d'obtenir un taux de réponse satisfaisant de 60% (166 réponses). Après le nettoyage des données, 155 réponses ont été incluses dans l'analyse.¹⁰ Étant donné que l'enquête pouvait être remplie de manière anonyme et qu'il n'a pas été demandé aux répondants de donner le nom de l'organisation avec laquelle ils travaillent, nous ne savons pas quelles organisations sont représentées, ni combien le sont, mais nous savons que toutes les organisations ne sont pas représentées.¹¹ Cependant, toutes les plateformes pays sont représentées.

Dans l'ensemble, les organisations membres des plateformes d'Asie, d'Amérique Latine et d'Afrique sont bien représentées, aussi bien dans l'échantillon des répondants (voir les figures 2 et 3) que par rapport au nombre total d'organisations membres du Programme RHRN à leurs niveaux régionaux respectifs (Asie 74%, Amérique Latine 73% et Afrique 56% de taux de réponses). Particulièrement en Asie et en Amérique latine, la majorité (60% ou plus) des représentants des organisations membres ont participé à l'enquête. Seul le Pakistan fait exception, avec un taux de réponse de 40%. La plupart des réponses proviennent de Bolivie (26), suivie du Népal (23), ce qui peut s'expliquer par le fait que ces plateformes sont parmi les plus importantes du Programme RHRN, et que beaucoup de ces partenaires ont répondu à l'enquête (80% et 90% respectivement). Dans la région Afrique, les réponses des organisations de la plateforme semblent être un peu plus faibles (40%), à l'exception du Zimbabwe, où 60% des membres de la plateforme ont répondu à l'enquête.

¹⁰ Le nombre initial de réponses était de 166, dont 23 réponses de la phase de test. Après le nettoyage des données, 11 réponses (dont 4 réponses de la phase de test) ont été supprimées car elles contenaient trop peu d'informations.

¹¹ Quatre répondants n'ont pas accepté de partager leur histoire, ce qui signifie qu'ils ne seront pas cités dans ce rapport, et que leurs réponses aux questions ouvertes ne seront pas visibles dans le rapport interactif Sprockler (voir l'Annexe 3.2).

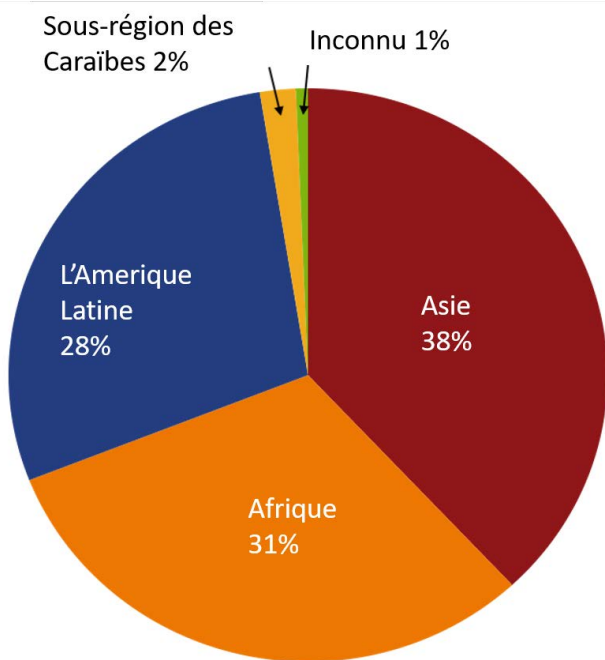


Figure 2. Pourcentage de répondants par région

Pays choix unique

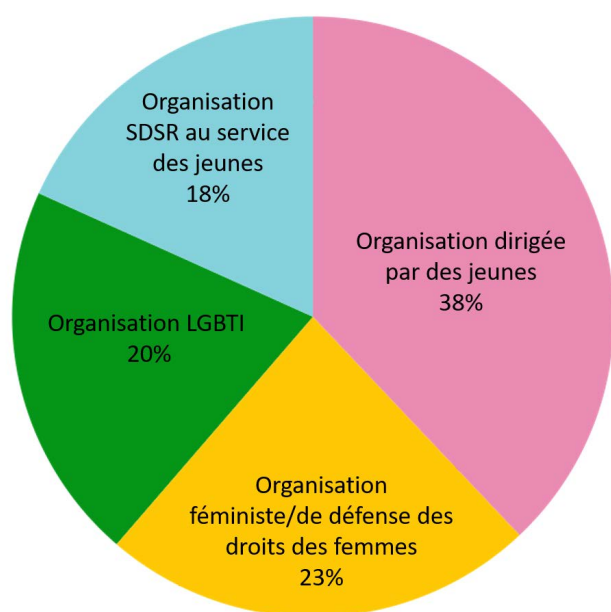


Figure 3. Nombre de répondants par pays

Avec seulement 3 personnes ayant répondu à l'enquête, la sous-région des Caraïbes est la seule plateforme qui n'est malheureusement pas bien représentée. Bien qu'ils aient été pris en compte dans l'analyse, les constatations et les conclusions tirées dans ce rapport ne s'appliquent pas nécessairement à la plateforme des Caraïbes. Trois autres répondants ont indiqué que la région dans laquelle ils travaillent est « mondiale », alors que, pour deux d'entre eux, leur pays de résidence est le Népal.

La plupart des répondants (58%) s'identifient en tant que femmes, et 30% en tant qu'hommes. 6 % s'identifient comme non binaires, tandis que 6 % préfèrent ne pas partager leur identité de genre.¹² Nous avons également demandé aux répondants pour quel type d'organisation ils travaillent. Les quatre types d'organisations sont représentés, la plupart des répondants travaillant pour une organisation dirigée par des jeunes (voir la figure 4).

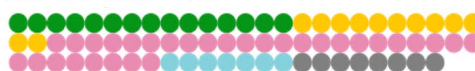
¹² Comme nous ne savons pas comment le genre est représenté dans les différentes plateformes, nous ne savons pas dans quelle mesure cela correspond à la répartition des identités de genre parmi les répondants.



10-24 ans - 22



25-30 ans - 73



30 ans ou plus - 53



Préfèrent ne pas le dire - 5



● Non classé

Figure 4. Pourcentage de répondants par type d'organisation Figure 5. Nombre de répondants par groupe d'âge

La plupart des répondants (48%) ont entre 25 et 30 ans et 35% ont plus de 30 ans. Seuls 14% des répondants ont moins de 24 ans. Si l'on considère uniquement le groupe d'âge le plus jeune (moins de 24 ans), la moitié de ces répondants (11 sur 22) travaillent pour une organisation dirigée par des jeunes, tandis que l'autre moitié travaille pour divers types d'organisations (voir figure 5). On observe également que les organisations de jeunes emploient des personnes de tout âge, y compris des personnes de plus de 25 ans. Ceux qui travaillent pour des organisations féministes/de défense des droits de la femme ont, pour la plupart, 30 ans ou plus.

Les membres de la plate-forme qui travaillent pour des organisations féministes/de défense des droits de la femme s'identifient tous comme des femmes, sauf une qui préfère ne rien dire. Ceux qui s'identifient comme non binaires ou qui préfèrent ne rien dire, travaillent principalement pour des organisations LGBTI.

2.4 Histoires de changement

Les histoires de changement sont des présentations approfondies et vivantes d'un processus de changement, utilisant des techniques journalistiques/narratives comme les citations, le reportage, le dialogue ou le monologue. Les histoires mettent l'accent sur les processus de changement menant au résultat, expliquant le « comment » des processus de changement et la contribution de plusieurs acteurs, y compris ceux qui participent au programme. Par leur caractère narratif et vivant, les histoires de changement sont transparentes et faciles à lire, et expliquent l'événement dans le langage de ceux qui y ont été impliqués. Les histoires de changement sont basées sur l'étude de documents et sur des entretiens avec des parties prenantes externes et le personnel concerné du Programme RHRN.

Sur la base des résultats de la collecte de résultats et de l'enquête Sprockler, et avec l'aide de « consultants nationaux », 10 histoires des pays et 1 histoire sur l'interrelation entre les différents niveaux du programme ont été élaborées. Les 10 histoires des pays ont été recherchées et rédigées par des consultants locaux sélectionnés. Avant de commencer leur travail, tous les consultants ont participé à un atelier de trois jours sur la rédaction d'une histoire de changement. Pour apporter une valeur ajoutée supplémentaire, les histoires de changement se sont attachées à apporter un point de vue extérieur. Cette approche s'est avérée particulièrement importante, qu'à cause de l'épidémie de COVID-19, l'enquête Sprockler a principalement ciblé les « acteurs internes » de la Plateforme RHRN dans leur pays. Les acteurs extérieurs - alliés, cibles de lobbying, responsables gouvernementaux, médias, etc. - interrogés pour les histoires de changement ont également été spécifiquement sélectionnés pour des enquêtes Sprockler supplémentaires afin de corroborer les résultats dans le cadre de l'exercice de collecte des résultats (voir § 2.2).

L'équipe d'évaluation a retenu, en coordination avec Rutgers, 1 (ou dans certains cas 2) résultat(s) par histoire de pays (à l'exception du Sénégal), et un résultat concernant l'interrelation entre les différents niveaux du programme. Nous avons choisi des résultats correspondant à un **niveau élevé de changement**, et un deuxième critère de sélection important était que toutes les histoires **couvrent l'ensemble des thèmes et des « axes stratégiques »**. En outre, nous voulions au moins une histoire sur un résultat **négatif ou non intentionnel**. Mais l'échantillon était également intentionnel dans une large mesure : nous voulions des histoires qui mettraient en lumière les pratiques quotidiennes des organisations et des individus travaillant dans les plateformes de SDSR, montrant leur contribution aux changements concernant la SDSR dans leurs pays, ainsi que les obstacles et les défis auxquels ils avaient été confrontés tout au long de la mise en œuvre du programme.

Les consultants locaux ont élaboré des projets d'histoires de changement. Les versions finales ont été élaborées sur la base des commentaires et des retours d'information de l'équipe d'évaluation internationale. La onzième histoire, celle de l'interrelation, a été élaborée par les évaluateurs internationaux, sur la base de recherches documentaires et d'un entretien.

2.5 Considérations éthiques

Tous les acteurs interrogés pour les histoires de changement ont reçu, avant l'entretien, un « formulaire de consentement », indiquant leurs droits, comme le droit de refuser de coopérer et le droit de participer de façon anonyme. Lorsque les répondants ne s'y opposaient pas, et que nous étions convaincus que le fait de citer leur nom ne présenterait aucun inconvénient pour ces personnes ou pour d'autres, leur nom a été cité dans l'histoire.¹³ Les citations figurant dans les histoires ont été présentées aux répondants pour vérification. Les répondants à l'enquête Sprockler ont également donné leur consentement éclairé à la participation à l'enquête et à l'utilisation de leurs données. Dans quelques cas, les répondants n'ont pas autorisé l'utilisation de leurs réponses dans le rapport. Les noms des répondants ou des organisations n'ont pas été demandés. Les points focaux PSEA ont été consultés par rapport aux analyses de risques et aux processus.

2.6 Limites

Limites générales :

- > Comme décrit dans la section 1.2, la pandémie de COVID-19 a fortement affecté la méthodologie de l'évaluation finale prévue. L'approche alternative a permis de se concentrer davantage sur un processus de validation interne en ligne avec les membres de la Plateforme RHRN. Un nombre relativement limité de parties prenantes externes proposant une perspective « extérieure » a été inclus par pays, par le biais d'entretiens pour les histoires de changement.

¹³ Le formulaire de consentement figure à l'Annexe 4.1.

Limites concernant la collecte des résultats et la justification :

- > Étant donné que le processus d'examen de la qualité de la collecte des résultats a commencé au début de l'année 2020, les résultats obtenus tout au long de l'année 2020 ne sont pas inclus dans cette évaluation. Ceci est considéré comme une limite, car les effets des activités clés menées tout au long de l'année 2020 (par exemple, le Festival mondial de la jeunesse) ne sont pas pris en compte dans la méthodologie de collecte des résultats.
- > Comme expliqué dans la section 2.2, l'élaboration de cartes des résultats (pistes de changement) pour tous les niveaux (national, régional, mondial) a pris trop de temps après l'examen de la qualité et la reclassification des 317 résultats dans la base de données des résultats. Cela a limité l'analyse de la façon dont les changements se sont produits au fil du temps et la comparaison avec la théorie du changement. Heureusement, les histoires de changement donnent un aperçu de la façon dont les changements se sont produits au fil du temps.
- > Bien que le renforcement des capacités ait été mesuré de manière satisfaisante au moyen de l'enquête Sprockler, les descriptions des contributions contenaient également des références à la manière dont le renforcement des capacités a été bénéfique pour atteindre les résultats. Une analyse des descriptions de contribution (par exemple en les classant en catégories) n'était pas prévue dans le rapport initial, mais s'est avérée être une lacune dans l'analyse lors de la recherche des mécanismes de travail sous-jacents au soutien au renforcement des capacités fourni par RHRN pour répondre à la question d'évaluation 2 (voir la section 3.1.3).

Limites concernant l'enquête Sprockler :

- > Bien que la mise en œuvre de l'enquête Sprockler ait été bien soutenue par les points focaux PSEA, les organisations membres de la plateforme ont peut-être été moins réactives, notamment en raison du COVID-19.
- > Comme l'enquête était destinée aux membres de la plateforme au niveau national, elle ne contient pas de réponses des membres régionaux ou mondiaux du Consortium RHRN, si bien que l'évaluation n'a pas pris en compte le renforcement des capacités de leur point de vue. Cela était convenu à l'avance et indiqué dans le rapport initial, mais cela aurait permis d'avoir une image plus complète de la façon dont le soutien au renforcement des capacités a été fourni par RHRN.

Limites concernant les histoires de changement :

- > En raison des mesures COVID, les ateliers sur les histoires de changement à l'intention des consultants locaux (dans trois régions du monde) ont été organisés en ligne. Cela a eu quelques conséquences sur l'intensité de l'atelier : au lieu de trois jours complets, la durée des ateliers par groupe régional a été limitée à trois sessions de trois heures.
- > Les entretiens pour les histoires de changement ont également été réalisés principalement en ligne. Ces limitations ont eu un impact considérable sur la « vivacité » des histoires de changement. Nous sommes également convaincus que le fait de « regarder quelqu'un dans les yeux » lors d'un entretien permet d'obtenir des informations qui manqueront lors de l'utilisation de méthodes en ligne.
- > Dans un certain nombre de cas, les parties prenantes externes (répondants) n'étaient pas disponibles pour des commentaires ou pour la validation. Dans ces cas, des alternatives ont été recherchées, ou les scénarios ont été adaptés.

Lobbying secret en faveur de l'éducation à la sexualité

Le partage d'expériences était essentiel : si l'on considère l'ensemble du processus qui a conduit à la décision d'inclure l'éducation complète à la sexualité dans le programme scolaire de la Jamaïque, on peut dire que tout a commencé au Panama. En août 2018, ce pays d'Amérique centrale a accueilli un atelier de deux jours sur « l'éducation complète à la sexualité », organisé par la plateforme caribéenne Right Here Right Now. Au cours de cet atelier, la responsable jamaïcaine des programmes scolaires, Allison (nom fictif), a partagé son expérience choquante de victime d'humiliation publique après que l'information selon laquelle elle propageait l'éducation à la sexualité dans les écoles secondaires jamaïcaines ait été rendue publique.

■ Résultat des Caraïbes

Le 25 mars 2019, le Ministère de l'éducation de la Jamaïque a approuvé les recommandations de l'Association jamaïcaine de planification familiale et a révisé le programme d'éducation à la santé et à la vie familiale (HFLE) pour rendre la section sur la sexualité et la santé sexuelle plus complète, et a publié la nouvelle version du programme, avec une section supplémentaire sur le sexe et la sexualité qui n'existait pas auparavant.

Dans les Caraïbes, l'éducation à la sexualité est appelée « Santé et vie familiale » (HFLE). Dans chaque pays des Caraïbes, un coordinateur HFLE collabore avec le Ministère de l'éducation et est responsable de l'élaboration du programme et de la supervision du programme scolaire au niveau national. Les tentatives précédentes d'inclure l'éducation complète à la sexualité (ECS) dans le programme jamaïcain HFLE avaient échoué : le lobby des églises était trop fort.

La promotion de l'éducation à la sexualité en Jamaïque n'est pas sans risque. Les responsables gouvernementaux impliqués dans le processus peuvent être dénoncés publiquement et peuvent même perdre leur emploi. Dans le meilleur des cas, ils peuvent voir leurs options de carrière sérieusement réduites. Sachant cela, de nombreux participants à l'atelier de deux jours au Panama ont néanmoins été choqués par l'expérience de la responsable HFLE jamaïcaine, Allison. Lors d'une session de partage et d'apprentissage, au cours de laquelle les participants ont parlé de leurs expériences dans un environnement généralement conservateur dans les Caraïbes, Allison a raconté son expérience douloureuse. Elle a raconté comment elle a été vilipendée, agressée verbalement et attaquée dans les médias, dans les talk-shows et même au supermarché, après que ses recommandations pour un programme HFLE amélioré en Jamaïque aient été rendues publiques. Comme l'a dit l'un des participants à l'atelier : Allison a été personnellement blâmée pour avoir « introduit le sexe dans le programme scolaire, incitant ainsi les enfants à avoir des relations sexuelles ».

Travailler sous couverture

Le fait que le Ministère jamaïcain de l'éducation ait accepté d'inclure l'éducation complète à la sexualité dans la nouvelle version du programme scolaire en mars 2019 est le résultat de nombreuses réunions, d'événements de lobbying et de révisions méticuleuses du programme par différentes parties prenantes de Jamaïque et de toute la région des Caraïbes, qui se sont étalés sur plus de 15 mois. Le processus a été dirigé par la Plateforme RHRN et l'Association jamaïcaine de planification familiale. Divers membres de la plateforme y ont participé, ainsi que d'autres parties



prenantes importantes comme la Coalition caribéenne sur la population et le développement.

Les tentatives précédentes ayant été bloquées par la forte influence des conservateurs religieux, une autre stratégie a été choisie cette fois-ci : travailler sous couverture. L'élaboration des sections supplémentaires du programme scolaire s'est faite dans la plus grande discrétion possible. Dès que les sections ECS ont été achevées et approuvées par le Ministère jamaïcain de l'éducation, elles ont été simplement introduites dans le programme scolaire et les enseignants de HFLE ont été formés pour dispenser ces nouveaux cours d'ECS. Cette stratégie secrète a également consisté à promettre la confidentialité aux politiciens jamaïcains qui faisaient pression pour l'approbation des chapitres ECS. De cette façon, ils pouvaient (et peuvent toujours) continuer à œuvrer à faire avancer les questions importantes de SDSR au niveau politique.

Une autre partie importante de la stratégie a été le travail effectué par les 11 membres de la plateforme et l'établissement de relations avec des personnes clés, comme les responsables de la HFLE. Une activité charnière de ce processus a été l'atelier susmentionné organisé en août 2018 au Panama, dont l'objectif principal était de former les responsables des programmes scolaires HFLE et de gagner leur confiance et leur soutien, afin qu'ils puissent appliquer des approches plus proactives et stratégiques en vue d'un programme scolaire plus progressiste aux niveaux nationaux.

Pourquoi le lobbying a-t-il eu l'effet escompté cette fois-ci ? Principalement parce que les principaux décideurs du Ministère de l'éducation qui avaient récemment pris fonction étaient assez jeunes et portaient un regard neuf sur la jeunesse. Ils ne voyaient pas d'inconvénient à travailler avec la plateforme RHRN, à condition que cela se fasse secrètement. Selon l'un des membres de la plateforme : « Ils ne voulaient pas montrer ouvertement leur solidarité avec nous, donc tout s'est fait dans le secret. » Les efforts de sensibilisation déployés par la Plateforme RHRN des Caraïbes aux niveaux les plus élevés du gouvernement, y compris au niveau du Ministre de l'éducation et du Premier ministre, lors des conférences des chefs d'État de la Communauté des

Caraïbes (CARICOM) et des Nations Unies, ont également été utiles. C'est là que de hauts responsables du gouvernement ont fait la promesse verbale de « faire aboutir les choses », promesse qui s'est avérée avoir été effectivement transmise à leurs subordonnés par la suite.

Un rôle clé a été joué dans les efforts de sensibilisation par les jeunes qui ont été responsabilisés par la formation de RHRN sur le plaidoyer et par l'expérience qu'ils ont acquise en participant à des conférences de haut niveau de la CARICOM et des Nations Unies. Les jeunes Ambassadeurs de la CARICOM ont signé une déclaration de soutien à l'ECS et ce document a été utilisé pour faire du lobbying auprès des décideurs politiques. De nombreux représentants des jeunes ont discuté sur les plateformes de médias sociaux de la nécessité d'inclure l'ECS dans le programme scolaire jamaïcain, devenant ainsi de grands champions du changement.

Le fait que l'ECS soit incluse dans le programme scolaire signifie que toutes les écoles jamaïcaines doivent l'utiliser en vertu de la loi. C'est pourquoi Brandon Antoine, le coordinateur de la Plateforme RHRN, ne nous voit pas « faire machine arrière ». L'ECS est désormais bien établi. « On peut toujours l'améliorer, mais c'est une référence que nous pouvons utiliser pour d'autres pays. » D'autant plus que la Jamaïque est l'un des plus grands pays du groupe et est considéré par tous les répondants comme l'un des plus conservateurs. On pouvait presque entendre tous les répondants dire : « Si c'est possible là-bas, c'est possible partout. »

La Plateforme RHRN des Caraïbes continue de faire du lobbying pour que l'ECS soit intégrée dans les programmes scolaires de tous les pays concernés, en collaborant notamment avec la CARICOM.

" Vous m'avez sauvé la vie "

Winston, 14 ans, est actuellement élève de neuvième année dans un lycée de Montego Bay en Jamaïque. « En 7e et 8e année, nous avons discuté de la sexualité en classe. Je pense que c'est formidable. Nous avons tous le droit d'être éduqués pour pouvoir prendre des décisions éclairées à l'avenir. Nous avons eu plusieurs cours sur ce sujet et nous avons vraiment approfondi le sujet. Cela a aidé la plupart de mes camarades de classe à être plus conscients de leur sexualité. Lorsque le professeur a fini de parler, nous avons posé de nombreuses questions. »

Les premières expériences montrent que l'éducation complète à la sexualité a une influence positive sur les enfants, qui sont moins timides, posent des questions et approfondissent le sujet, aussi bien avec l'enseignant qu'avec leurs pairs. Winston aborde ce point lorsqu'il déclare : « Au début, mes camarades de classe et moi étions timides, mais après un certain temps, nous nous sommes sentis plus à l'aise. »



Bien que Winston reconnaisse qu'ils pouvaient toujours chercher des informations sur Internet, le fait d'en parler en classe a permis une conversation plus approfondie. Pour Winston, les cours sur les méthodes contraceptives étaient

« les plus importants, parce que les élèves ont besoin de savoir comment se protéger. »

Sophie, professeure de HFLE, est responsable des cours sur l'ECS au lycée de Winston à Montego Bay. Elle souligne tout particulièrement l'importance des discussions sur la tolérance dans le programme scolaire. «

Les élèves qui ne sont pas

« hétéro-normatifs » sont souvent confrontés à des brimades à l'école. L'inclusion de la tolérance et du respect des autres dans la partie du programme consacrée à la sexualité a eu un grand impact. Elle a modifié le paysage social de l'enseignement et de l'apprentissage, ainsi que la culture scolaire dans son ensemble. Si les élèves peuvent comprendre le côté émotionnel de ce que les autres vivent en termes de sexualité, ils seront alors capables d'être plus respectueux et tolérants. » Cette tolérance accrue a également contribué à la confiance en soi des élèves qui, auparavant, n'étaient pas capables de s'accepter. « Maintenant, ils disent : « Je suis moi et c'est ce que je suis ». »

Âge légal

Bien que l'âge légal du consentement aux relations sexuelles soit de 16 ans en Jamaïque, Sophie affirme qu'il est important d'enseigner aux enfants, dès leur entrée au lycée - en gros à l'âge de 13 ans - comment se protéger pour éviter les maladies sexuellement transmissibles ou les grossesses.

C'est aussi la raison pour laquelle, pour l'Association jamaïcaine de planification familiale, la recommandation la plus importante incluse dans le programme est la section sur l'accès aux services et aux conseils en matière de sexualité.

Depuis la mise en œuvre du nouveau programme, l'Association jamaïcaine de planification familiale a constaté une augmentation du nombre de jeunes qui la contactent. Une jeune fille de 14 ans qui a rendu visite à l'Association jamaïcaine de planification familiale a déclaré : « Sans votre organisation, je n'aurais pas su où obtenir la pilule du lendemain. Vous m'avez sauvé la vie ». Elle avait obtenu ces informations lors des discussions en cours d'ECS. Sophie, enseignante de HFLE, indique que déjà, après seulement un an et demi, elle a constaté un changement progressif chez ses élèves en ce qui concerne leur sexualité. « Avant, les élèves ne parlaient pas facilement de leur sexualité et de ce qu'ils ressentaient. Mais après les leçons d'ECS, il y a plus d'élèves qui sont prêts à me parler personnellement, en tête-à-tête, juste pour partager ce qu'ils ressentent au fond d'eux-mêmes. » En particulier en ce qui concerne les questions LGBTI, les élèves, après avoir suivi les cours d'ECS, sont plus ouverts et disposés à parler. Sophie : « Ils ont rarement l'occasion d'en parler chez eux, avec leurs tuteurs. Donc, je pense que ce changement de programme a vraiment été bénéfique pour les élèves. »

« Je suis moi et c'est ce que je suis »

Winston et Sophie soulignent tous deux que les parents sont la principale source d'information des élèves sur les questions de sexe et de sexualité. Or, la plupart des parents eux-mêmes n'ont jamais reçu d'éducation sexuelle. La transmission de fausses informations est un réel danger. En outre, face à la société conservatrice et religieuse, beaucoup de parents ont honte d'en parler ouvertement avec leurs enfants.

C'est pourquoi il est essentiel d'inclure aussi les parents dans le processus d'apprentissage, explique Sophie, par exemple en proposant des sessions d'enseignement supplémentaires pour les parents. Ainsi, les élèves et les parents peuvent recevoir des informations similaires et, sachant cela, ils peuvent avoir des conversations plus ouvertes sur ces sujets à la maison.

Les médias traditionnels et les leaders religieux sont d'autres parties prenantes à prendre en compte, du fait de leur forte influence sur les perceptions générales de la société en matière de santé et de sexualité. Tout ceci nécessitera un processus continu sur de nombreuses années.

Lancement de la politique nationale de santé scolaire

Le jour tant attendu était enfin arrivé, après cinq ans. Le 21 juin 2019, dans la modeste école primaire de Vipingo à Mombasa, une délégation de hauts responsables du gouvernement, de représentants de la Plateforme Right Here Right Now (RHRN), d'élèves et d'autres jeunes âgés de moins de 24 ans se sont réunis pour le lancement officiel de la Politique nationale révisée de santé scolaire. C'est la politique qui doit guider, au cours des cinq prochaines années, les interventions visant à améliorer les services de santé scolaire et l'éducation. La route a été longue et difficile pour en arriver là. " En fait, pour être honnête, s'ils (RHRN) n'avaient pas été là, nous n'aurions peut-être pas achevé la politique ", déclare Alex Mutua, clinicien qualifié et responsable de programme à la Division de la santé des adolescents et des écoles du Ministère de la santé.

■ **Résultat :**

Le 21 juin 2019, à l'école primaire de Vipingo, le groupe de travail technique conjoint du Ministère de la santé et du Ministère de l'éducation a lancé la politique de santé scolaire.

En 2015, après avoir mis en œuvre la première politique nationale de santé scolaire (2011-2015), il était temps d'intégrer les leçons apprises tout en alignant la politique sur la constitution progressiste de 2010 du pays, qui reconnaît le droit de tous les Kenyans à la santé - y compris la santé reproductive. La mauvaise coordination entre les Ministères de la santé et de l'éducation était préoccupante, avec les structures gouvernementales décentralisées qui ne soutenaient pas non plus de manière adéquate la mise en œuvre de la politique. Lors de la révision de la politique, des liens plus forts devaient être créés entre les ministères et les autres parties prenantes. Cependant, pendant les cinq années suivantes, le processus de révision s'est éternisé pour différentes raisons, notamment le manque de ressources adéquates pour faciliter la révision et le système bureaucratique du gouvernement qui entraînait des retards. Pourtant, en l'absence d'un document de politique, les membres de la Plateforme RHRN ne disposaient d'aucune base juridique pour soutenir une éducation complète à la sexualité dans les écoles - permettant à des millions d'élèves d'obtenir des informations exactes, de développer des valeurs positives et des compétences essentielles en matière de sexualité et de santé reproductive.

Le processus de révision a commencé de façon prometteuse. Le Ministère de la santé souhaitait que toutes les parties prenantes soient impliquées et, après une cartographie des parties prenantes, il a invité plusieurs organisations, dont RHRN, à participer au groupe de travail technique (GTT). Sentant l'opportunité d'inverser le cours des choses dans un pays où la santé et les droits sexuels et reproductifs des jeunes sont rarement discutés, rarement pris en charge et non protégés, la plateforme a saisi l'occasion pour apporter son expertise dans la révision et ses ressources financières. En essayant d'inclure toutes les parties prenantes et d'obtenir simultanément l'adhésion du gouvernement, le groupe de travail a intégré des organisations et des hauts responsables des ministères de tutelle de différents secteurs tels que la santé,



Dr Rashid Amana, Administrateur en chef de la santé, lors du lancement

l'éducation, l'eau et le genre. Toutefois, l'intégration d'un si grand nombre de points de vue différents a entraîné un retard important dans le processus de révision et le lancement du document. Il s'est avéré particulièrement difficile de travailler sur l'éducation complète à la sexualité (ECS).

Le Ministère de l'éducation et les acteurs religieux ont mis l'accent sur les compétences de la vie courante, tandis que d'autres, dont les membres de RHRN, souhaitaient un document qui aille au-delà de l'éducation traditionnelle à la sexualité, axée uniquement sur la biologie, pour aboutir à une politique qui garantisse que tous les enfants et les jeunes puissent accéder à l'information, en fonction - selon les membres de RHRN - de leurs capacités évolutives, qui soit scientifiquement exacte, non moralisatrice, inclusive, sensible au genre et adaptée au niveau de développement. Trouver un langage qui convienne à tous a été un exercice d'équilibriste. À cette époque également, les réunions étaient peu fréquentes car les ressources financières assurées par le gouvernement étaient insuffisantes. Ce n'est qu'après que RHRN se soit engagé à soutenir financièrement le processus que des réunions structurées, avec des résultats et des calendriers clairs, ont été organisées - mais même avec la meilleure planification possible, le calendrier du gouvernement ne le permettait pas toujours.

Le point de vue d'un jeune

Pour s'assurer que toutes les composantes de la politique de santé scolaire soient abordées, le GTT a été divisé en domaines thématiques, et les représentants de RHRN ont rejoint l'axe thématique de la santé des adolescents. En se joignant au processus de révision, RHRN a délibérément choisi des membres engagés dans l'ECS et possédant les compétences de plaidoyer requises pour faire pression en faveur d'un programme de santé sexuelle et reproductive plus progressiste. RHRN a également fourni des ressources financières

qui se sont avérées utiles pour convoquer les réunions du groupe de travail, accueillir le lancement et imprimer des copies de la politique. Certaines personnes bien informées, y compris au Ministère de la santé, laissent entendre que sans ces ressources financières, le processus n'aurait pas pu être mené à bien comme prévu.

Au moins trois représentants du RHRN ont assisté aux réunions du GTT. Parmi eux, un jeune, pour apporter le point de vue d'un jeune sur ce qui marche dans les écoles. Bien que l'intention ait été de faire participer les jeunes de manière significative au processus, leur représentation a été discrète. Dans une salle de réunion de plus de vingt adultes, la voix du seul jeune présent était noyée. Sans compter qu'à chaque réunion participait un jeune différent, compromettant de ce fait la contribution.

Joséphine, une jeune fille de 18 ans qui n'a assisté qu'au lancement, estime que la révision n'a pas suffisamment impliqué les jeunes dont la voix était nécessaire à son succès. « En fait, j'ai l'impression de ne pas avoir été totalement impliquée. Parce que quand on parle de participation significative des jeunes, cela doit se faire du début à la fin. Être invitée uniquement pour le lancement, cela ne répond pas au but recherché. J'ai eu l'impression de ne pas être impliquée comme je l'aurais voulu. Parce que pour moi, aller à Mombasa, c'est comme si on m'avait utilisée, pour ainsi dire. Parce que dans l'idéal, lorsqu'on élabore des politiques, les jeunes doivent faire partie du processus du début à la fin. Mais alors, si on rate un processus, cela signifie que je n'ai pas été impliquée *de manière significative*. Voilà, de mon point de vue, ce que devrait être une participation significative. » Après le lancement de la politique, Joséphine et un autre jeune sont en train de rédiger, avec le soutien de RHRN, un résumé concis de la politique pour les jeunes.

« Les jeunes doivent faire partie du processus du début à la fin »

Hannington, un jeune homme de 24 ans qui représente le Youth Action Movement (Mouvement d'action des jeunes) auprès de RHRN, partage la position de Joséphine. Mesuré dans son discours, il fixe une affiche sur le mur et pèse soigneusement chaque mot. En tant que jeune participant en alternance aux réunions du GTT, il était aux premières loges pour la révision. Il affirme que plus de jeunes devraient avoir la possibilité d'assister aux réunions où les décisions sont prises. Il explique que sa participation a renforcé ses compétences en matière de plaidoyer. Il est désormais plus confiant lorsqu'il se rend dans les écoles ou lorsqu'il assiste à des réunions avec des responsables du gouvernement, et il est capable de hiérarchiser ses « demandes clés » dans le travail de plaidoyer et de mener des campagnes de plaidoyer. Toutefois l'amélioration de ces capacités est personnelle, et il souhaiterait que d'autres jeunes soient impliqués depuis le début de la révision de la politique jusqu'à sa validation, pour pouvoir mesurer leur évolution.

Un processus long

En examinant d'autres aspects du processus de révision, certains membres du groupe de travail technique laissent entendre que la longueur du processus aurait pu être évitée par une meilleure coordination. Judy Ndung'u, représentante du Programme alimentaire mondial, aurait aimé voir plus de coordination « surtout du côté du gouvernement, afin qu'ils aient une feuille de route claire sur ce qui doit être fait et à quel moment, vous savez comme le jour du lancement parce que c'est très, très important. » Chrispine Owaga, d'Evidence Action (un autre membre du groupe de travail technique), suggère que le recrutement d'un consultant pour gérer le processus aurait permis de gagner du temps, car le consultant aurait permis de rester concentré sur les questions essentielles sans se perdre dans les détails.

Avec les nombreux domaines à couvrir dans la nouvelle politique de santé scolaire, le document final n'a pas pu rendre compte de tout. Hannington considère qu'il s'agit d'un bon point de départ. La politique constitue un document de référence pour les discussions avec les écoles et les gouvernements des comtés, en particulier dans les zones où la santé et les droits sexuels ne sont pas promus et protégés. Ce point de vue est partagé par la plupart des autres répondants. On peut encore « l'améliorer », comme le dit Joséphine lorsqu'on lui demande si elle est satisfaite du document de politique tel qu'il est actuellement :

« Un peu parce que (...) le fait que (l'ECS) figure dans la politique (...), je pense que c'est une bonne chose. Ce n'est pas aussi complet que nous, les jeunes, l'aurions voulu, parce que si cela ne tenait qu'à moi et à d'autres jeunes, la politique comporterait une composante ECS à part entière, et non (...) couverte par les « compétences de la vie courante » parce que c'est là qu'elle se trouve actuellement. » Joséphine aurait voulu que le document aborde les questions des droits, du plaisir et de la diversité sexuels, qui font partie des sept éléments essentiels d'une éducation complète à la sexualité. Bien que le document de politique soit toujours en cours d'élaboration, RHRN pourrait s'attacher à surveiller sa mise en œuvre et à documenter ses lacunes en matière d'éducation complète à la sexualité, afin de pouvoir plaider plus fermement en faveur d'un plus grand nombre de composantes de l'ECS dans les éditions futures.

Une cérémonie haute en couleur

Grâce à la collaboration avec le gouvernement et d'autres parties prenantes, la Politique nationale de santé scolaire a fait l'objet d'une large appropriation et une stratégie de mise en œuvre d'accompagnement a été élaborée. Le document de politique peut être utilisé comme guide dans les écoles, et le gouvernement - avec le soutien d'autres acteurs - peut établir un budget pour sa mise en œuvre, après le lancement en 2019. Interrogé sur la durabilité, Alex Mutua, du Ministère de la santé, indique que la mise en œuvre de la politique ne devrait pas nécessiter beaucoup de ressources du fait de la bonne volonté qu'elle a déjà suscitée au Ministère de l'éducation.

« Parce que certaines composantes de la politique ne requièrent en fait que (...) les enseignants pour pouvoir enseigner, d'autres requièrent simplement qu'on mette en place certaines mesures dans les écoles. Donc oui, elle est durable. Mais le plus important, c'est l'adhésion des personnes chargées de la mise en œuvre, et ces personnes se trouvent au niveau des écoles. Mais il y a beaucoup de soutien de la part du Ministère de l'éducation pour essayer de mettre en œuvre cette politique. » Cette position est partagée par d'autres répondants, notamment Chrispin d'Evidence Action qui indique que la durée de vie de cinq ans du document donne un élan à sa mise en œuvre. Il est impressionné par le fait que le document fournit une orientation au niveau national et que les principales parties prenantes ont été impliquées dans la révision. Tous ces facteurs additionnés le convainquent que cette politique sera mise en œuvre et que le travail acharné du GTT sera durable.

Lors d'une cérémonie haute en couleur, organisée par la Dream Achievers Youth Organisation (DAYO), l'une des organisations de jeunes de la Plateforme Right Here Right Now, et présidée par le deuxième plus haut responsable du Ministère kenyan de la santé, la Politique nationale révisée de santé scolaire a été lancée dans l'une des écoles avec lesquelles DAYO travaille.

3. Constatations

Right Here Right Now s'efforce de faire en sorte que la santé et les droits sexuels et reproductifs des jeunes soient protégés, respectés et réalisés : sans stigmatisation, discrimination ni violence, et avec un accès à des services complets adaptés aux jeunes, à des informations complètes et à des espaces où les jeunes peuvent s'exprimer.

Dans la théorie du changement de RHRN, les résultats à court terme sont centrés sur le renforcement des capacités, ainsi que sur l'inclusion et la collaboration de la Plateforme RHRN et des réseaux, aux niveaux (infra-)national, régional et mondial.

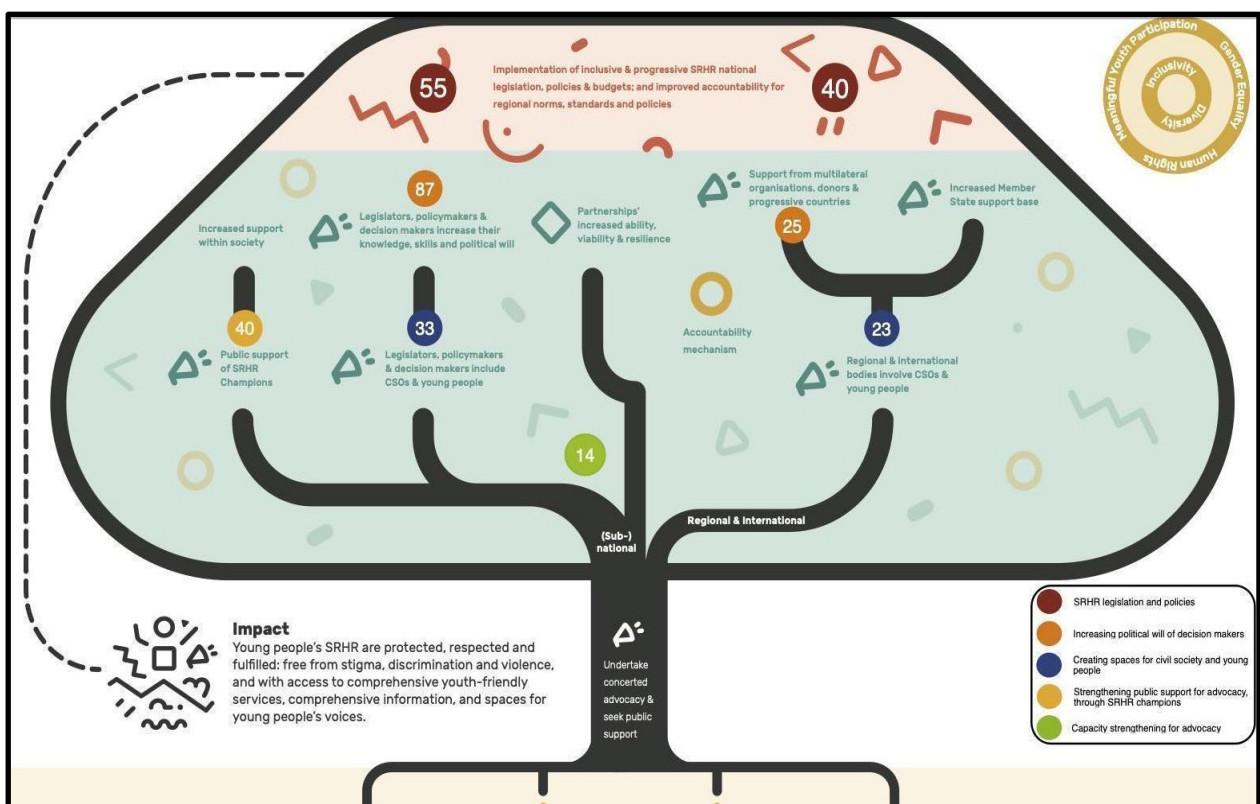


Figure 6. Visuel de la théorie du changement incluant le nombre de résultats collectés

Combinés, ces résultats à court terme devraient conduire à des domaines de résultats intermédiaires qui sont répartis en quatre pistes de changement. Ces pistes sont représentées dans la figure 6 ci-dessous. De gauche à droite :

- > Soutien public au plaidoyer de la SDSR (au niveau national) - veuillez noter qu'il sera fait référence aux « expressions publiques de soutien en faveur de la SDSR » dans la suite du rapport (voir la section 3.1.1 ci-dessous)
- > Les législateurs, les responsables politiques et les décideurs incluent les OSC et les jeunes, et améliorent leurs connaissances, leurs compétences et leur volonté politique (au niveau national)
- > Capacité, viabilité et résilience accrues des partenariats de RHRN
- > Niveau régional et international : participation des OSC et des jeunes, et soutien à la SDSR

Toutes les pistes contribuent au résultat à long terme : Mise en œuvre d'une législation, de politiques et de budgets nationaux inclusifs et progressistes en matière de SDSR ; et amélioration de la redevabilité en matière de normes, de politiques et de règles régionales.

Les points de couleur figurant dans la TdC (voir la figure 6) montrent comment les axes stratégiques sont interreliés avec les pistes de la TdC (nous expliquons ci-dessous pourquoi seuls cinq des six axes stratégiques sont visualisés). Les chiffres figurant dans les points de couleur Représentent le nombre de résultats obtenus.

Sur l'ensemble des 317 résultats collectés,¹⁴ un nombre important de résultats ont été atteints au niveau (infra)national (227 résultats), ainsi qu'aux niveaux régional et international (90 résultats). Les évaluateurs sont particulièrement impressionnés par le grand nombre de résultats obtenus aux niveaux régional et international. Comme le montre la base de données des résultats, ces résultats ont été obtenus en étroite collaboration avec les plateformes nationales, ainsi qu'avec d'autres acteurs opérant dans ce domaine.

Un grand nombre de résultats (35%) sont liés à l'axe stratégique « **Accroître la volonté politique des décideurs** » (points orange ; 112 résultats intermédiaires) tant au niveau (infra-)national qu'aux niveaux régional et international. Notamment, 30 % des résultats sont liés à la **législation et aux politiques de SDSR**, ce qui correspond au niveau des résultats à long terme dans la TdC (points rouges ; 95 résultats à long terme).

Cinquante-six (56) autres résultats contribuent à **créer des espaces pour la société civile et les jeunes** (points bleus ; 18%), tant au niveau (infra-)national qu'aux niveaux régional et international. Les changements liés aux **expressions publiques de soutien en faveur de la SDSR** au niveau national sont représentés par 40 résultats (13% ; point jaune).

La troisième piste de changement concerne les **résultats internes** et correspond principalement à l'axe stratégique de **renforcement des capacités de plaidoyer**. La base de données de collecte des résultats ne contenait pas suffisamment de résultats de qualité liés à cet axe stratégique et ceux qui étaient enregistrés ont donc été supprimés par les évaluateurs. Dans cette évaluation, ces résultats internes sont évalués au moyen de l'enquête Sprockler auprès des représentants des organisations membres de la plateforme, qui ont été invités à réfléchir sur leurs propres capacités internes et sur celles de RHRN.

Un axe stratégique n'est pas représenté dans le visuel des TdC, à savoir le lien entre le plaidoyer national, régional et international. Dans notre analyse de la TdC, cet axe stratégique est le « pont » entre les pistes 1, 2 et 3 et la piste 4. Il manquait une définition claire de cet axe, ce qui a rendu impossible son utilisation comme catégorie pour l'analyse de la base de données des résultats. Cet axe stratégique est abordé dans l'histoire de changement sur l'« interrelation » (« *Je suis sûre que nos problèmes ont été entendus* ») et d'autres histoires de changement, ainsi que dans les réponses des membres de la plateforme à l'enquête. Le paragraphe 3.5 est consacré à cet axe stratégique.

Ce chapitre décrit les constatations de l'évaluation à tous les niveaux de la théorie du changement. Le paragraphe 3.1 explique les résultats obtenus au niveau des résultats à long terme et intermédiaires. Le paragraphe 3.2 décrit comment le contexte externe a affecté le programme. Dans le paragraphe 3.3, nous décrivons plus en détail comment les organisations membres de la plateforme ont tiré profit des efforts de renforcement des capacités de RHRN, ce qui constitue la troisième piste de changement, comme illustré ci-dessus. S'ensuit une évaluation du fonctionnement des plateformes de RHRN (3.4). Dans le paragraphe 3.5, nous poursuivons notre réflexion sur l'interaction entre les niveaux national, régional et international au sein du Partenariat RHRN (l'un des axes stratégiques). Le paragraphe 3.6 porte sur la durabilité des changements observés et apportés tout au long de la mise en œuvre du programme. Enfin, le paragraphe 3.7 contient une réflexion sur la validité de la théorie du changement et les hypothèses qui sous-tendent les pistes de changement. Les graphiques illustrent le nombre de résultats par axe stratégique et par type de changement. L'annexe 2.5 présente des graphiques de Sprockler dans lesquels les résultats sont classés par région.

¹⁴ Dans l'annexe 2.2, vous trouverez une description complète du processus de révision de la catégorisation de la collecte des résultats, et des adaptations faites dans les descriptions des catégories.

3.1 Résultats influencés par RHRN

3.1.1 Dans quelle mesure les résultats prévus ont-ils été atteints ?

Expressions publiques de soutien en faveur de la SDR

La première piste de la théorie du changement de RHRN met l'accent sur l'augmentation du soutien public en faveur du plaidoyer lié à la SDR. À cet effet, RHRN a prévu de travailler avec des agents du changement, également appelés champions de la SDR, qui ont soutenu publiquement le programme de RHRN. Les 40 résultats qui contribuent à cet axe stratégique montrent comment les médias, la société civile ou les acteurs influents ont exprimé publiquement leur soutien à la SDR. Toutes les plateformes RHRN, à l'exception du Sénégal, ont rapporté des résultats liés à ce changement. Parmi ceux-ci, 8 résultats ont été classés comme de nouveaux engagements de la part d'acteurs influents et 32 résultats comme des expressions réelles de soutien (voir la figure 7 et l'explication ci-dessous). Veuillez noter que cette piste ne fait donc pas référence à un soutien public renforcé ¹⁵ (signifiant que les citoyens ont une vision plus positive de SDR), mais les résultats de cette piste sont des **expressions publiques de soutien**.

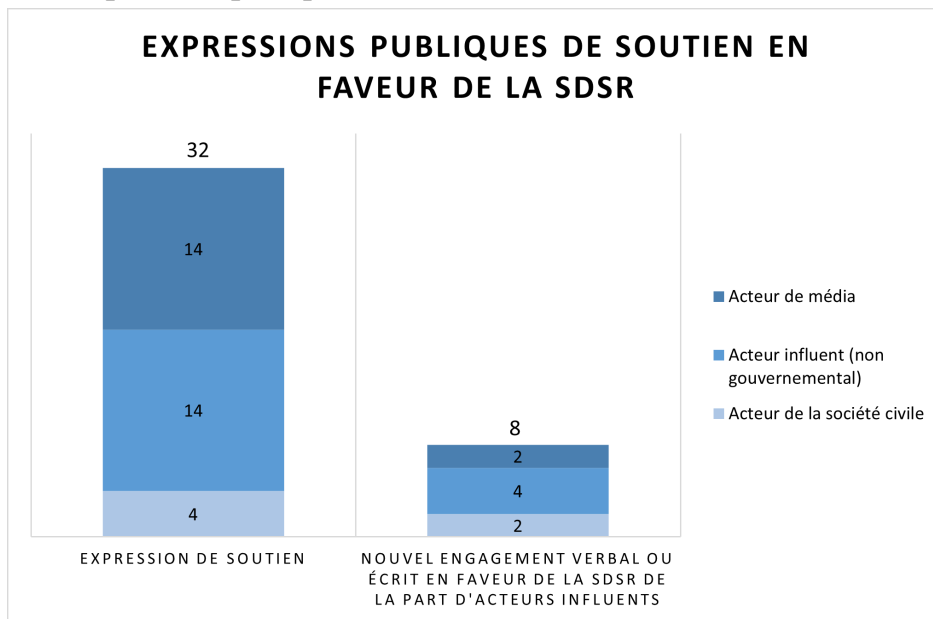


Figure 7. Résultats par type de changement et par acteur pour l'axe stratégique Expressions publiques de soutien

Les expressions publiques de soutien commencent par une intention ou un engagement. Huit (8) résultats sont identifiés concernant ces nouveaux engagements verbaux ou écrits en faveur de la SDR de la part d'acteurs influents. Ces résultats décrivent comment des acteurs influents (non gouvernementaux), la société civile ou les médias ont pris un nouvel engagement verbal ou écrit qui pourrait aider à obtenir un soutien public en faveur de la SDR. Les engagements de ces acteurs portent sur leur intention de plaider publiquement en faveur de la SDR. Par exemple, au Kenya en 2018, les rédacteurs en chef et les journalistes des principaux organes de presse se sont engagés verbalement à faire des reportages positifs et objectifs sur les questions LGBTI, alors qu'auparavant les reportages étaient moins objectifs et ajoutaient même à la stigmatisation.¹⁶

¹⁵ RHRN a appelé cet axe stratégique « Renforcer le soutien public au plaidoyer par le biais des champions de SDR ». Dans le présent rapport, la formulation a été modifiée en « Expressions publiques de soutien en faveur de la SDR », car elle décrit plus précisément les types de résultats qui sont désignés comme tels.

¹⁶ Résultat ID 37827

Par la suite, 32 autres résultats mentionnent des expressions publiques réelles en faveur de la SDSR. En termes d'expressions publiques en faveur de la SDSR¹⁷, 14 résultats sont liés à l'exposition aux médias concernant la SDSR. Par exemple, les journaux nationaux ougandais (New Vision et le Daily Monitor) ont publié des articles sur la crise de santé publique que représente l'avortement non sécurisé, alors qu'auparavant, ces médias abordaient rarement le sujet de l'avortement.¹⁸ En Bolivie, deux résultats décrivent la mobilisation d'une manifestation publique lors de la Journée internationale des femmes 2019, où 18 organisations féministes et 600 personnes indépendantes ont manifesté pour les droits de la femme, la SDSR et la dépénalisation de l'avortement.^{19 20}

À partir des histoires de changement, des parties prenantes externes confirment également comment RHRN a influencé les reportages des médias sur les questions sensibles de SDSR. Au Zimbabwe, les journaux grand public ont fait des reportages (favorables) sur la question des avortements sécurisés et la nécessité d'élargir les circonstances dans lesquelles l'avortement est autorisé.²¹ Une situation similaire a été observée au Népal, où les journalistes ont commencé à utiliser une terminologie plus neutre et des visuels différents dans leurs reportages sur les avortements (par exemple, pas d'utilisation de photos d'un fœtus, en revanche l'utilisation du terme « avortement » au lieu du terme familier « laisser tomber les bébés »). Au Bangladesh, les journaux ont parlé sur un ton positif de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre et de l'expression de genre (SOGIE) et du droit de la population hijra (troisième genre).²² Dans ces pays, les reportages réalisés par ces médias sur la SDSR étaient, dans une plus ou moins large mesure, le résultat direct d'une stratégie de sensibilisation des journalistes mise en place par la Plateforme RHRN. Par exemple, au Bangladesh, un atelier sur la SDSR et le troisième genre en 2019 a été suivi par 20 journalistes nationaux. Après la session, 11 journalistes ont publié des articles sur les domaines d'intérêt de la plateforme RHRN Bangladesh. Au Zimbabwe, l'implication des médias faisait partie d'un ensemble de stratégies, y compris des séances de dialogue avec les membres de la communauté, des vidéos démontrant les dangers de l'avortement non sécurisé et des « procès fictifs pour avortement ». RHRN Zimbabwe a formé de jeunes journalistes pour qu'ils jouent un rôle clé dans le plaidoyer de l'avortement sécurisé.

Une autre série de résultats décrit comment des acteurs influents (non gouvernementaux) (14 résultats) ou la société civile (4 résultats) se sont exprimés publiquement en faveur de la SDSR. Par exemple, lors de la Journée mondiale de lutte contre le sida au Zimbabwe en 2017, le coordinateur national des jeunes du Conseil national de lutte contre le sida a fait une annonce publique à la radio sur la nécessité urgente de remédier au blocage de l'adoption de la politique de santé scolaire, qui était à l'état de projet depuis 2013.²³

Pour conclure, dans presque tous les pays, les médias ont été un allié (potentiel) important pour RHRN, car certains ont été réactifs et ont rendu compte de manière positive des questions liées à la SDSR. Le changement de « ton » des journalistes dans leurs reportages sur les communautés ou les individus LGBTI ou dans le traitement du droit à l'avortement, est un changement significatif car il contribue à un « discours public » plus favorable concernant ces questions de SDSR (et autres). Dans l'idéal, les acteurs influents, ou les champions de la SDSR, qui se sont exprimés publiquement en faveur de la SDSR, constituent également un noyau d'agents du changement, ainsi que le souhaitait RHRN. Toutefois, leur influence sur la société en tant qu'agents du changement ne peut pas être confirmée à partir de l'examen de la base de données des résultats, car cela nécessite une analyse contextuelle plus approfondie. Enfin, les intentions ou les engagements d'autres acteurs influents à s'exprimer positivement sur la SDSR à l'avenir sont également précieux, surtout lorsque ces engagements sont concrétisés et mis en pratique. Le suivi de ces engagements est donc important. L'évaluation n'a pas été en mesure de vérifier si le Programme RHRN l'a fait de façon systématique, mais les informations tirées des histoires de changement montrent que les membres de la plateforme font des efforts pour aller au-delà des engagements verbaux et obtenir des résultats politiques.

¹⁷ RHRN a appelé ce type de changement « Changement dans l'opinion publique ». Dans ce rapport, la formulation est changée en « Expression de soutien », car elle décrit plus précisément les types de résultats qui sont étiquetés comme tels.

¹⁸ Résultat ID 37740

¹⁹ Résultat ID 37870 et 37875

²⁰ Il faut noter que ce sont les seuls résultats faisant référence à une manifestation massive à laquelle le public a directement participé, ce qui est un signe fort de soutien public.

²¹ Résultat ID 38044 et 38047 ; Histoire de changement au Zimbabwe

²² Résultat ID 37980 et 37985 ; Histoire de changement au Bangladesh

²³ Résultat ID 38035

Créer des espaces pour la société civile et les jeunes

L'axe stratégique « Créer des espaces pour la société civile et les jeunes » comprend des résultats intermédiaires qui sont à la base des pistes 2 et 4, car l'hypothèse sous-jacente est que la participation significative des OSC et des jeunes à l'élaboration des politiques et à la prise de décision encouragera la volonté politique et la base de soutien des gouvernements à adopter des politiques de SDR progressistes et inclusives.

Comme le montre la figure 8, sur les 56 résultats montrant un renforcement des espaces réservés à la société civile et aux jeunes, 33 résultats ont été signalés aux niveaux national et sous-régional (piste 2), et 23 aux niveaux régional et international (piste 4). Au niveau national, les 33 résultats ont été rapportés par 10 plateformes, l'Asie ayant rapporté le plus petit nombre de résultats (4) sur l'accroissement de l'espace réservé à la société civile et à la participation des jeunes au niveau national : deux du Pakistan, un du Népal, un de l'Indonésie, et aucun du Bangladesh.

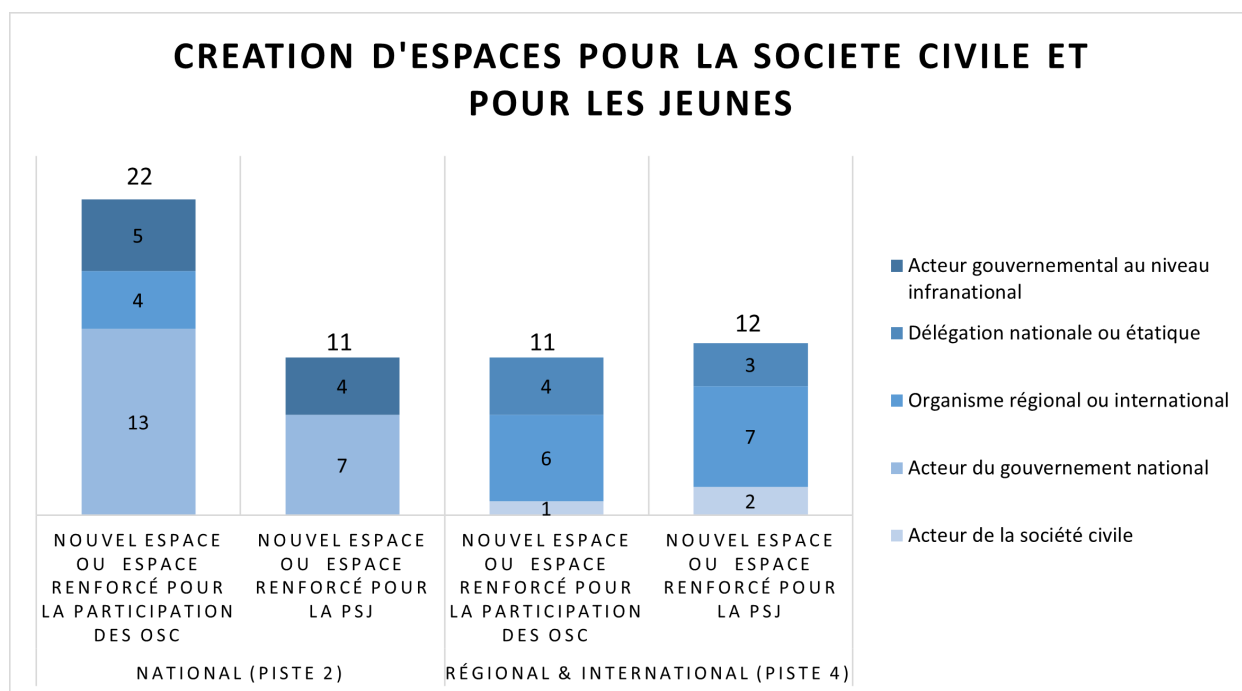


Figure 8. Résultats par type de changement et par acteur pour l'axe stratégique Créer des espaces pour la société civile et les jeunes

Les résultats montrant un **nouvel espace ou un espace renforcé pour la participation des OSC** vont de la réception d'une invitation pour une réunion de présentation avec un acteur influent, à l'admission en tant que membre permanent d'un groupe de travail gouvernemental. Un exemple de résultat au niveau national est l'intégration de la plateforme RHRN dans le mécanisme de consultation multisectoriel sur la santé reproductive des jeunes au Sénégal en 2018.²⁴ L'on note un autre exemple d'espace accru pour l'implication des OSC dans la sous-région des Caraïbes, où la Plateforme RHRN a été invitée à participer à la réunion du Conseil de l'éducation du Commonwealth en 2019, alors qu'auparavant les organisateurs n'étaient pas favorables à l'activisme et au plaidoyer en faveur de la SDR.²⁵ Au Pakistan, la Plateforme RHRN a été incluse dans le processus national de présentation de l'Examen national volontaire (ENV) sur les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable, lors du Forum politique de haut niveau à New York en juillet 2019 (voir l'histoire du changement sur l'« interrelation » « *Je suis sûre que nos problèmes ont été entendus* »).

²⁴ Résultat ID 38132

²⁵ Résultat ID 37813

Les résultats montrant un **nouvel espace ou un espace renforcé pour une participation significative des jeunes** sont de même nature que ceux montrant l'implication de la société civile, outre le fait qu'ils décrivent souvent la participation de jeunes individus, au lieu d'organisations ou d'alliances. Au niveau national, les plateformes RHRN africaines (Ouganda, Kenya et Zimbabwe) en particulier, ont présenté des résultats montrant comment les représentants des jeunes ont été impliqués, par exemple en étant invités à participer à des réunions consultatives et en prenant part à des groupes de travail techniques pour l'examen et le suivi des politiques gouvernementales. Il convient de noter que quatre autres plateformes nationales (Bangladesh, Bolivie, Népal et Sénégal) n'ont pas signalé de résultats indiquant un espace accru pour une participation significative des jeunes, ce qui montre qu'au niveau national en particulier, la participation significative des jeunes a été un objectif difficile pour la plupart des plateformes. Toutefois, il faut noter la possibilité de chevauchements entre les processus de participation des jeunes, tels que les espaces de plaidoyer créés pour une plus grande participation des jeunes agents de plaidoyer, tant au niveau (infra-)national qu'aux niveaux régional ou international. Par exemple, lorsque des jeunes participent à un événement international, une grande partie du travail préparatoire s'effectue au niveau national, alors que le résultat (tel que celui décrit ci-dessous) est signalé au niveau international.

Les résultats de la participation significative des jeunes rapportés aux niveaux régional et international montrent surtout comment les représentants des jeunes ont pris part aux délégations et parfois aussi prononcé des discours. Par exemple, lors de la 62e session de la Commission de la condition de la femme à New York, les gouvernements du Malawi, du Honduras et des Pays-Bas ont pour la première fois inclus des représentants de la société civile et des jeunes dans leurs délégations.²⁶ Un autre exemple peut être emprunté au 4e Forum Asie-Pacifique sur le développement durable (APFSD) qui s'est tenu en Thaïlande en 2017 (et également les années suivantes, les jeunes agents de plaidoyer de RHRN ont participé aux Forums des jeunes organisés avant l'APFSD, qui se sont institutionnalisés), où un jeune agent de plaidoyer de RHRN Népal a prononcé un discours d'ouverture sur les questions de genre et la SDSR.²⁷ Les parties prenantes externes interviewées pour l'une des histoires de changement ont confirmé comment, en juillet 2019, une jeune agente de plaidoyer du Pakistan a fait une déclaration sur les stéréotypes de genre et le harcèlement sexuel lors de l'Examen national de son pays sur les progrès des Objectifs de développement durable au cours d'un Forum politique de haut niveau devant les Nations Unies à New York.

La participation significative des jeunes n'est pas toujours considérée comme « significative » par les jeunes participants eux-mêmes. La participation des jeunes doit aller au-delà de l'inclusion d'un jeune dans un comité, ou de la possibilité pour un jeune de faire une déclaration préparée à l'avance. L'histoire du changement du Kenya comprend une section sur la participation des jeunes à un groupe de travail technique chargé de rédiger une nouvelle « politique de santé scolaire ». Selon les jeunes qui ont participé au groupe de travail, leur représentation était très discrète. Dans une salle de réunion de plus de vingt adultes, la voix du seul jeune présent était noyée. Sans compter qu'à chaque réunion participait un jeune différent, compromettant ainsi la contribution. Joséphine, une jeune fille de 18 ans qui n'a assisté qu'au lancement, estime que la révision n'a pas suffisamment impliqué les jeunes dont la voix était nécessaire à son succès.

« En fait, j'ai l'impression de ne pas avoir été totalement impliquée. Parce que quand on parle de participation significative des jeunes, cela doit se faire du début à la fin. Être invitée uniquement pour le lancement, cela ne répond pas au but recherché. J'ai eu l'impression de ne pas être impliquée comme je l'aurais voulu. Parce que pour moi, aller à Mombasa, c'est comme si on m'avait utilisée, pour ainsi dire, pour ainsi dire. »

La participation des jeunes, ne serait-ce que d'un seul, est bien entendu un pas intéressant vers une participation plus inclusive, mais elle n'implique pas nécessairement une participation *significative*. Le fait d'inclure un seul jeune dans un comité donne également l'impression que les jeunes constituent un groupe homogène, parlant automatiquement d'une seule voix et partageant un seul point de vue sur les questions de SDSR. En résumé, l'importance pour les acteurs de la société civile et les jeunes de s'asseoir à la table des décideurs ne va pas toujours de soi. Les plateformes africaines ont récolté quelques résultats prometteurs à cet égard, et des résultats impressionnants ont également été obtenus aux niveaux régional et international.

²⁶ Résultat ID 38164

²⁷ Résultat ID 38119 ; 8 résultats figurant dans la base de données concernant l'APFSD. 2 résultats sont classés dans la catégorie « Créer des espaces ». L'organisation du pré-forum des jeunes, citée par RHRN comme étant une étape importante, n'est documentée comme résultat qu'en 2017 ; en 2018 et 2019, elle n'est mentionnée que dans la description de la contribution.

Toutefois, la question de savoir s'il s'agit d'un siège permanent intégré dans un processus de participation réglementé, ou plutôt d'une occasion ponctuelle d'exprimer son opinion, dépend largement de la volonté des (futurs) décideurs, ainsi que du contexte en évolution constante pour ce qui est de l'espace civique. Dans l'ensemble, les évaluateurs concluent que la création d'un espace pour la société civile, et encore plus pour une participation significative des jeunes, a été un objectif difficile pour les plateformes.

Accroître la volonté politique des décideurs

Cet axe stratégique comprend des résultats intermédiaires qui se trouvent dans la partie supérieure des pistes 2 et 4 (voir la TdC ci-dessus). Le nombre impressionnant de 112 résultats montre comment RHRN a contribué à renforcer la volonté politique des législateurs, des responsables politiques et autres décideurs (voir la figure 9).²⁸

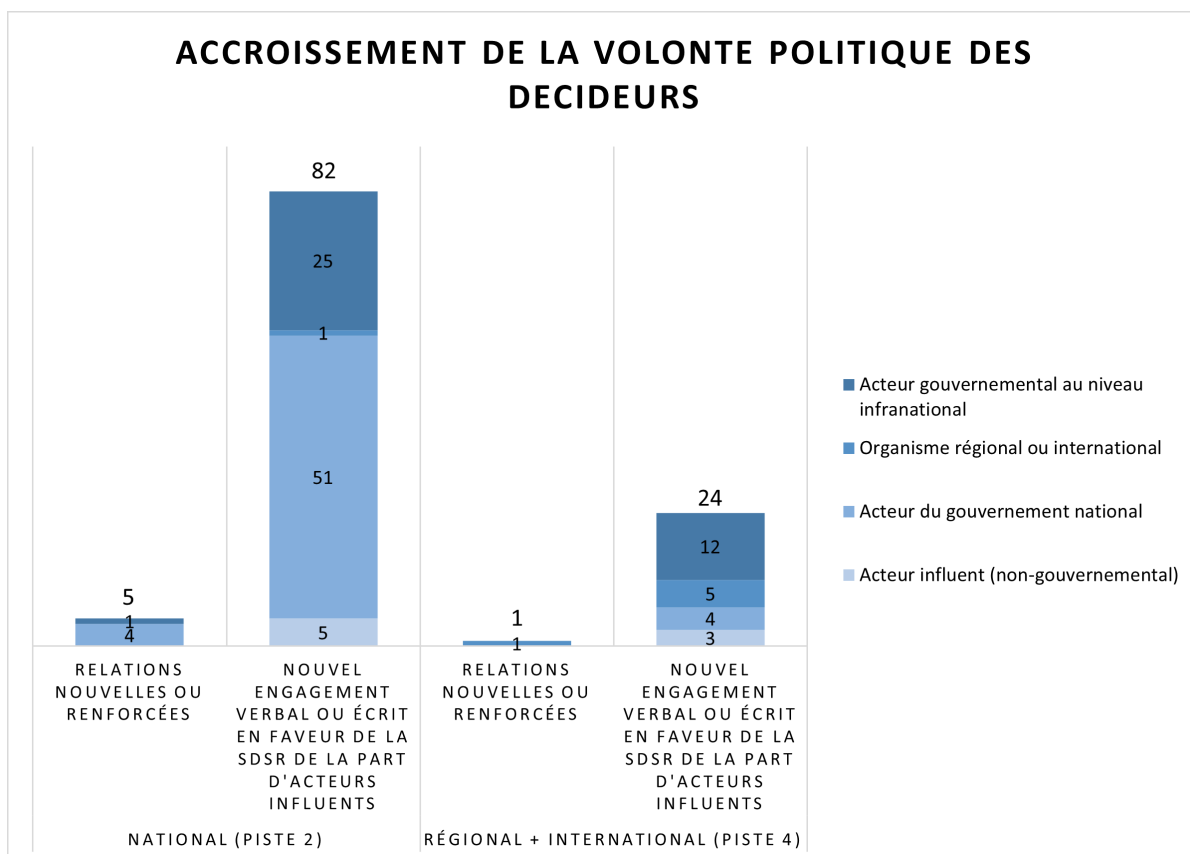


Figure 9. Résultats par type de changement et par acteur pour l'axe stratégique « Accroître la volonté politique des décideurs »

La plupart des résultats (82 sur 87) collectés au niveau national (piste 2) sont des changements liés à un **nouvel engagement verbal ou écrit en faveur de la SDSR de la part d'acteurs influents** agissant dans l'arène politique au niveau de la plateforme nationale. Le renforcement de la volonté politique se manifeste de différentes manières, mais consiste toujours en un engagement à prendre à l'avenir des mesures en faveur de la promotion de la SDSR. Ces engagements ont été pris verbalement ou par écrit, exprimés dans un cadre public ou lors de réunions en petits groupes, et d'une façon qui permet de demander aux acteurs des comptes de leurs promesses dans le cadre du suivi. Les exemples de types d'engagements incluent, notamment, l'accord d'initier un dialogue,

²⁸ À l'origine, l'axe stratégique était intitulé « Accroître les connaissances, les compétences et la volonté politique des décideurs ». Dans ce rapport, les connaissances et les compétences ont été supprimées de cette description. Selon la méthodologie de la collecte des résultats, où un résultat est défini comme un « changement observable », les connaissances et les compétences ne peuvent être observées.

de commencer à travailler avec les OSC, d'organiser une réunion, d'écrire une lettre officielle, de présenter une motion au parlement, de soutenir un projet de loi ou d'allouer des ressources.

La nature des sujets sur lesquels les acteurs sociaux se sont engagés, grâce aux contributions de RHRN, diffère d'un pays à l'autre, et est liée aux questions en faveur desquelles les plateformes respectives plaidaient. Par exemple, lors d'un forum ouvert au Bangladesh en 2018, un commissaire de district a déclaré qu'un bureau de santé distinct pour le troisième genre sera créé à l'hôpital Sadar de Khulna, et que la communauté transgenre pourra travailler avec les forces de police, alors que les responsables gouvernementaux ne faisaient pas habituellement de telles déclarations sur le troisième genre.²⁹ Un autre exemple peut être emprunté à la Bolivie (2019), où quatre jeunes candidats susceptibles d'être élus députés nationaux des partis politiques se sont engagés verbalement à mettre en œuvre des propositions sur les droits sexuels et reproductifs une fois élus à la Chambre des députés.³⁰ Un exemple d'engagement écrit est la lettre qui a été adressée à la Plateforme RHRN par le Secrétaire permanent du Ministère de la santé de Saint-Vincent-et-les-Grenadines (sous-région des Caraïbes), en 2018, montrant officiellement son soutien à l'introduction de l'éducation complète à la sexualité dans le programme scolaire, et son engagement à faciliter une formation pour les jeunes et les parties prenantes de la SDSR sur l'importance de la SDSR.³¹ Au Honduras, en 2019, la Cour suprême a accepté, pour la première fois de son histoire, une requête d'inconstitutionnalité déposée par deux citoyens masculins arguant que leurs droits constitutionnels avaient été violés parce qu'ils n'étaient pas autorisés à se marier (voir Histoire du changement au Honduras).³²

Cinq (des 87) autres résultats au niveau (infra)national (piste 2) décrivent une *volonté politique accrue en faveur de relations nouvelles ou renforcées*. Par exemple, au Honduras, le Ministre du Secrétariat d'État chargé de l'éducation et la Plateforme RHRN ont signé un accord pour promouvoir ensemble le guide d'éducation à la sexualité « Prendre soin de ma santé et de ma vie ». ³³

Aux niveaux régional et international (piste 4), presque tous les résultats (24 sur 25) sont des changements liés à de **nouveaux engagements verbaux ou écrits en faveur de la SDSR de la part d'acteurs influents**. À l'instar de la volonté politique accrue au niveau national, aux niveaux régional et international également, les décideurs se sont engagés à prendre à l'avenir des mesures en faveur de la promotion de la SDSR. Par exemple, en 2019, lors d'un débat organisé par RHRN à la 64e session de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples en Égypte, la délégation du Zimbabwe, dirigée par le Ministère de la justice et des affaires juridiques, a pour la première fois assuré verbalement les commissaires de l'Union africaine de soumettre des rapports conjoints sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples couvrant la période de 2006 à ce jour, afin de faciliter les enquêtes sur les violations antérieures des droits humains concernant les citoyens du Zimbabwe.³⁴

Même si les résultats de cette catégorie ne sont que des engagements, les évaluateurs trouvent prometteur le grand nombre de résultats par rapport aux autres catégories de résultats et sur la base de leur expérience dans l'évaluation de programmes de plaidoyer complexes et multinationaux. Certains des résultats liés à la volonté politique ont directement contribué à des changements de politique et de législation (le prochain axe stratégique), d'autres nécessiteront encore un suivi, et certains n'aboutiront à aucun changement de politique. Dans l'ensemble, cela démontre que RHRN a réussi à mettre en œuvre ses stratégies de plaidoyer, tant au niveau de la plateforme (piste 2), qu'aux niveaux régional et international (piste 4).

Législation et politiques en matière de SDSR

²⁹ Résultat ID 37986

³⁰ Résultat ID 37879

³¹ Résultat ID 37819

³² Résultat ID 37803

³³ Résultat ID 37788

³⁴ Résultat ID 38227

Cet axe stratégique comprend le nombre impressionnant de 95 résultats à long terme que l'on retrouve au niveau des branches supérieures de l'arbre de la TdC : Mise en œuvre d'une législation, de politiques et de budgets nationaux inclusifs et progressistes en matière de SDRS ; et amélioration de la redevabilité en matière de normes, de politiques et de règles régionales. Les résultats à ce niveau sont par nature le fruit d'efforts réalisés à la fois au niveau (infra-)national (55 résultats) et aux niveaux régional/international (40 résultats). Au niveau national, toutes les plateformes, à l'exception du Bangladesh, ont obtenu des résultats à long terme qui contribuent à cet axe stratégique.

En théorie, la distinction entre les types de changements (voir la figure 10) qui sont inclus dans cet axe stratégique pourrait sembler claire, mais en réalité, ils sont plutôt flous et souvent imbriqués les uns aux autres. C'est notamment le cas pour l'adoption, le changement ou la mise en œuvre de lois/politiques et l'allocation budgétaire, où le dénominateur commun est le fait que ces résultats sont tous liés à des lois ou politiques gouvernementales officielles. En revanche, les résultats classés comme « adoption d'un document normatif » sont les documents qui *ne sont pas* des lois ou des politiques gouvernementales, mais qui y sont liés, tels que les documents adoptés au cours du processus décisionnel en vue d'un changement de politique ou les documents contenant des normes pour surveiller la mise en œuvre de la politique. La plupart des travaux d'établissement de normes ont lieu au sein d'institutions et d'organismes régionaux et internationaux.³⁵

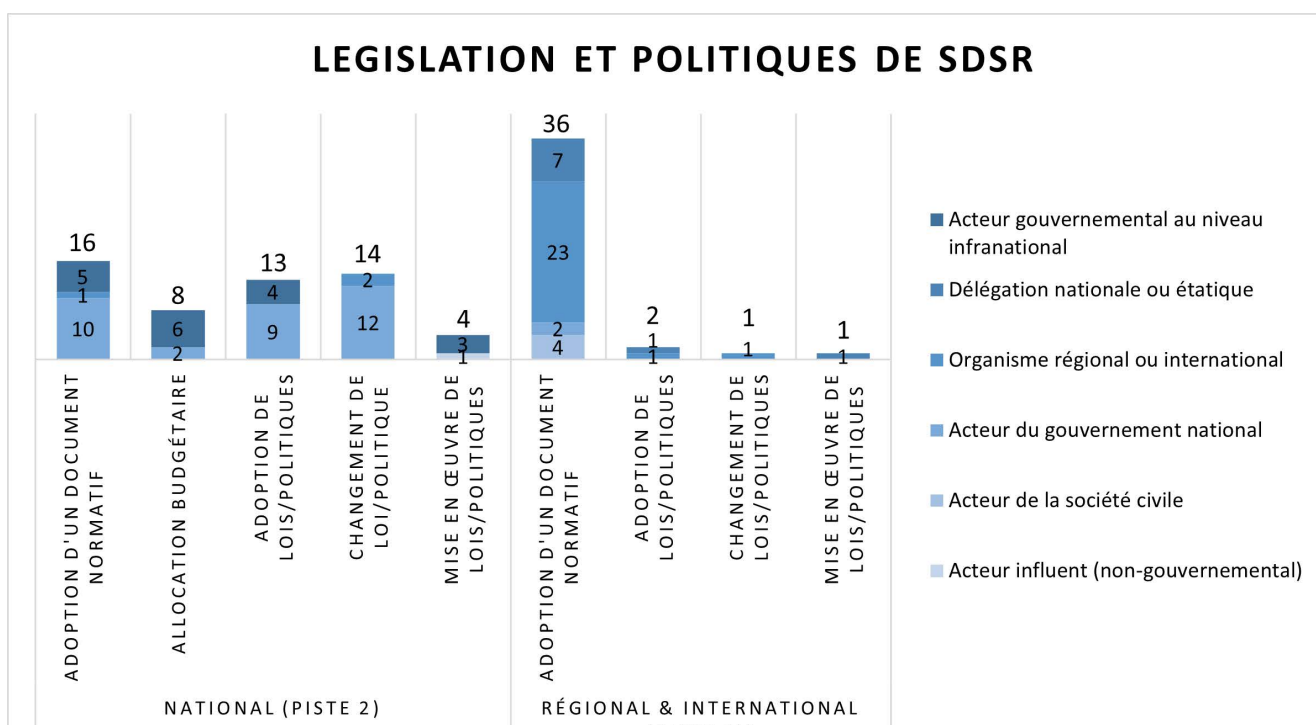


Figure 10. Résultats par type de changement et par acteur pour l'axe stratégique portant sur la législation et les politiques de SDRS

Au total, 52 résultats décrivent l'**adoption d'un document normatif**, qui, comme susmentionné, intervient pour la plupart/généralement dans le cadre de la piste 4, aux niveaux *régional ou international* (36 sur 52). Plus précisément, la plupart des acteurs qui ont changé opèrent au sein d'organismes régionaux ou internationaux, tels que les organes des Nations Unies et/ou ses États membres, le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), le Conseil des droits de l'homme (CDH) et/ou ses membres, et le Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF).

³⁵ Il n'existe pas de définition officielle d'un « document normatif », mais RHRN considère généralement que l'établissement de normes relève des institutions et organismes régionaux et internationaux. La définition que nous appliquons englobe l'établissement de normes au niveau national.

D'autres sont liés aux délégations des États ou des pays opérant au niveau régional ou international. À titre d'exemple, citons les recommandations formulées par 11 États membres à l'égard du gouvernement du Bangladesh en mai 2018, lors du 3e Examen périodique universel (EPU) du Bangladesh à Genève, pour traiter les questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre, une première par rapport au nombre élevé de recommandations sur l'article 377.^{36 37} En outre, quelques autres résultats décrivent les changements opérés par les acteurs de la société civile lors de grands événements régionaux et internationaux, comme la Coalition des OSC du Kenya sur l'Examen périodique universel (EPU), qui a inclus les recommandations de RHRN sur une SDSR complète dans son rapport des OSC de l'EPU du Kenya.

Sur les 52 résultats décrivant l'adoption d'un document normatif, 16 sont intervenus au *niveau national* (piste 2), et comprennent des documents produits sur le parcours souvent long vers un changement de politique, notamment des projets ou des feuilles de route élaborés par des groupes de travail ou des comités. L'on peut citer comme exemple de ce type document normatif, l'outil de suivi national qui a été adopté par le groupe de travail technique sur la politique de santé scolaire de Nairobi en novembre 2019 au Kenya. Cet outil inclut désormais des indicateurs d'éducation complète à la sexualité, alors que le groupe de travail y était opposé auparavant.³⁸

Un nombre plus restreint de 30 résultats est lié à **l'adoption de politique et au changement de politique**, tant dans la piste 2 au *niveau national* (27) que dans la piste 4 aux niveaux *régional/international* (3). À titre d'exemple, on peut citer l'Indonésie, où, en septembre 2019, le Président Joko Widodo a demandé à la Chambre des représentants de reporter la ratification du projet de code pénal, après avoir examiné les contributions de différents groupes, dont la Plateforme RHRN, qui s'opposaient à certaines parties du code pénal.³⁹ Les résultats concernant « l'adoption ou le changement de politique » apportent également la preuve de l'adoption formelle effective de politiques. Par exemple, en 2017, la Division de la santé familiale du Népal a révisé les lignes directrices relatives aux services d'avortement sécurisé, qui sont désormais davantage axées sur la prestation de services et l'accessibilité.⁴⁰ On peut également citer la façon dont, en juin 2018, le gouvernement du Zimbabwe a signé et lancé la Politique de santé scolaire, ou comment, en janvier 2018, le contenu de l'Éducation basée sur les compétences de la vie courante a été approuvé au Pakistan.

Sur les 8 résultats qui montrent des **changements au niveau des allocations budgétaires**, 2 de ces changements sont intervenus dans la piste 2 au niveau national (Ouganda), tandis que les 6 autres sont intervenus au niveau infranational. Par exemple, dans la municipalité de Saint-Louis, au Sénégal, une partie du budget 2019 a été allouée à la santé reproductive des jeunes, alors qu'auparavant le budget était censé être dépensé dans le secteur de la santé.⁴¹ Dans une autre municipalité, à savoir Ramdhuni au Népal, un nouveau programme « Adolescent Health Education Program » a démarré, qui comprenait un budget de plus de 1000 \$US pour l'éducation complète à la sexualité pour les enfants non scolarisés, une première pour une municipalité népalaise.⁴²

Un nombre limité de 5 **résultats liés à la mise en œuvre des politiques** a été rapporté, dont 4 dans la piste 2 au niveau national et 1 au niveau régional ou international. Les résultats liés à la mise en œuvre des politiques sont généralement difficiles à cerner, car ils peuvent décrire une grande variété de mesures prises par le gouvernement (infra-)national, le lien avec une politique n'étant pas toujours immédiatement clair. Un tel exemple a été trouvé au Pakistan, où en janvier 2018, le département de la santé du gouvernement de la province de Khyber Pakhtunkhwa a fourni des cartes d'assurance maladie aux membres de la communauté transgenre, qui bénéficient désormais du même ensemble d'avantages que tout le monde, alors que par le passé, le comportement discriminatoire des prestataires de soins de santé publique limitait leur accès aux services de santé.⁴³ Ce résultat concerne clairement la mise en œuvre d'une politique, mais laquelle politique précise n'est pas décrite.

³⁶ Résultat ID 37978

³⁷ La section 377 du code pénal du Bangladesh interdit les « rapports sexuels charnels contre nature », quels que soient le sexe et l'orientation sexuelle des participants.

³⁸ Résultat ID 37855

³⁹ Résultat ID 38022

⁴⁰ Résultat ID 36908

⁴¹ Résultat ID 38131

⁴² Résultat ID 36923

⁴³ Résultat ID 38217

La réalisation de la SDSR par le biais de la législation et des politiques a clairement été l'objectif du Programme RHRN, ce qui est également démontré par le grand nombre de résultats qui y contribuent, aux niveaux national, régional et international. Les évaluateurs tiennent à souligner qu'il s'agit là d'un résultat impressionnant, surtout si l'on considère la sensibilité des sujets de SDSR (par exemple l'avortement sécurisé) et les contextes difficiles dans lesquels interviennent les plateformes. L'adoption de documents normatifs (non gouvernementaux), parallèlement à l'adoption de politique et au changement de politique par le gouvernement, est considérée comme cruciale pour demander des comptes aux détenteurs de responsabilité en matière de SDSR. De toute évidence, un nombre limité de résultats a été rapporté concernant la mise en œuvre des politiques, et ces résultats décrivent surtout comment les acteurs ont été influencés pour améliorer le *suivi* de la mise en œuvre de politiques.

Le petit nombre de résultats liés à la mise en œuvre des politiques n'est pas surprenant, étant donné le grand nombre de résultats liés à l'adoption de politiques et de législations, comme indiqué ci-dessus. Le suivi et le lobbying pour la mise en œuvre des politiques constituent la prochaine étape de ce long processus de changement.

Relations nouvelles ou renforcées et jeunes champions

Un dernier groupe de résultats (14) concerne les relations nouvelles ou renforcées (10) avec les acteurs de la société civile et les jeunes champions (4).⁴⁴ Dans la TdC, le domaine des relations nouvelles ou renforcées avec d'autres que les organisations membres de la plateforme et les partenaires du consortium n'est pas explicitement représenté. Les évaluateurs suggèrent que cet élément pourrait être ajouté à une future théorie du changement : renforcement des relations avec des alliés tels que les acteurs de la société civile ou d'autres consortiums.

Les 4 résultats étaient liés aux **jeunes champions** et ont tous été récoltés en Indonésie. Par exemple, les actions de suivi de l'événement du Queer Camp organisé en octobre 2018 ont démontré des capacités renforcées.⁴⁵ En outre, deux résultats de l'Indonésie décrivent joliment comment les jeunes champions SDSR ont renforcé leurs capacités grâce à leur participation à RHRN. Par exemple, une jeune transsexuelle a expliqué qu'elle se sentait de plus en plus en confiance après avoir été autorisée à faire un discours lors d'un événement régional sur les effets du conservatisme religieux sur les questions de transsexualité en Indonésie.⁴⁶ Mais les évaluateurs ne sont pas sûrs que ces jeunes soient considérés comme membres de la plateforme. S'ils l'étaient, ces quatre résultats auraient dû être indiqués comme étant des résultats internes.

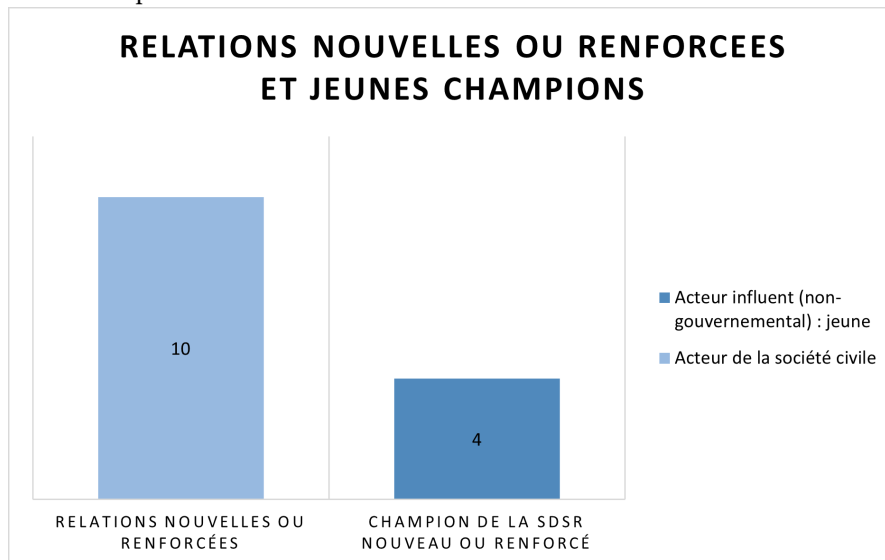


Figure 11. Résultats par type de changement et par acteur liés aux relations nouvelles ou renforcées et aux jeunes champions

⁴⁴ RHRN a appelé cet axe stratégique « Renforcement des capacités de plaidoyer ». Dans ce rapport, la formulation a été changée en « Relations nouvelles ou renforcées et jeunes champions », car elle décrit de manière plus précise les types de résultats étiquetés comme tels.

⁴⁵ Résultat ID 38020 et 38021

⁴⁶ Résultat ID 38026

3.1.2. Résultats positifs et négatifs inattendus

Cette section décrit les résultats inattendus qui ont été trouvés en analysant la base de données des résultats,⁴⁷ ainsi que les constatations résultant de l'enquête Sprockler.

Résultats positifs inattendus

Les 6 résultats positifs inattendus⁴⁸ se sont produits au Pakistan, au Honduras, au Bangladesh, au Népal (2 résultats) et un autre au niveau régional en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au Bangladesh, par exemple, lors d'un concours de débat organisé en janvier 2020, le Ministre de la santé et du bien-être familial a promis, de façon inattendue, de distribuer gratuitement des serviettes hygiéniques aux filles non mariées de moins de 18 ans.⁴⁹ Par la suite, différents journaux de la presse écrite et médias électroniques nationaux ont publié sa déclaration. Le concours de débat sur la SDSR a été organisé par un membre de RHRN Bangladesh, et avant l'événement, les agents de plaidoyer de RHRN ont régulièrement contacté le personnel et les départements du Ministère pour les rencontrer, discuter et faire du lobbying en vue d'accroître les services de santé adaptés aux jeunes. Ainsi, les relations établies grâce à ces rencontres de RHRN ont permis au Ministère d'accorder plus d'attention à la nécessité d'améliorer et d'accroître ces services et de développer leurs connaissances dans ce sens.

Un autre exemple de résultat positif imprévu est celui du Honduras, où le Ministre du Secrétariat d'État à l'éducation et la Plateforme RHRN ont signé un accord pour promouvoir le guide d'éducation à la sexualité « Prendre soin de ma santé et de ma vie ».⁵⁰ Bien que la Plateforme RHRN Honduras ait intentionnellement influencé le Ministère de l'Éducation et le Ministère de la Santé en vue de la mise en œuvre effective de programmes d'éducation complète à la sexualité, la signature d'un accord était inattendue à l'époque. Il n'est pas surprenant que le nombre de résultats positifs inattendus soit faible, car il arrive rarement qu'un changement espéré soit réellement une surprise pour les agents de plaidoyer qui y travaillent depuis longtemps. Le personnel du programme connaît généralement très bien les parties prenantes de son domaine et sait anticiper leur comportement. En même temps, la SDSR des jeunes est un sujet très sensible dans de nombreux pays, et les parties prenantes ne sont pas toujours franches quant à leurs points de vue, ce qui peut également conduire à des situations imprévisibles.

⁴⁷ Les évaluateurs ont vérifié si les résultats étaient positifs ou négatifs en examinant la classification dans la base de données des résultats de RHRN. Cependant, la question de savoir si les résultats étaient attendus ou inattendus n'a pas été structurellement saisie dans la base de données des résultats, puisqu'il n'y avait pas de colonne proposant les options « attendu » et « inattendu » que les collecteurs auraient pu utiliser pour indiquer cet aspect des résultats. Néanmoins, conformément à la méthodologie de collecte des résultats, la section relative à la pertinence indique souvent si le résultat était attendu ou inattendu, positif ou négatif, un revers ou un tournant. Les évaluateurs ont donc effectué une exploration des données dans la base de données des résultats, en recherchant des mots tels que « inattendu », « non intentionnel », etc. afin de trouver des exemples de résultats inattendus.

⁴⁸ Résultat IDs 38209, 37798, 36910, 37788, 37987, 36913

⁴⁹ Résultat ID 37987

⁵⁰ Résultat ID 37788

Résultats négatifs et revers inattendus

Les 5 résultats négatifs inattendus (tirés de la base de données) se sont produits en Ouganda, au Zimbabwe, en Indonésie, en Bolivie et dans la région Amérique latine et Caraïbes. Cette section fournit également des exemples de revers survenus au cours du travail de plaidoyer et signalés par les représentants des membres de la plateforme par le biais de Sprockler. La plupart des revers communiqués étaient liés à des défis contextuels, notamment la pandémie de COVID-19, ainsi qu'à des défis internes (liés à la collaboration et, dans une moindre mesure, à des questions de production de rapports et de financement).

En Ouganda,⁵¹ le Ministère de la santé a refusé de lancer les lignes directrices et normes nationales pour les services de SDSR. Ce revers a également été mentionné par un représentant d'un membre de la plateforme qui a participé à l'enquête Sprockler. L'histoire du changement en Ouganda reflète également ce résultat négatif inattendu et explique comment, en impliquant davantage de parties prenantes, les lignes directrices nationales ont finalement été lancées (bien que légèrement reformulées).

Un autre résultat négatif en Ouganda (rapporté par l'enquête Sprockler) reflète le rôle du Conseil interreligieux de l'Ouganda, qui a révoqué la mise en œuvre du cadre national d'éducation sexuelle dans les écoles, initialement lancé par la Première Dame d'Ouganda en 2018. Le Conseil a souligné que « les contextes de ces documents sont contraires aux croyances et aux valeurs des institutions religieuses qui sont les gardiens de la moralité dans le pays. » Tout cela a retardé l'accès à l'information liée à la SDSR pour les jeunes écoliers qui en ont le plus besoin. Particulièrement depuis l'apparition du COVID-19, le nombre de problèmes de santé reproductive, notamment les grossesses chez les adolescentes, la violence sexuelle (par exemple, la défloration, l'exploitation sexuelle, etc.) a considérablement augmenté.

Un autre exemple rapporté par Sprockler est celui du Kenya, où RHRN a plaidé en faveur d'une augmentation des services adaptés aux jeunes et non discriminatoires pour tous les jeunes, y compris les jeunes LGBTI. La plateforme a sensibilisé les décideurs sur la diversité des genres et la sexualité. Cependant, une partie des membres de l'assemblée du comté de Kisumu, mécontents, ont accusé les groupes LGBTI et RHRN de « faire du recrutement ». Ils ont alors entrepris d'élaborer un projet de loi contre l'homosexualité qui supprimerait les droits à la protection contre la violence et la discrimination garantis par la Constitution. La Plateforme RHRN a identifié des champions au sein du groupe et a travaillé avec eux pour faire échouer le projet de loi. Comme l'explique la personne interrogée, la leçon apprise ici concerne la valeur de champions forts et de la collaboration.

Les représentants des membres de la plateforme du Sénégal ont cité des exemples dans le cadre de Sprockler où les opposants ont posté des images de deux membres de la plateforme sur les réseaux sociaux, affirmant que RHRN encourage l'homosexualité. Cela a entraîné une crise inattendue, les membres craignant d'être diffamés sur internet sur ces questions sensibles. Heureusement, le comité de pilotage ainsi que les partenaires ont pu trouver des solutions pour assurer la sécurité des personnes concernées, mais aussi des autres membres de la plateforme. Les leçons tirées de cette expérience sont l'importance d'un plan de sécurité, d'une stratégie de gestion de crise et d'une stratégie de communication.

⁵¹ Résultat ID 37732

En Indonésie,⁵² la Love Family Alliance, un groupe religieux conservateur, a utilisé le plan stratégique de l'un des membres de la plateforme RHRN comme propagande en faveur du rejet du projet de loi sur la violence sexuelle, ce qui a entraîné des réactions violentes contre la campagne en ligne menée par cette organisation membre de la plateforme. Ce revers a également été mentionné et confirmé par un représentant d'un membre de la plateforme qui a participé à l'enquête Sprockler. Il a expliqué qu'étant donné que RHRN Indonésie travaille explicitement sur les questions des LGBT+ et de l'accès aux services de contraception et d'avortement sécurisé, les identités des membres de l'organisation ont été exposées au public, entraînant des menaces de sécurité. Cette expérience a incité la plateforme à repenser son approche et à renforcer ses protocoles de sécurité et de sûreté. L'histoire du changement, intitulée « *Entre visibilité et sécurité, sur la pointe des pieds* », décrit plus en détail ce revers inattendu.

En Bolivie,⁵³ l'Assemblée législative multinationale de Bolivie et le Président Evo Morales ont abrogé deux lois du code du système pénal bolivien, qui comprenaient 8 motifs d'avortement impunis. Ce recul a également été identifié et confirmé par 3 représentants des membres de la plateforme qui ont participé à l'enquête Sprockler. L'annulation du nouveau code pénal bolivien a été un revers majeur pour le travail effectué en ouvrant davantage de motifs d'avortement impuni. En raison de l'assaut des fondamentalistes et des groupes anti-droits, une pression a été exercée sur les autorités et le gouvernement, ce qui a convaincu le Président d'abroger le document. L'un des répondants a déclaré : « Rétrospectivement, il a été dit qu'un soutien plus important des citoyens au nouveau code pénal était nécessaire et que la position de certaines organisations de la Plateforme RHRN était faible à cet égard. »

Les résultats négatifs sont ceux que RHRN n'avait pas l'intention de susciter et qui sont donc par définition inattendus, mais qui peuvent néanmoins se produire à la suite du programme. Le changement social n'est jamais un processus linéaire et, par conséquent, même en augmentant la participation des groupes marginalisés, les choses empirent souvent avant de s'améliorer. Malgré les meilleures intentions du personnel du programme, les interventions de RHRN peuvent inciter d'autres parties prenantes à prendre des mesures qui compromettent la SDSR des jeunes. Par conséquent, il est également important de prendre en compte les résultats négatifs.⁵⁴ Collecter les résultats négatifs est un défi, car souvent les gens ne peuvent pas identifier ces résultats parce qu'ils n'en sont pas conscients, et s'ils le sont, ils peuvent être un peu partiels. Par conséquent, les résultats positifs définitifs sont souvent considérés comme plus importants (les effets secondaires négatifs sont occultés). En outre, les résultats négatifs sont généralement moins souvent mentionnés, car ils peuvent susciter la crainte d'être tenu pour responsable de l'« échec ». Ceci explique le faible nombre de résultats négatifs signalés, à savoir 7. Toutefois, les évaluateurs estiment que le nombre réel de résultats négatifs est plus élevé.

3.1.3. Contribution de RHRN à l'atteinte des résultats collectés

Ce chapitre examine dans quelle mesure RHRN a contribué aux résultats collectés. Selon la théorie du changement de RHRN, deux interventions stratégiques ont été appliquées dans le cadre du partenariat, à savoir le renforcement des capacités (sur le plaidoyer) et le plaidoyer. Un examen de la description de la contribution aux résultats récoltés confirme que ces deux stratégies d'intervention ont effectivement été appliquées. La première, le renforcement des capacités, sera développée au paragraphe 3.3. La seconde, le plaidoyer, est examinée dans cette section et est basée sur le processus de justification (tel que décrit dans le paragraphe 2.2), et une réflexion sur les histoires de changement. Rétrospectivement, une analyse plus approfondie des descriptions des contributions (par exemple en les classant en catégories) aurait été utile pour rechercher les mécanismes de travail sous-jacents au soutien au renforcement des capacités fourni par RHRN. Ceci est mentionné comme limite dans le paragraphe 2.6.

⁵² Résultat ID 38024

⁵³ Résultat ID 37887

⁵⁴ R. Wilson-Grau (2019). Outcome Harvesting: principles, steps, and evaluation applications (page 177)

Au cours de ce processus de validation, 23 parties prenantes externes (personnes interrogées pour les histoires de changement) ont justifié un ensemble choisi de 12 résultats. Ces personnes ont été invitées à vérifier les résultats et la revendication de contribution de RHRN, et à préciser l'étendue de la contribution de RHRN. La plupart des parties prenantes (65% ; 15 sur 23) ont indiqué que les résultats se sont produits dans une large mesure grâce aux activités de RHRN. Quatorze (14) parties prenantes sur 23 ont également indiqué que la contribution de RHRN, comparée aux autres contributeurs, a été importante. Il a également été demandé aux parties prenantes si l'influence de RHRN sur les résultats était directe ou indirecte, et 15 sur 23 ont déclaré que leur influence était directe. Cependant, deux parties prenantes ont estimé que les résultats obtenus en Ouganda⁵⁵ et au Népal⁵⁶ étaient faibles et indirects. Au Népal, comme expliqué dans l'histoire du changement, une autre grande alliance de SDSR - à laquelle a également pris part une organisation membre de RHRN - a pris les devants, ce qui explique la contribution moindre de la plateforme RHRN. Veuillez noter que toute contribution, petite ou grande, peut tout de même être significative.

Il est également important de souligner que dans l'ensemble, les plateformes nationales RHRN comprennent une grande partie des OSC nationales qui travaillent sur la SDSR et les questions connexes. Même si l'importance de la contribution ne peut être établie, les plateformes RHRN ont déterminé dans une large mesure l'agenda de plaidoyer, car peu d'autres acteurs de la société civile défendent des questions similaires, et quand il existe d'autres acteurs, RHRN collabore souvent avec eux.

Les parties prenantes qui ont été interrogées pour les histoires de changement, et qui ont validé l'échantillon de résultats collectés, ont mis en lumière les pistes de changement et la contribution de RHRN. Elles ont expliqué que les membres de la Plateforme RHRN sont souvent les principaux acteurs de l'élaboration des politiques nationales de SDSR. La plupart des répondants s'accordent à dire que la combinaison des efforts d'une grande partie du paysage des OSC est l'un des points forts du partenariat. On observe également que pour la plupart des campagnes de SDSR, les plateformes recherchent des alliances avec une large sélection de parties prenantes, comme les médias, les institutions gouvernementales, les organisations internationales, les autres OSC, les membres du Parlement, etc. Bien que, comme dans tous les programmes de plaidoyer, les agents de plaidoyer soient confrontés à des évolutions et à des attitudes changeantes qui, dans une large mesure, échappent à leur contrôle, leurs « alliés » opèrent dans une large mesure dans le cadre de la stratégie et de la logique de la Plateforme RHRN.

Un programme commun a été créé, avec et pour différents groupes cibles, tels que les femmes, les jeunes et les LGBTI. Ce faisant, les organisations impliquées ont partagé leurs connaissances et appris des perspectives et de l'expertise des uns et des autres. Toutes les plateformes ont pu cibler des alliés clés parmi les décideurs, et ont investi du temps et des ressources dans l'établissement de relations et la sensibilisation des décideurs. Il a été jugé important d'impliquer et de sensibiliser les parents à un stade précoce. Les jeunes ont également joué un rôle clé dans un certain nombre d'histoires de changement (bien que dans certaines histoires, les jeunes ne soient pas du tout mentionnés) : RHRN a renforcé les capacités et la confiance des jeunes agents de plaidoyer, et les a impliqués dans la détermination du programme de plaidoyer et dans sa mise en œuvre.

Le contexte étant différent dans chaque pays, les thèmes et stratégies de plaidoyer choisis par les diverses plateformes sont variés. Il est important de noter que RHRN et les plateformes locales n'ont pas eu peur de prendre des risques et de faire face à la controverse et à l'opposition. Cela a nécessité un haut niveau d'adaptabilité. Les histoires de changement montrent comment les plateformes ont été capables de saisir les fenêtres d'opportunité qui se sont présentées pendant la mise en œuvre de leur stratégie de plaidoyer. Le choix de la bonne dynamique dans le processus politique s'est avéré important dans un certain nombre d'histoires. Par exemple, dans les Caraïbes, le plaidoyer a eu un effet parce que les principaux décideurs du Ministère qui venaient

⁵⁵ Résultat ID 37761 : En juin 2018, la Ministre de la santé, Ruth Jane Aceng, a examiné et approuvé (avec des commentaires) la politique de SDSR.

⁵⁶ Résultat ID 36915 : Le 15 octobre 2018, le gouvernement du Népal a adopté la « Loi sur la maternité sans risque et le droit à la santé et à la reproduction », après avoir mené des discussions pour modifier la loi depuis 2016.

de prendre fonction étaient assez jeunes et apportaient un regard neuf axé sur la jeunesse. Ils ne voyaient pas d'inconvénient à travailler avec la plateforme RHRN, tant que cela se faisait en secret. La plateforme caribéenne a alors pu profiter de cette opportunité. Ce que RHRN a également fait dans un certain nombre de cas, lorsqu'il a plaidé en faveur de politiques et de législations, a été de faire le lien avec la constitution progressiste déjà existante du pays. Ou de s'aligner sur les processus de révision des politiques déjà existants. Certains membres de la plateforme ont également dû faire preuve de souplesse et de stratégie en faisant des compromis sur le résultat idéal qu'ils envisageaient. Par exemple, au Népal, il s'est avéré que les améliorations de la législation sur l'avortement ne seraient pas obtenues si elles n'étaient pas placées dans le cadre plus large de la santé reproductive - alors que les OSC impliquées auraient initialement préféré plaider pour un projet de loi distinct sur l'avortement. Cette adaptabilité constante est un atout clé du Programme RHRN, en particulier dans des contextes en constante évolution et sur des questions aussi litigieuses que la santé et les droits sexuels et reproductifs.

3.2 Défis contextuels

Sachant que la SDSR n'est pas un sujet facile à gérer, en particulier dans les pays où l'espace civique sur des questions aussi progressistes se réduit, les répondants ont été interrogés sur la mesure dans laquelle le contexte (environnement externe) a affecté leurs efforts. Ils pouvaient indiquer si l'environnement externe était favorable (positif) ou défavorable (négatif), et si son influence était grande ou petite. Comme on peut le voir dans la figure 12, les facteurs externes oscillent entre facteurs défavorables et favorables, mais la majorité des réponses se situent entre les deux. Un dénominateur commun des réponses est que l'environnement externe a une grande influence sur les activités de la Plateforme RHRN.

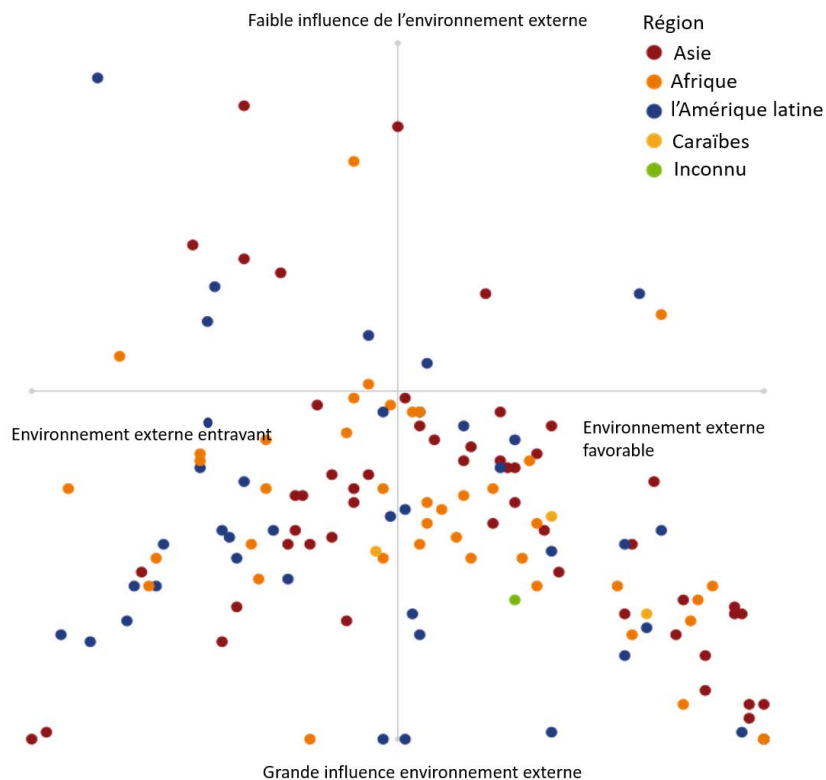


Figure 12. Influence perçue de l'environnement externe

De toute évidence, la pandémie de COVID-19 a fortement affecté la mise en œuvre du programme 2020, étant donné que les engagements de plaidoyer (informel) et les rassemblements publics sont difficiles à faciliter virtuellement/en ligne pour des raisons techniques (par exemple, la connexion Internet) et interpersonnelles (par exemple, le fait de ne pas profiter du pouvoir de l'interaction personnelle/de l'établissement de liens, etc.) En outre, la pandémie a également entraîné des retards dans les processus politiques et les mécanismes de redevabilité prévus ou en cours, et a très probablement entraîné des changements dans la définition des priorités et des agendas. En outre, les groupes marginalisés tels que les jeunes, les femmes et la population LGTBI sont plus exposés à la pauvreté et à l'insécurité en raison de la pandémie. En dehors du COVID, d'autres facteurs externes entravent le travail de plaidoyer des plateformes : des facteurs contextuels tels que le conservatisme, le fondamentalisme religieux, le militarisme, les troubles sociopolitiques, l'absence de volonté politique, l'impunité des législateurs, les processus électoraux et le repositionnement des responsables gouvernementaux. Au Sénégal, par exemple, RHRN a été confronté à diverses difficultés, dont la stigmatisation sociale liée au fait que la plateforme était considérée comme « une plateforme qui encourage l'homosexualité ».

Un événement important, mentionné dans certaines histoires de changement (voir par exemple l'histoire du Népal), qui a entravé le travail des membres de RHRN et de leurs OSC partenaires, a été le rétablissement de la « règle du bâillon mondial » par le Président américain Trump en 2017. Cette politique interdisait aux organisations non gouvernementales non américaines de recevoir des fonds américains si elles donnaient des informations et des orientations sur l'avortement, réalisaient des avortements sécurisés ou plaidaient pour une meilleure législation sur l'avortement. Les États-Unis étant l'un des plus grands bailleurs de fonds des programmes de santé sexuelle et reproductive, cela signifie que le déficit d'accès à des avortements sécurisés et à une éducation complète à la sexualité est devenu énorme.⁵⁷ « She Decides », une initiative conjointe des Ministres du commerce extérieur et du développement international des Pays-Bas, de la Belgique, du Danemark et de la Suède, est une réponse à la règle du bâillon mondial et a créé un contre-mouvement pour exiger le respect des droits de la femme, y compris pour combler les déficits de financement. Il est difficile de savoir dans quelle mesure les partenaires de RHRN ont pris connaissance de cette initiative et en ont bénéficié.

3.3. Renforcement des capacités

3.3.1. Amélioration des compétences de plaidoyer

Il a été demandé individuellement aux membres de la Plateforme RHRN (participant à l'enquête Sprockler) s'ils avaient constaté une amélioration de leurs compétences en matière de plaidoyer⁵⁸ suite à leur participation à la plateforme et aux activités de renforcement des capacités proposées par le consortium. Presque tous les répondants (153 sur 155) ont répondu positivement à cette question, reconnaissant que leurs **compétences de plaidoyer sont renforcées**. Seuls deux répondants, tous deux affiliés à la plateforme RHRN Bolivie, ont répondu par la négative, et l'un d'entre eux explique : « *Il n'y a pas eu d'activités de formation en plaidoyer productives au sein de la plateforme et les quelques-unes qui ont été faites étaient pauvres en contenu.* » L'autre personne interrogée a expliqué qu'elle n'avait participé qu'à quelques réunions de la plateforme.

Les répondants qui ont indiqué qu'ils avaient constaté une amélioration de leurs compétences de plaidoyer, ont été invités à raconter une histoire sur la façon dont ils ont mis en pratique leurs compétences de plaidoyer

⁵⁷ <https://www.shedecides.com/what-is-the-global-gag-rule/>.

⁵⁸ Le terme « compétences de plaidoyer » a été expliqué aux répondants comme suit : la capacité de plaider et de faire campagne pour la SDSR, ce qui peut inclure l'analyse des politiques et des budgets, l'engagement politique, l'utilisation de preuves dans le plaidoyer, la documentation, le fait d'obliger les détenteurs de responsabilité à rendre des comptes, le travail avec des alliés, les relations avec la presse, les compétences en matière de négociation et, en général, le traitement de questions sensibles telles que les droits des LGBTI ou l'avortement sécurisé.

améliorées de plaidoyer. Il leur a été spécifiquement demandé de raconter une expérience ou un moment qui les a rendus fiers. Pour analyser les histoires, les évaluateurs les ont codées et ont dressé la liste des éléments les plus mentionnés. Vous trouverez ci-dessous les éléments clés qui ont été mentionnés dans les histoires (par ordre de fréquence).

De nombreux répondants décrivent des **compétences techniques de plaidoyer améliorées**, comme la rédaction d'une politique ou d'un cadre politique, l'élaboration d'un document de stratégie de plaidoyer ou d'une note de politique, la formulation de recommandations budgétaires, l'utilisation de données probantes pour le plaidoyer et l'organisation d'événements de plaidoyer. Les autres compétences renforcées mentionnées sont : l'élaboration ou le suivi de stratégies, la conduite de recherches, la conduite de formations et la collecte de fonds pour le plaidoyer.

Un grand nombre d'histoires décrivent comment le répondant a **participé à des événements régionaux et internationaux**, comme la Commission pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et l'Examen périodique universel (EPU). Les répondants décrivent ce qu'ils ont appris en représentant leur pays et en prenant part aux délégations nationales, en rédigeant des déclarations ou en présidant des sessions.

Exemple de l'Ouganda :

« Le moment dont je suis le plus fier, c'est en 2019, lors de la conférence de la CIPD à Nairobi. Au cours de l'une des sessions avec des décideurs politiques clés, des agences des Nations Unies, des gouvernements et des donateurs,(...) j'ai présidé une session (avec d'autres personnes) de différents pays et j'ai présenté un exposé de principe sur l'avenir que les adolescentes et les jeunes femmes veulent pour améliorer leur bien-être en termes de SDSR. Avec l'aide du Réseau ougandais des jeunes vivant avec le VIH/SIDA, j'ai réussi à inciter les principaux décideurs politiques à agir pour améliorer la SDSR des jeunes. J'ai eu le plaisir de voir notre Président, Son Excellence Kaguta Museveni, s'engager à transformer la société pour parvenir à l'égalité de genre. Je cite : « L'égalité de genre ne peut être atteinte que si les sociétés se transforment et se développent ». Il s'est également engagé à assurer le développement des moyens de subsistance des jeunes et l'accessibilité aux services de santé sexuelle et reproductive pour tous. »

Une jeune agente de plaidoyer du Pakistan a participé à un forum politique de haut niveau sur les objectifs de développement durable à New York (en juillet 2019). Dans l'histoire du changement sur ce résultat, elle a été citée :

« J'étais vraiment nerveuse. C'était la première fois que je présentais une déclaration aussi importante. Je ne savais pas à quoi m'attendre. Heureusement, les membres de RHRN m'ont beaucoup soutenue. Ils m'ont donné beaucoup de conseils sur la manière de gérer la situation. Ils m'ont aidée à entrer en contact avec les bonnes personnes et m'ont donné des conseils sur le plaidoyer. Au début, j'avais peur de prendre contact avec les gens pendant l'événement. J'étais tellement impressionnée par tout ce qui se passait autour de moi. Mais [les membres de RHRN] m'ont convaincue de le faire. On doit créer l'occasion, rien ne se passera si on ne fait rien. J'ai donc décidé de me lancer : lors d'un « événement parallèle », j'ai approché l'ancienne Ambassadrice du Pakistan auprès des Nations Unies. Ma conversation avec elle n'a pas donné grand-chose, mais cela m'a appris que je pouvais le faire. Pour moi, c'était très motivant. Ce fut une expérience d'apprentissage. »

Un troisième élément souvent mentionné dans les histoires est la façon dont les répondants, personnellement, **ont directement engagé le dialogue avec les décideurs et les principales parties prenantes**. Ils décrivent combien ils ont appris en parlant à un Ministre ou à toute autre personne représentant le gouvernement national ou une municipalité, ou à d'autres acteurs influents tels que les leaders religieux. D'autres exemples incluent la manière dont ils ont interagi avec un groupe cible spécifique, comme les professionnel(le)s du sexe. Ils

décrivent l'amélioration de leurs compétences dans l'organisation de dialogues communautaires, de réunions de sensibilisation ou de campagnes.

Exemple du Bangladesh :

« Pour donner un exemple de l'utilisation pratique de mes compétences en matière de plaidoyer : le confinement de tout le pays au Bangladesh, à cause de l'épidémie de COVID-19, a exposé les membres de la communauté hijra (un groupe/une culture spécifique dans le cadre plus large de la diversité des genres au Bangladesh) à des vulnérabilités particulières, car la fermeture des magasins et des marchés et les restrictions de mouvement les ont empêchés d'exercer leur profession traditionnelle de hijragiri (collecte d'argent dans les rues et sur les marchés). (...) J'ai utilisé mes relations avec l'autorité administrative locale et le bureau d'aide sociale du district de ma région, établies grâce à un précédent plaidoyer auprès de ces parties prenantes sur les droits des Hijra et des GDC, pour faciliter la communication entre ces autorités et les membres de la communauté hijra et faire en sorte que la communauté puisse recevoir une aide alimentaire d'urgence de la part du gouvernement. »

De nombreux répondants ont déclaré avoir beaucoup appris **en collaborant et en travaillant en réseau** avec d'autres. Leurs compétences en matière de collaboration se sont améliorées grâce à leur participation à la plateforme RHRN et à la collaboration avec d'autres alliés et alliances. Certaines personnes ont écrit combien elles ont appris en rencontrant des personnes nouvelles et différentes, et en analysant les problèmes à partir de perspectives et de réalités différentes. Certains répondants mentionnent la collaboration entre jeunes et adultes comme étant précieuse, ou comment les causes féministes et les collectifs LGBTI ont amélioré leur compréhension mutuelle. Un répondant en Bolivie explique comment les féministes et les jeunes soutiennent désormais les revendications des LGBTI, comment les LGBTI soutiennent les causes féministes et comment les jeunes soutiennent le droit de décider ou le droit à une identité.

L'amélioration des connaissances de SDSR est également mentionnée par de nombreux répondants.

Exemple du Népal :

« Le fait d'obtenir des informations correctes et adéquates sur différentes questions de SDSR, ainsi que sur des questions sensibles telles que les droits des LGBTIQ ou l'avortement sécurisé, en participant à diverses plateformes, a sans aucun doute été un atout pour mes compétences de plaidoyer (...) et cela m'a suffisamment renforcée pour que je puisse connaître les bases et plus sur l'avortement sécurisé et les LGBTIQ. J'ai mis en pratique les compétences acquises grâce à ces plateformes pour plaider en faveur de l'avortement sécurisé en tant que droit des femmes et pour qu'il soit établi comme un service de santé essentiel. »

Un autre exemple du Népal :

« Pendant la mise en œuvre du Programme RHRN, j'ai eu pour la première fois l'occasion de m'informer sur l'égalité du mariage et les droits LGBTIQ. Parallèlement, j'ai eu l'occasion de rencontrer et de connaître de nombreuses personnes transgenres, lesbiennes et bien d'autres. Lorsque j'ai pris connaissance de leur situation (...), j'ai senti que je devais faire quelque chose en tant qu'ami ou en tant qu'être humain. Ce sentiment m'a donc aidé à plaider en leur faveur. Oui, un moment suffit pour savoir que vous pouvez faire quelque chose dans votre vie. Et ce moment est arrivé dans ma vie lorsque j'étais avec ma famille. Ils parlaient sans discernement des minorités de genre et disaient des choses inutiles à leur sujet, comme "les gens les plus insignifiantes au monde, qui n'ont pas le droit de vivre comme des gens normaux" et bien d'autres choses encore. J'étais tellement bouleversée et en colère de les voir comme ça. Alors, je les ai interrompus au milieu de la conversation et j'ai dit : « J'ai une amie qui est lesbienne et elle est une proche dans mon cercle d'amis. (...) » J'ai élevé la voix contre ma famille et je

leur ai raconté une histoire sur les cas de minorités de genre et leurs droits, ainsi que l'histoire de mon amie. Tout le monde s'est tu après avoir écouté (...). Je crois que ma famille a compris leurs sentiments et leur situation au Népal. Maintenant, ils sont avec nous pour défendre les droits des LGBTIQ. Donc, je dois dire qu'on doit d'abord changer la perception de ceux qui nous entourent avant d'essayer de changer la société, la communauté, le pays et le monde. »

Les répondants donnent également des exemples de tout ce qu'ils ont appris **en protestant** (comme l'organisation de marches et de manifestations) et **en faisant campagne** au niveau communautaire. L'amélioration des compétences en matière de campagnes publiques (médias/ médias sociaux) est également mentionnée par certains répondants. Les répondants décrivent tout ce qu'ils ont appris en organisant une campagne médiatique, en s'engageant auprès des médias, en élaborant une émission de radio, en participant à une émission de télévision ou en publiant des articles. Certains mentionnent spécifiquement des compétences en matière de campagnes sur les médias sociaux, comme le lancement d'une chaîne YouTube.

Exemple du Honduras :

« L'un des moments qui a le plus marqué mon niveau de capacité à plaider et à mener des actions en faveur des droits sexuels et reproductifs, c'est ce processus d'une semaine auquel j'ai participé au Panama, organisé par l'organisation néerlandaise Dance4Life, au cours duquel j'ai pu acquérir des compétences en matière de stratégies de campagne (...). Ces connaissances m'ont aidée à poursuivre l'apprentissage par moi-même (...) dans le domaine de la communication et aussi à m'y consacrer dans différentes organisations, où je mets en place des stratégies de communication et de litiges stratégiques, en transmettant ces informations acquises avec le Réseau des jeunes du Secrétaire des jeunes de RHRN. (...) »

D'autres histoires décrivent également comment les gens ont appris à prendre la parole, à améliorer leurs compétences en matière de communication et de négociation, leur donnant une **plus grande confiance en eux**, ce qui leur permet de mieux gérer les émotions et les revers.

Exemple de la Bolivie :

« Un jour à l'université, un de mes camarades a dit à un professeur que l'homosexualité n'était pas une option, le professeur lui a répondu avec ses arguments. (...) Je me suis levé et j'ai dit au professeur que j'étais gay. (Être) une lesbienne, une personne trans ou bisexuelle n'est pas une option. (Pensez-vous que) nous choisirions une vie où on a peur que nos parents ne nous acceptent pas et où on reçoit des commentaires désobligeants ? Ne pas savoir si je pourrai rentrer chez moi sans être frappé ou si je vivrai ? Parce que c'est quelque chose que certains membres de la population LGBTI vivent, ce n'est donc pas une option ; c'est une orientation sexuelle et une identité de genre et je dis cela parce qu'en tant qu'enseignant, vous devez bien manier ces termes. Sinon, pourquoi embrouiller vos étudiants ? »

3.3.2. Contribution à l'amélioration des compétences de plaidoyer

Au niveau du consortium, RHRN dispose à la fois d'un groupe de travail international sur le plaidoyer (IAWG) et d'un groupe de travail sur le renforcement des capacités (CSWG). Le CSWG travaille à la demande, et les demandes de renforcement des capacités proviennent des pays eux-mêmes (le CSWG travaille également sur des questions transversales). En 2018, le CSWG a élaboré un « menu d'offre de renforcement des capacités », créé pour permettre aux plateformes RHRN de mieux comprendre le renforcement des capacités proposé par chaque membre du consortium mondial. Par exemple, ARROW serait le point focal pour le soutien à la génération de preuves pour le plaidoyer, et Dance4Life pour les consultations inclusives des jeunes. Les évaluateurs n'ont pas demandé aux membres de la plateforme dans quelle mesure ce menu était utilisé.

Les exemples d'amélioration des compétences en matière de plaidoyer, tels que décrits dans la section précédente, sont un résultat direct des activités de renforcement des capacités de RHRN. Après avoir partagé leurs expériences, les répondants ont été invités à expliquer plus en détail **quels types d'activités de renforcement des capacités ont contribué à l'amélioration de leurs capacités**. Ils pouvaient choisir plusieurs options de réponse, et bien souvent toutes les options ont été sélectionnées.

Cela signifie que pour la majorité des 155 répondants, c'est l'association de plusieurs activités qui a été bénéfique pour le renforcement de leurs compétences en matière de plaidoyer. Cela montre également que non seulement les événements spécifiques tels que les formations, mais aussi (et encore plus) la collaboration continue, la participation à des plateformes et l'échange de connaissances sont des outils et des objectifs importants du renforcement des capacités de plaidoyer (voir également la figure 13). Il est intéressant de noter que cette constatation est également soutenue par l'analyse des exemples d'amélioration des compétences de plaidoyer (au chapitre 3.2.1), où la « participation à des événements régionaux ou internationaux de plaidoyer », la « mise en œuvre conjointe d'interventions nationales de plaidoyer » et « l'échange de connaissances au sein d'autres plateformes RHRN ou avec d'autres membres du consortium » ont également été mentionnés dans les expériences partagées par les répondants.

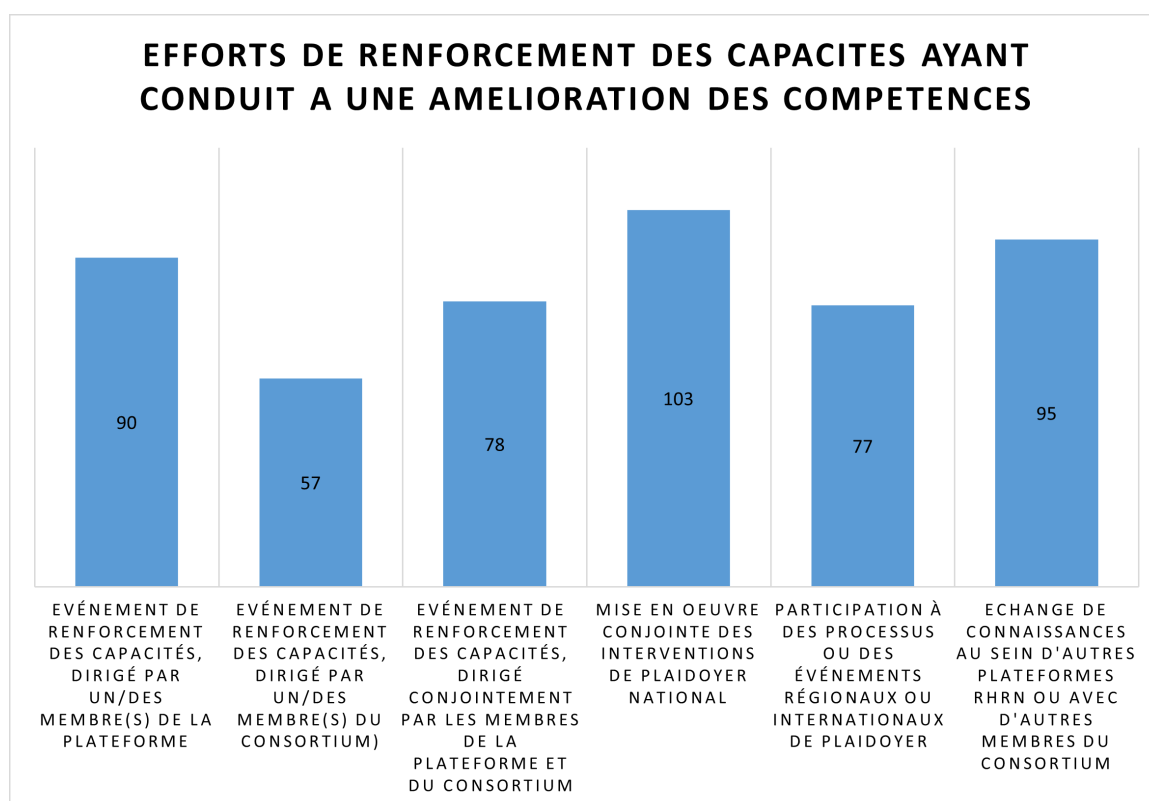


Figure 13. Efforts de renforcement des capacités ayant conduit à une amélioration des compétences de plaidoyer, selon les répondants (question à choix multiple)

Les événements de renforcement des capacités ont été le plus souvent retenus, puisque 122 répondants ont choisi au moins une des trois premières options de cette question à choix multiple. Les événements dirigés par les membres de la plateforme (sélectionnés 90 fois) ou organisés conjointement avec les membres du consortium⁵⁹ (sélectionnés 78 fois) ont été sélectionnés le plus souvent, tandis que les événements de

⁵⁹ Rutgers, ARROW, CHOICE, Dance4life, HIVOS, IPPF AR, LACWHN.

renforcement des capacités organisés par les membres du consortium ont été sélectionnés 57 fois.⁶⁰ Les thèmes de ces sessions de formation ou de ces événements comprenaient également la préparation à un plaidoyer régional ou international ou le fait d'opérer de manière transformatrice en termes de genre.

Un répondant du Népal explique :

« En septembre 2019, j'ai participé à des formations sur l'Examen périodique universel (EPU) et sur l'approche transformatrice du genre. (...) J'ai appris beaucoup de choses, comment le processus de l'EPU est formulé et comment les représentants abordent les problèmes aux Nations Unies. (...) Depuis, j'ai participé à divers ateliers sur l'EPU, où j'ai fait des recommandations sur les questions LGBTIQ. Approche transformatrice du genre : Cette session a été très fructueuse et vraiment pertinente pour mon travail. (...) J'ai appris tellement de choses qui m'aident pour mon engagement futur. (...) Cet atelier m'a vraiment appris comment appliquer une approche transformatrice du genre dans un système hétéro-normatif. »

Il est intéressant de noter que la **mise en œuvre conjointe d'interventions de plaidoyer national** (par exemple, par le biais de groupes de travail ou par la participation à des événements nationaux) est considérée comme très déterminante pour l'amélioration des compétences de plaidoyer, puisque 103 répondants l'ont choisie comme facteur contribuant au renforcement de leurs capacités. L'analyse des exemples de renforcement des capacités le démontrait déjà (voir le chapitre 3.2.1). La coordination accrue semble en être l'une des raisons. En outre, **l'échange de connaissances entre les différents membres des plateformes RHRN ou les autres membres du consortium** (par exemple, les événements de liaison et d'apprentissage) est important pour le renforcement des capacités, comme l'ont retenu 95 répondants.

Exemple du Zimbabwe :

« La mise en œuvre conjointe au niveau national a été utile car les organisations travaillent en fonction de leurs capacités et obtiennent des résultats grâce à un plaidoyer coordonné. L'utilisation de groupes de travail a rendu le travail un peu plus facile car il y a un effort maximal (...) sur les questions qui sont le domaine de spécialité des organisations du groupe de travail. La fusion des organisations dirigées par des jeunes et des organisations au service des jeunes a également renforcé le travail et les organisations. Cela a permis de susciter un solide respect mutuel et une appréciation des différents domaines de spécialités. Au lieu de chercher à se consumer les uns les autres pour des gains personnels ou organisationnels, les deux travaillent main dans la main pour atteindre un objectif commun. »

Un nombre impressionnant de 77 répondants ont estimé que la **participation à des processus ou événements de plaidoyer régionaux et internationaux** avait contribué au renforcement de leurs capacités. L'analyse des exemples de renforcement des capacités le démontrait déjà (voir le chapitre 3.2.1). Cet aspect du renforcement des capacités va de pair avec d'autres aspects, tels que les événements de renforcement des capacités ou l'échange de connaissances. Par exemple, un membre des Caraïbes explique que les plateformes RHRN permettent aux membres de consolider leurs ressources au niveau national pour mener des actions de plaidoyer aux niveaux régional et international afin de faire progresser la SDSR. « *La composante de mise en liaison du projet a permis à la plateforme de nouer des partenariats et des alliances avec des organisations partageant les mêmes idées.* » Les répondants indiquent qu'ils sont parvenus à mieux comprendre le fonctionnement du plaidoyer au niveau régional ou international. Il existe également des exemples où cette capacité renforcée a été transmise à d'autres membres du consortium.

Exemple du Zimbabwe :

⁶⁰ Veuillez noter que, comme il s'agit d'une question à choix multiple, le type de réponses ne peut pas être additionné, puisque les répondants pouvaient choisir une ou plusieurs réponses.

« J'ai reçu un important renforcement des capacités grâce au processus des ODD. Après avoir fait partie de la délégation de mon pays au HLPF des Nations Unies, RHRN m'a aidé à faire partie du Forum régional africain sur le développement durable. (...) Non seulement j'ai reçu la capacité par le biais de processus de pré-engagement qui m'ont donné la capacité de comprendre comment faire du lobbying et négocier avec les décideurs politiques à ce niveau, mais j'ai été aussi directement exposé à l'expérience. J'ai assisté aux sessions 2018, 2019 et 2020 de l'AFRSD et également grâce à cette expérience, j'ai réussi à former les autres membres du consortium sur ce processus afin de les préparer également aux autres sessions. »

Indonésie :

« L'une des expériences de plaidoyer les plus mémorables j'ai que vécues grâce à RHRN est celle où j'ai pu participer à la réunion de la CSW 2018 à New York. Je comprends comment les pays font remonter les problèmes des uns et des autres et les résolvent en travaillant ensemble. Et je comprends également comment le travail et la fonction de FBB opèrent dans le plaidoyer. Bien qu'il n'y ait pas beaucoup de réussites, au moins grâce à RHRN, je comprends le mécanisme de plaidoyer international. »

Lorsqu'on leur a demandé quelle était **la valeur ajoutée de RHRN pour le renforcement des capacités**, et plus précisément si le changement au niveau des compétences de plaidoyer se serait produit de toutes façons, ou si ce changement était uniquement le résultat du Programme RHRN, un grand nombre de répondants ont indiqué que c'était uniquement le résultat du Programme RHRN (voir la figure 14). Toutefois, étant donné qu'un certain nombre de répondants ont choisi de placer leur point plus vers le milieu, cela implique que l'amélioration de leurs compétences en plaidoyer n'est pas entièrement due au Programme RHRN, mais que cette amélioration n'aurait pas eu lieu de toutes façons sans RHRN.

Une explication possible est que les OSC membres des plateformes RHRN ont également collaboré avec d'autres organisations et alliances qui ont contribué au renforcement des capacités. De même, les réponses laissent entrevoir que ce ne sont pas uniquement les événements de renforcement des capacités qui ont contribué à l'amélioration des compétences, mais surtout la participation au quotidien à la plateforme elle-même, comme le montrent clairement les réponses relatives à la collaboration et à l'échange de connaissances.

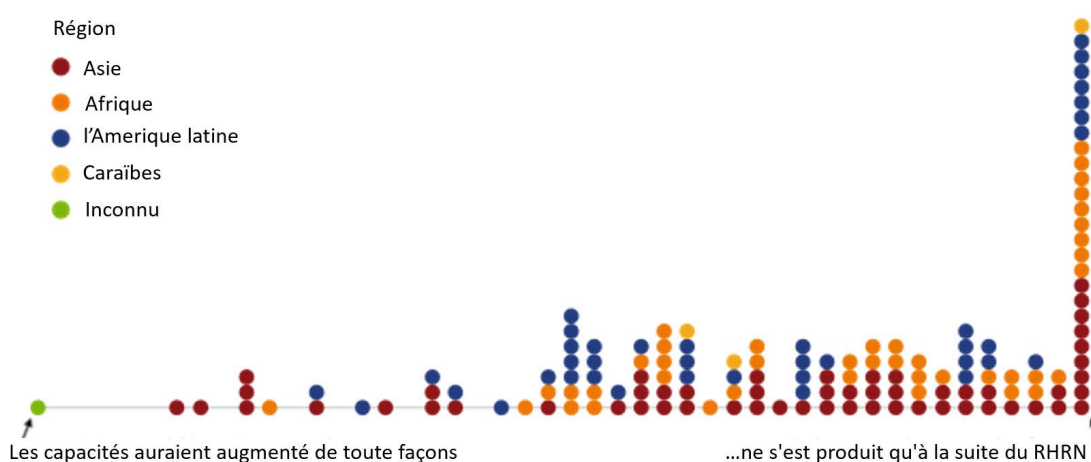


Figure 14. Valeur ajoutée de RHRN perçue en matière de capacités accrues

En résumé, le renforcement des capacités de RHRN se caractérise par une collaboration au sein d'alliances (« la plateforme »). Cela a constitué une excellente base pour l'apprentissage par la pratique, l'échange de connaissances et le plaidoyer coordonné. Les membres de la plateforme considèrent cette collaboration comme un outil permettant de renforcer leurs compétences de plaidoyer, ainsi que comme une compétence renforcée en soi : être capable de mieux travailler avec les autres, même avec les OSC ou les personnes d'horizons différents et ayant des objectifs différents (par exemple, les organisations dirigées par les jeunes, les organisations féministes, les LGBTI).

Les réponses concernant l'amélioration des capacités à opérer dans les forums régionaux et internationaux sont particulièrement remarquables. De toute évidence, le Programme RHRN a permis à de nombreux répondants de s'impliquer dans le plaidoyer régional/international, ce qui a été jugé instructif et significatif.

3.4. Fonctionnement des plateformes RHRN

3.4.1. Diversité, inclusion et collaboration interne perçues au sein des plateformes

L'enquête Sprockler pour les membres des plateformes contenait une question sur l'inclusion, qui a été interprétée comme un processus décisionnel inclusif, et une question sur la collaboration interne au sein des plateformes. Dans l'ensemble, **la plupart des répondants apprécient l'efficacité de la collaboration interne ainsi que l'inclusion** (voir le groupe A de la figure 15). Toutefois, un certain nombre de répondants de diverses régions apprécient l'efficacité de la collaboration interne, mais estiment que la prise de décision interne a été plus ou moins dominée par quelques partenaires (voir le groupe B de la figure 15). L'organisation partenaire lead étant chargée de l'établissement des rapports et des finances, il est probable que cela ait entraîné une dynamique de pouvoir interne au niveau national. Les contraintes de temps ont pu entraver les processus décisionnels inclusifs, les organisations partenaires lead étant confrontées à une forte pression en matière de « redevabilité vers le haut ».

En outre, 9 autres représentants d'organisations membres de la plateforme indiquent que la plateforme n'était pas très efficace, ni inclusive dans sa prise de décision (voir le groupe C de la figure 15). Ces réponses proviennent du Honduras (3), de la Bolivie (3), du Pakistan (1) et de l'Ouganda (1). Dans l'ensemble, les données Sprockler indiquent que les membres des plateformes des pays d'Amérique latine sont plus critiques que ceux des autres régions, notamment en ce qui concerne l'inclusion et la collaboration interne au sein des plateformes.

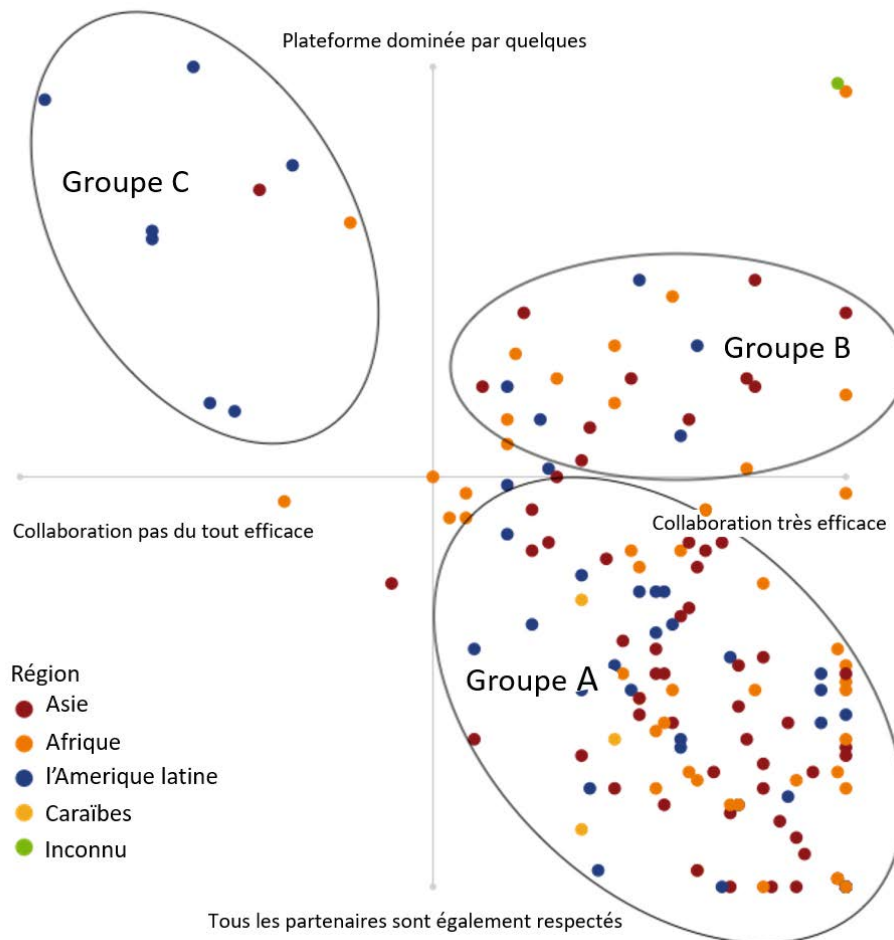


Figure 15. Collaboration interne (Axe x/abscisse) et inclusion (Axe y/ordonnée) perçues

L'enquête Sprockler n'a pas demandé aux répondants de développer les réponses susmentionnées, ce qui rend difficile l'explication de cette note critique. Il est donc conseillé à RHRN d'utiliser ces données pour un dialogue interne, comme celui qui s'est tenu lors de la Conférence des jeunes organisée par RHRN en novembre 2020, afin de savoir les raisons pour lesquelles la prise de décision a été perçue comme moins inclusive.

La perception des répondants concernant la diversité au sein de la plateforme n'a pas été directement abordée dans l'enquête Sprockler. Cependant, en ce qui concerne l'identité de genre des répondants eux-mêmes, la plupart d'entre eux (58 %) s'identifient comme des femmes, 30 % comme des hommes et 6 % comme des non-binaires (voir la figure 4 au chapitre 2.3). Il s'agit donc d'un tableau assez diversifié. En outre, les évaluateurs ont examiné la diversité en termes de types d'organisations participant aux plateformes. Dans l'ensemble, tous les types d'organisations sont bien représentés dans les plateformes. La majorité des répondants travaillent avec une organisation dirigée par des jeunes (38%). Par ailleurs, 23% des répondants travaillent avec une organisation féministe/de défense des droits de la femme, une organisation LGBTI (20%) ou une organisation au service des jeunes (18%) (voir également le chapitre 2.3).

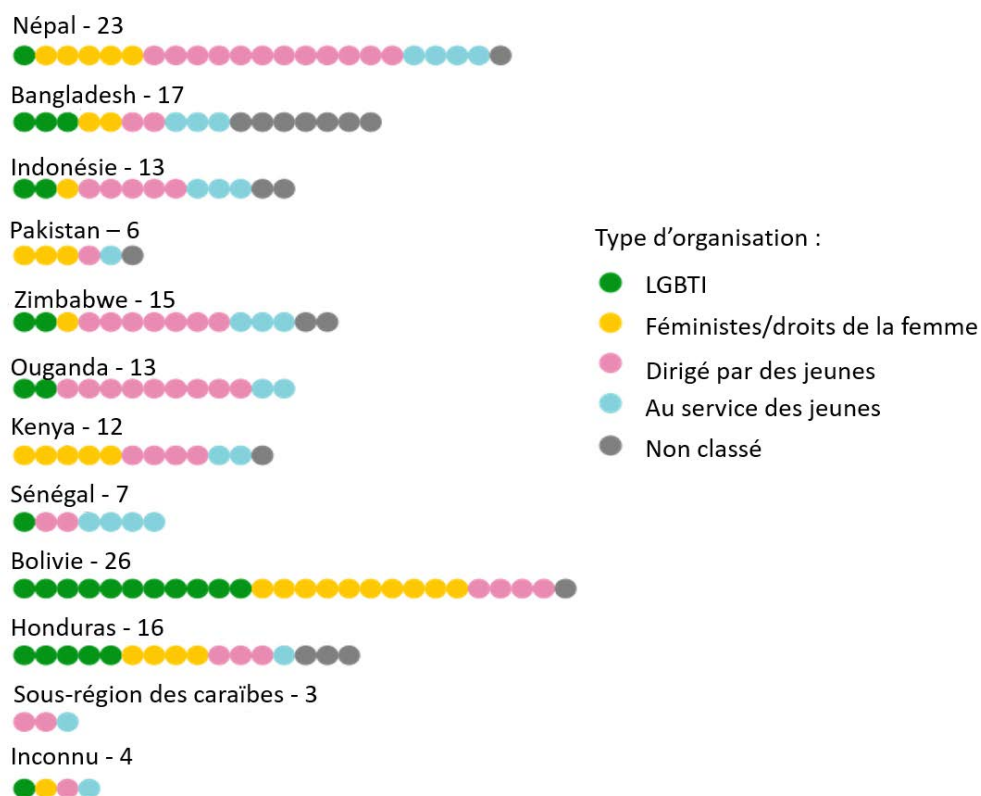


Figure 16. Diversité des types d'organisation des répondants

Il convient toutefois de faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit de tirer des conclusions sur la diversité de la plateforme, notamment au niveau national, car toutes les organisations n'ont pas participé à l'enquête Sprockler et, dans certains cas, plusieurs répondants d'une même organisation ont participé. Cependant, cela donne un tableau global, qui montre que les organisations dirigées par des jeunes et/ou au service des jeunes sont représentées dans tous les pays.

Il convient également de noter que la diversité, l'inclusion et la collaboration interne au sein des plateformes n'ont pas vraiment été évoquées dans les histoires de changement, ce qui montre que par rapport aux résultats élaborés dans les HdC, ces aspects des plateformes n'ont pas été considérés comme décisifs. La seule exception ici est l'HdC sur le résultat en Indonésie, où il a été noté que le fait de travailler au sein d'une plateforme a permis à un membre de la plateforme de recevoir un soutien moral individuel de la part des autres membres de la plateforme. Le fait de travailler au sein d'une plateforme a également accéléré l'accès au financement à un moment où cela était vraiment opportun. En même temps, à cause des lacunes en matière de connaissances entre les membres de la plateforme, l'une des activistes ne s'est pas sentie soutenue par la plateforme à un moment où elle en avait besoin.

3.4.2. Efficacité perçue de l'"approche de la plateforme"

L'enquête Sprockler a également cherché à savoir si, avec le recul, le fait de travailler dans le cadre d'une « approche de plateforme » est considéré comme le bon choix pour obtenir des résultats en matière de plaidoyer en faveur de la SDSR. Les réponses offrent un tableau mitigé (voir la figure 17). La plupart des répondants sont plus ou moins convaincus que la plateforme était exactement ce qu'il fallait, d'autres (17%) indiquent qu'une autre approche aurait mieux fonctionné (voir la figure 17).

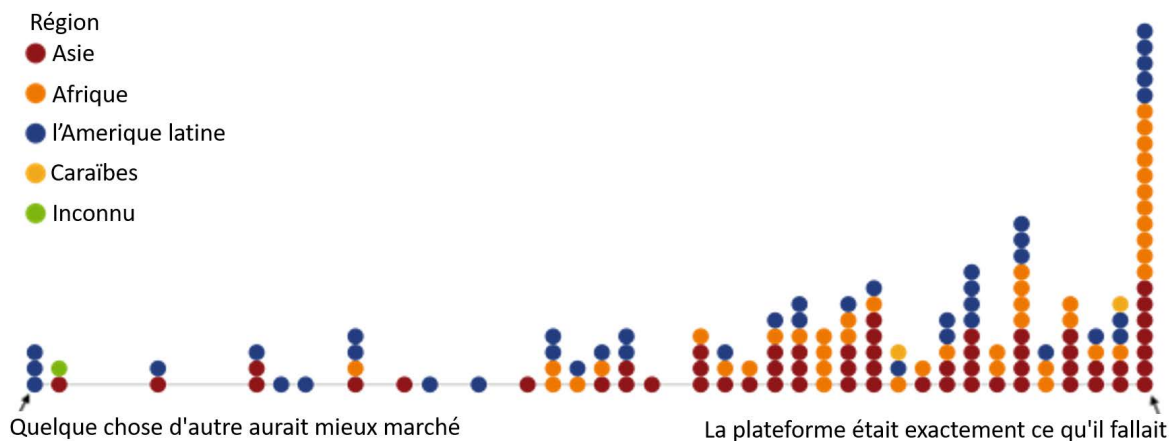


Figure 17. Efficacité perçue de l'approche de la plateforme

Les répondants qui ont indiqué que la plateforme était exactement ce dont ils avaient besoin, ont confirmé **l'efficacité de l'approche de la plateforme**, et ont particulièrement souligné l'importance de la collaboration au niveau national qui a rassemblé des organisations ayant des expériences différentes (par exemple, la création de mouvements, le plaidoyer, les mécanismes de redevabilité, les campagnes, la communication politique, etc.) et représentant divers groupes d'intérêt (LGBTI, femmes, jeunes, etc.). Ils expliquent qu'avant l'existence de la Plateforme RHRN, les organisations spécialisées dans la SDSR travaillaient surtout de manière individuelle (par exemple au Sénégal, au Kenya, au Népal), moins coordonnée (par exemple en Indonésie) ou étaient même en concurrence les unes avec les autres pour les fonds et les « espaces » (par exemple au Zimbabwe). Au Bangladesh, RHRN est la seule plateforme qui travaille en faveur de la SDSR des jeunes. De nombreux répondants confirment que grâce à RHRN, les organisations membres de la plateforme ont uni leurs forces et ont pu parler d'une seule voix sur les sujets de SDSR. Un répondant du Népal a mentionné que, de ce fait, le gouvernement et les autres parties prenantes prenaient la SDSR plus au sérieux lorsqu'ils étaient approchés par la plateforme que lorsqu'il s'agissait d'organisations individuelles. Un répondant en Indonésie souligne que RHRN les a encouragés à créer des réseaux avec d'autres mouvements, ce qui a favorisé les campagnes et les manifestations de masse.

En outre, les jeunes agents de plaidoyer, en particulier dans les organisations dirigées par des jeunes, ont pu travailler plus intensément dans le cadre de la plateforme, car ils étaient également guidés et soutenus par les grandes organisations membres de la plateforme. En l'absence d'une plateforme, l'impact et l'ampleur de leur travail auraient très probablement été moindres. Par exemple, une petite organisation dirigée par des jeunes au Bangladesh s'est fortement impliquée dans les questions LGBTIQ, pour lesquelles elle n'aurait pas pu se faire enregistrer officiellement. Mais la plateforme leur a donné l'occasion de plaider en faveur de ce thème aux niveaux national, régional et international.

La création de plateformes a permis de réunir des partenaires aux capacités et aux compétences diverses. Les capacités ont été renforcées non seulement au niveau individuel (comme expliqué dans les exemples de renforcement des capacités), mais également au niveau organisationnel, les experts ont pu se compléter sur plusieurs questions de plaidoyer en SDSR. Comme l'explique un répondant en Ouganda :

« Lorsqu'une organisation manque de capacités, elle est aidée et soutenue. Cela a fonctionné non seulement comme une approche efficace pour obtenir des résultats, mais aussi comme une courbe d'apprentissage ou un exercice de renforcement des capacités pour la plupart des organisations de la plateforme. »

En résumé, les plateformes ont été en mesure d'atteindre un plus grand nombre, et aussi un plus large éventail de décideurs. Comme l'explique un répondant au Kenya : « *Le nombre et l'union font la force : l'impact est meilleur et plus grand.* »

L'histoire du changement du Honduras montre que la Plateforme RHRN a fourni un espace unique pour travailler ensemble. Le programme de travail et les objectifs de la plateforme ont été élaborés par les organisations locales et ont été menés à bien par des dizaines de jeunes qui ont trouvé dans la Plateforme Right Here Right Now un espace pour travailler en faveur de leurs droits avec d'autres jeunes de différentes régions et dans différents contextes.

Toutefois, la collaboration s'accompagne aussi de défis. La plupart des défis mentionnés sont liés à la coordination interne, à la collaboration et aux processus décisionnels. La cohésion limitée au sein de certaines plateformes semble être un écueil, lorsque les organisations ne parviennent pas à partager en interne leurs progrès ou leurs résultats, ou lorsqu'elles ne travaillent que sur leurs propres questions prioritaires, ou encore lorsqu'elles travaillent en vase clos. Certains répondants d'Amérique latine ont mentionné qu'il y avait un manque de synergie, d'inclusion et de soutien au niveau national, ce qui rendait difficile de trouver un équilibre et de travailler ensemble.

Un répondant du Honduras explique ainsi : « *Chaque groupe ne travaille que pour résoudre ses problèmes spécifiques, et les actions des autres axes sont ignorées.* ». Un autre élément préoccupant est le processus décisionnel, qui n'a pas été apprécié par tous (surtout dans la région ALC) ou qui a été piloté par une organisation d'accueil non opérationnelle, comme l'a confié un répondant au Sénégal.

Certains répondants font part de points à améliorer concernant l'efficacité des plateformes. Les suggestions d'amélioration comprennent l'**application d'une plus grande variété de techniques de plaidoyer**, telles qu'un accent plus marqué sur les campagnes et sur l'influence de l'opinion publique, ainsi qu'une plus grande attention à la recherche universitaire et au plaidoyer fondé sur des preuves en vue d'avoir une plus grande efficacité. Un répondant en Bolivie a fait remarquer que, bien que RHRN vise à faire entendre la voix des jeunes, il n'y a pas eu beaucoup d'activités avec les jeunes eux-mêmes et il suggère d'intensifier les activités avec les jeunes, notamment en organisant un camp de jeunes. Un répondant au Pakistan a également déclaré que la plateforme devrait **s'engager davantage auprès des principales parties prenantes, comme les leaders religieux, les médias, le monde universitaire et les jeunes**. Selon cette personne, le rôle des leaders religieux est essentiel pour la promotion de la SDSR, mais n'a pas été suffisamment pris en compte. Cela est confirmé par une analyse des histoires de changement, qui montre que l'engagement des leaders religieux et des médias a été une approche essentielle pour changer les perceptions et les discours sur la SDSR.

3.4.3. Effet perçu sur les femmes, les jeunes et les LGBTI

D'après les réponses des représentants des organisations membres de la plateforme, leur travail de plaidoyer a eu un effet positif sur la vie des jeunes et des femmes et, dans une moindre mesure, sur celle des LGBTI. En Afrique, il semble que l'on accorde plus d'attention aux jeunes, tandis qu'en Amérique latine, on met un peu plus l'accent sur les LGBTI et les femmes,⁶¹ et en Asie sur les trois groupes cibles (voir la figure 18). Ces résultats correspondent également globalement à la diversité des types d'organisations dans les différentes plateformes (voir la figure 16 dans la section 3.4.1). Il convient de noter que l'effet plus limité sur les organisations LGBTI et leur base n'est pas surprenant car elles ont un plus long chemin à parcourir. Elles ont trouvé leur place au sein des plateformes - ce qui peut être considéré comme un acquis important - mais pas encore dans la même mesure au niveau de l'agenda de plaidoyer. Ces nouvelles relations et l'intégration au sein des plateformes sont des étapes importantes vers un impact plus important sur la vie des LGBTI.

⁶¹ Comme il n'y a eu que trois réponses des Caraïbes, nous faisons référence ici à l'Amérique latine (sans les Caraïbes), et cette conclusion s'applique particulièrement à la Bolivie et au Honduras.

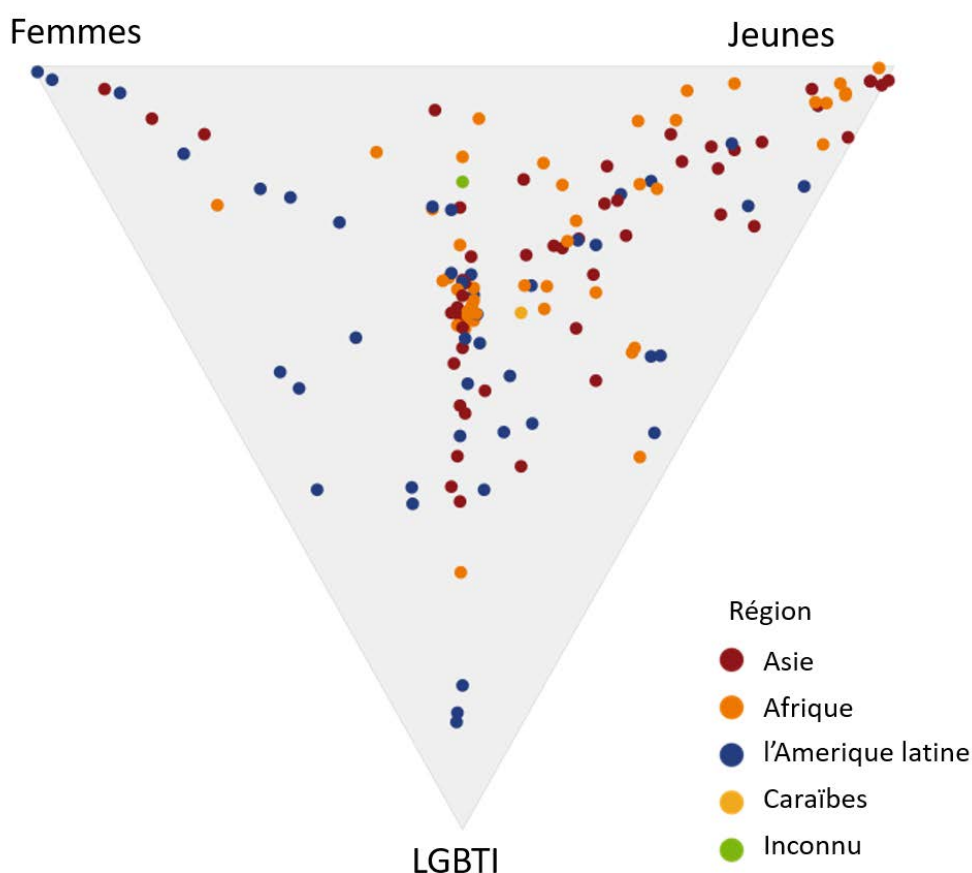


Figure 18. Point de vue des répondants sur l'effet des plateformes sur la vie des femmes, des jeunes et/ou des LGBTI

Certaines remarques critiques, notamment en provenance de la région ALC, ont également été enregistrées. Un répondant du Honduras a estimé que l'agenda relatif aux femmes était trop prioritaire, notamment en termes de soutien international et régional de RHRN, tandis que l'inclusion des activités de l'axe LGBTI était trop limitée. Un répondant en Bolivie a ajouté que la promotion et le plaidoyer en matière de SDSR ont été très difficiles, car il s'agit d'un processus de changement qui nécessite du temps et une programmation continue. Ce dernier point est particulièrement important pour les plateformes d'Amérique latine et des Caraïbes, puisque RHRN ne se poursuivra pas dans ces régions. Cela a peut-être influencé les réponses aux questions des représentants des plateformes respectives en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Dans l'ensemble, les défis mentionnés portent notamment sur une cohésion limitée lorsque les organisations ne parviennent pas à partager en interne leurs progrès ou leurs résultats. En particulier en Amérique latine, certains répondants font état d'un manque de synergie, d'inclusion et de soutien au niveau national. Leurs suggestions d'amélioration comprennent : un accent plus marqué sur les campagnes et sur l'influence de l'opinion publique ; une plus grande attention portée à la recherche universitaire ; un plaidoyer fondé sur des faits probants ; une plus grande attention portée à l'engagement avec les parties prenantes clés telles que les leaders religieux, les médias, le monde universitaire et les jeunes.

3.5 Interaction entre les niveaux national, régional et international

3.5.1 Renforcement entre les niveaux

La mesure dans laquelle les niveaux national, régional et international de plaidoyer de RHRN se sont renforcés mutuellement varie de « un peu » à « beaucoup » (voir la figure 19).

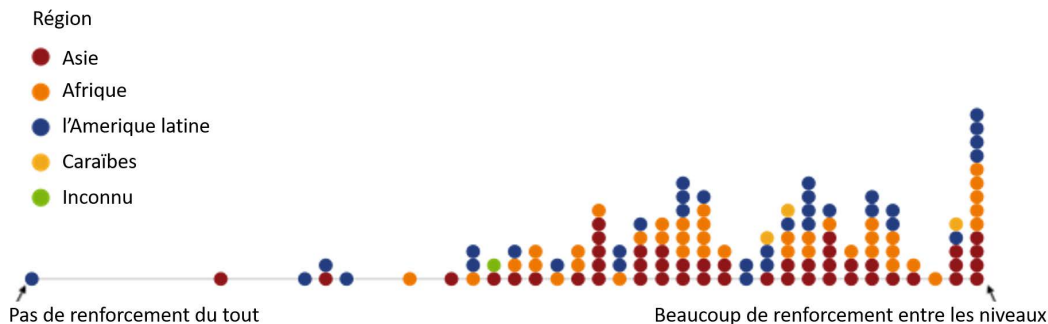


Figure 19. Renforcement perçu entre les niveaux national, régional et international

La plupart des répondants reconnaissent que **les niveaux national, régional et international de plaidoyer de RHRN se sont considérablement renforcés mutuellement**. Au niveau national, les répondants ont mentionné comment la Plateforme RHRN a renforcé les compétences et les capacités des organisations membres et de leurs représentants, en vue de leur permettre de s'engager dans des stratégies nationales, et a ainsi contribué aux changements concernant la SDSR au niveau national. En outre, les partenaires de RHRN aux niveaux régional et international ont soutenu ce plaidoyer au niveau national et ont fait pression sur les gouvernements respectifs pour qu'ils prennent en compte le message de plaidoyer.

Un répondant au Kenya a ainsi expliqué le renforcement de RHRN dans les processus internationaux :

« La coalition RHRN a assuré le suivi des recommandations de la CPD, de la CIPD et du Forum régional africain sur les objectifs de développement durable (ARFSD) aux niveaux régional et national, afin de garantir leur mise en œuvre. » Le soutien direct des partenaires internationaux (notamment en termes de ressources, d'expertise) a également permis aux plateformes d'accroître leur efficacité.

Un autre répondant du Kenya explique :

« Grâce aux sessions conjointes de renforcement des capacités, les plateformes ont pu apprendre les unes des autres et également promouvoir ensemble des déclarations dans les arènes régionales et internationales. »

Un répondant du Bangladesh ajoute :

« L'harmonie entre le plaidoyer national, international et régional a toujours été si efficace et fructueuse. Les partenaires internationaux ont toujours aidé la plateforme nationale à faire entendre sa voix et faire connaître sa situation sur la scène internationale. De même, le plaidoyer régional et international a été mis en œuvre avec succès en obtenant des informations sur le contexte d'un pays. RHRN a également créé un espace de partage des connaissances entre les pays, ce qui a été très utile. La création de réseaux est l'un des éléments clés du plaidoyer. RHRN a joué un rôle très positif en termes de mise en réseau. Des occasions ont été créées pour mener des actions de plaidoyer depuis la base jusqu'au niveau international. »

Un autre répondant de Bolivie :

« Avant tout, aux niveaux national et régional, je pense que les plateformes RHRN ont réussi à se renforcer mutuellement, car elles ont permis de réaliser différentes actions conjointes pour renforcer les capacités, et d'autres pour avoir un impact au niveau régional. »

La pression que les forums internationaux/régionaux peuvent exercer sur les gouvernements apparaît clairement dans certaines des histoires de changement. Dans l'histoire de l'Ouganda, un des répondants de RHRN déclare qu'ils ont formé et renforcé les capacités des jeunes sur les opportunités régionales, continentales et internationales de plaider, par exemple la Communauté d'Afrique de l'Est, l'Union africaine, les Nations Unies et les Examens périodiques universels, car *« nous savons que lorsque la pression vient d'en haut, les gouvernements ont parfois tendance à travailler plus rapidement. »*

Une parlementaire interrogée au Zimbabwe dit un peu la même chose lorsqu'elle explique pourquoi le plaider au niveau de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) est si important.

« L'engagement sur l'avortement sécurisé au niveau du Parlement de la SADC nous permet de convaincre facilement d'autres parlementaires au Zimbabwe. Je peux interpeller le président du Parlement zimbabwéen et lui dire : « vous avez signé au niveau de la SADC ». Ou, si la SADC l'a adopté, le Zimbabwe est obligé d'approuver la révision de la loi sur l'interruption de grossesse. »

Une jeune agente de plaider en faveur de la SDSR au Pakistan, qui a participé au Forum politique de haut niveau (HLPF) sur les objectifs de développement durable (ODD) à New York, a déclaré que le processus coordonné au niveau international des objectifs de développement durable a rendu son gouvernement plus responsable vis-à-vis des OSC nationales. Sa participation à l'Examen national volontaire de son pays a obligé les responsables gouvernementaux à réfléchir sur la SDSR. *« Grâce au processus des ODD, nous l'avons mis à l'ordre du jour de notre gouvernement, ils doivent faire quelque chose à ce sujet. »* En termes très concrets, les engagements en faveur des ODD pris par le gouvernement pakistanais, par exemple, ont permis aux membres de la Plateforme nationale du Pakistan d'aborder (prudemment) l'éducation complète à la sexualité dans les écoles publiques. Cependant, la jeune agente de plaider indique également que les interactions sur une plateforme internationale sont difficiles à suivre au niveau national. Elle indique que les représentants du gouvernement pakistanais ont réagi à sa déclaration au HLPF, mais que les assurances de suivi une fois de retour au Pakistan ne se sont pas concrétisées.

Lors de la réunion de validation qui s'est tenue dans le cadre de cette évaluation, les participants de RHRN de toutes les régions du monde ont mentionné que, souvent, l'espace pour s'engager au niveau régional ou international est approprié, mais qu'il est plus difficile d'assurer un suivi au niveau national. Les exemples qui ont été donnés illustrent le fait que les jeunes, et en particulier les jeunes femmes, bien souvent ne sont pas pris au sérieux au niveau national. Un autre problème signalé est le manque de sensibilisation des acteurs nationaux, y compris le gouvernement, aux processus et engagements régionaux/internationaux (par exemple, l'EPU, les ODD), ce qui rend le suivi difficile pour les partenaires de RHRN.

Les répondants qui ont indiqué que le **renforcement entre les niveaux a été limité** ont expliqué que les connaissances n'étaient pas bien diffusées à tous les niveaux du réseau (Asie). Un répondant d'Afrique nous dit que le renforcement aurait pu être meilleur s'il y avait eu plus d'apprentissage croisé et d'activités conjointes entre les pays du consortium, et si des subventions individuelles avaient été accordées (avec une coordination centrale), au lieu financement groupé combiné. Il a également été signalé que la variété des personnes participant aux arènes internationales était limitée.

Un répondant en Bolivie explique :

« Les espaces de plaider et de renforcement des capacités ont été très importants pour apprendre les processus internationaux et leurs liens ou leur mise en œuvre aux niveaux national et local. RHRN a sans aucun doute contribué à ce que plus de personnes, en particulier les jeunes, s'impliquent et puissent influencer ces espaces d'une meilleure manière. Cependant, l'appropriation de ces connaissances et leur mise en œuvre n'ont pas été généralisées dans de nombreuses organisations

membres, et beaucoup de personnes qui ont renforcé leurs capacités ne les ont pas partagées avec les autres membres. »

Au cours de la réunion de validation précitée, il a également été signalé que la réception rapide des informations de la part des partenaires du Consortium a été un défi. Le délai pour sélectionner les jeunes et les préparer à temps pour l'événement de plaidoyer régional/international était limité. En outre, après l'organisation d'un important événement de plaidoyer, les membres du Consortium devaient se rendre à un autre événement, et n'avaient le temps d'aider au suivi au niveau national. Il a été dit que ces difficultés seraient prises en compte dans le prochain programme de RHRN.

3.5.2 Soutien des partenaires régionaux et internationaux de RHRN

Nous avons demandé aux répondants dans quelle mesure les partenaires régionaux et internationaux de RHRN soutenaient le travail de leur plateforme RHRN nationale. Comme le montre la figure 20, les réponses concernant le soutien régional et international sont similaires, une grande majorité (environ 85%) étant **très positives et appréciant le soutien reçu des partenaires régionaux et internationaux de RHRN**. Les exemples de soutien comprennent : le financement de la participation à des conférences internationales, le plaidoyer au niveau des Nations Unies et l'assistance dans le cadre du processus de l'EPU, ainsi que les ateliers et les formations de renforcement des capacités sur un large éventail de sujets (par exemple, les récits, la théorie U, les relations de pouvoir, l'entrepreneuriat social, la mise en œuvre de la "participation significative et inclusive des jeunes", la gestion de l'opposition et la sécurité et la sûreté).

Un représentant d'une organisation membre de LGTBI en Bolivie explique :

« Cela a été avant tout un processus réciproque d'apprentissage à partir d'expériences, de visites, d'expériences, d'histoires de chaque région concernant les questions qui nous intéressaient. Des réseaux de soutien ont surtout été établis pour renforcer nos demandes et nos attentes. Cela a permis de générer d'importants échanges de connaissances, de débats, d'études, de recherches, etc. »

Un répondant du Zimbabwe a indiqué :

« (...) le soutien était excellent et fourni à la demande. Les équipes régionales et internationales ont fourni de bons conseils. Le seul problème, c'était l'hypothèse selon laquelle faire partie de l'équipe internationale ou de l'équipe régionale signifie que vous vous y connaissez mieux que l'équipe nationale. »

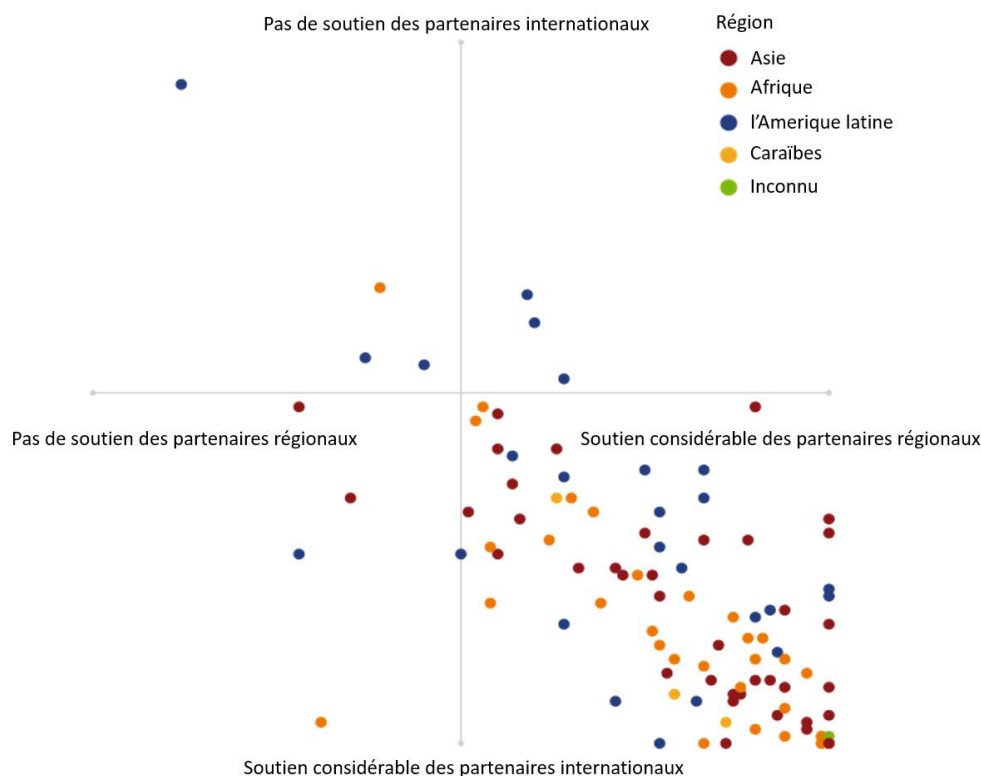


Figure 20. Soutien perçu des partenaires régionaux (abscisse) et internationaux (ordonnée) de RHRN

Plusieurs réponses critiques portent sur la bureaucratie administrative au niveau international (par exemple, les retards dans l'approbation des plans opérationnels et des budgets annuels entraînant des retards dans la mise en œuvre), une synergie limitée et des orientations contradictoires, notamment au début du programme. Un répondant d'Indonésie a mentionné que « *certaines ateliers stratégiques régionaux étaient trop courts, ce qui a donné le sentiment que certaines décisions stratégiques étaient imposées aux équipes.* »

En résumé, les efforts de plaidoyer de RHRN ont été considérablement renforcés par l'engagement des différents niveaux au sein du programme. Les partenaires de RHRN aux niveaux régional et international ont renforcé le plaidoyer au niveau national. Les limites signalées par les répondants sont les suivantes : les connaissances ne sont pas toujours bien réparties à tous les niveaux du réseau ; le manque d'apprentissage croisé et d'activités conjointes entre les pays ; une faible diversité des personnes participant aux espaces internationaux.

Les acteurs impliqués dans les plateformes nationales sont également très positifs et apprécient le soutien reçu des partenaires régionaux et internationaux de RHRN. Les réponses critiques portent surtout sur la bureaucratie administrative au niveau international ainsi que sur le manque de synergie et les orientations contradictoires.

3.6 Durabilité

En termes de perception de la durabilité, les représentants des membres de la plateforme (les répondants à l'enquête Sprockler) sont modérément positifs concernant la mesure dans laquelle ils pensent que les changements auxquels la plateforme RHRN a contribué seront durables à l'avenir (voir la figure 21). Comme l'enquête portait sur les « changements » en général, aucune distinction ne peut être faite entre les changements de résultats politiques, de renforcement des capacités ou de mise en réseau.

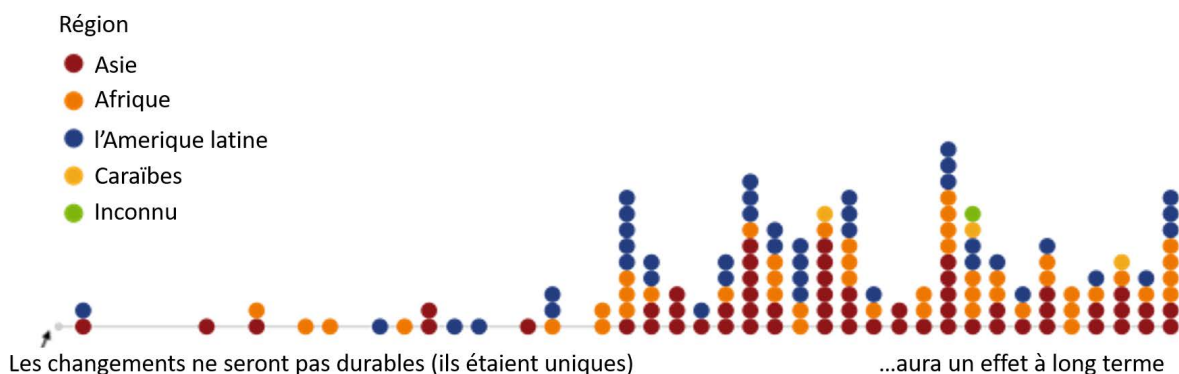


Figure 21. Attentes en matière de durabilité

On peut tirer un exemple inspirant du Népal : « La solidarité entre les membres de la plateforme restera même après la fin de la plateforme. La plateforme a contribué à l'apprentissage et au partage mutuels. La Plateforme RHRN a également joué un rôle crucial en obligeant chaque organisation à rendre des comptes, car elles devaient toutes travailler en groupe. »

Un autre répondant du Zimbabwe explique : « *Quels que soient les conflits, le consortium se réunira toujours pour faire le travail.* »

Dans le cadre du processus de justification des résultats et de l'histoire du changement, il a également été demandé aux parties prenantes externes d'évaluer la durabilité des résultats examinés. Au total, 23 parties prenantes externes ont examiné 12 résultats. Une majorité convaincante (20) de ces 23 parties prenantes ont évalué le résultat qu'elles examinaient comme étant durable. L'une des 3 parties prenantes qui ont évalué leur résultat comme moyennement durable, fait référence au Pakistan, un pays qui obtient de mauvais résultats en matière d'accès aux services de SDSR de base, notamment l'accès à la contraception, le conseil en planification familiale et l'éducation à la sexualité, en particulier pour les jeunes non mariés. Le résultat lié à la création de 17 centres de santé pour les jeunes dans la province du Pendjab en 2019 est à souligner. Cependant, l'une des parties prenantes externes interrogées pour l'histoire du changement au Pakistan déclare :

« Les centres sont en fait une porte entrouverte pour aborder les questions de sexualité chez les jeunes ». Toutefois, la durabilité des centres de santé pour les jeunes dépend dans une large mesure de la poursuite du financement par les autorités provinciales du Pendjab.

En outre, sur la base des histoires de changement, quelques observations supplémentaires peuvent être faites sur la durabilité des résultats. L'histoire du Honduras était basée sur le fait que la Cour suprême et la Chambre constitutionnelle ont admis le recours en inconstitutionnalité sur le droit au mariage entre personnes de même sexe. Selon les répondants, cela a été célébré comme un succès, car, pour la première fois, la Cour suprême de justice a ouvert la possibilité de reconnaître le mariage égal. Toutefois, l'histoire montre la frustration des deux couples qui, deux ans après avoir intenté le procès, n'ont toujours pas vu leur affaire progresser. Bien qu'une décision de justice sur l'inconstitutionnalité du mariage homosexuel puisse constituer un résultat tout à fait durable, l'admission de l'appel par le tribunal ne l'est pas vraiment.

L'accord du groupe de travail parlementaire sur les ODD au Pakistan visant à permettre la participation des ONG au processus d'examen national des ODD ne sera probablement pas retiré, car il fait partie d'un processus convenu au niveau international. Il n'est toutefois pas certain que la participation des ONG aura une influence sur

les politiques et conduira le gouvernement pakistanais à adopter des positions plus progressistes sur les questions de SDSR.

L'histoire du changement pour la sous-région des Caraïbes met en lumière l'introduction de l'ECS dans les écoles de la Jamaïque. Il est clair que ce résultat est assez controversé dans la société jamaïcaine. Le fait que les responsables qui plaident en faveur de l'ECS aient dû le faire en cachette est significatif. La pérennité des résultats de SDSR en Jamaïque dépend dans une large mesure de leur acceptation par de larges pans de la société, ce qui nécessitera un processus à long terme pour impliquer les médias et convaincre les leaders religieux, par exemple.

En Ouganda, la Ministre de la santé a d'abord rejeté le lancement des lignes directrices et normes nationales concernant les services de SDSR. Malgré la déception des membres de la plateforme RHRN qui avaient plaidé pour que les lignes directrices soient approuvées lorsque la Ministre a rejeté une première fois les lignes directrices, les efforts supplémentaires déployés pour faire accepter les lignes directrices lors d'une deuxième tentative ont probablement accru la durabilité du résultat. Entre septembre 2017, date à laquelle les lignes directrices ont été rejetées, et juin 2018, date à laquelle elles ont finalement été approuvées, les activistes de la SDSR ont réussi à mobiliser de nombreuses personnes et institutions en faveur des lignes directrices, qui, dans certains cas, ont été reformulées pour éliminer certains mots qui avaient été un sujet de discorde. Après l'approbation finale des lignes directrices, la question de la durabilité est maintenant essentiellement une question de mise en œuvre.

La durabilité de la politique de santé scolaire récemment lancée, décrite dans l'histoire du changement au Kenya, a été renforcée par le caractère inclusif du groupe de travail qui a rédigé la nouvelle politique. Les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la politique n'étaient pas le problème, car selon un répondant, le Ministère de la santé avait déjà assuré le financement. Selon lui, « ce qui est le plus important (pour la durabilité), c'est l'adhésion des responsables de la mise en œuvre au niveau de l'école ».

Les résultats décrits dans les histoires de changement au Bangladesh et au Zimbabwe se limitent à des articles favorables dans les journaux nationaux sur « l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre » (y compris les droits des personnes dites hijras) au Bangladesh et l'avortement sécurisé au Zimbabwe. Il s'agit de résultats plutôt précoces et, en tant que tels, peu durables. Cela ne veut pas dire que ces résultats ne sont pas pertinents. La place des Hijras au Bangladesh est extrêmement marginale. Sensibiliser les journalistes pour qu'ils écrivent plus favorablement sur ce groupe au sein de la société est un pas important vers leur reconnaissance. De même, au Zimbabwe, le fait que deux grands médias aient fait état de la nécessité d'élargir les circonstances dans lesquelles l'avortement est autorisé et de garantir la disponibilité de services d'avortement sécurisés et légaux ainsi que de soins post-avortement a constitué une étape importante.

Enfin, bien sûr, RHRN a contribué à renforcer les capacités des membres de la plateforme (voir la section 3.3.1), ce qui est un aspect important pour garantir la poursuite des efforts et la transmission des connaissances afin de faire avancer l'agenda de SDSR, même une fois que RHRN aura pris fin.

L'un des répondants de l'enquête Sprockler déclare :

« Le renforcement des capacités a permis d'offrir diverses opportunités aux représentants des jeunes pour contribuer à d'autres initiatives pertinentes. J'ai le sentiment que nous disposons désormais d'informations et de connaissances suffisantes sur la question, et que nous pouvons plaider en faveur de cette cause, qui ne s'arrêtera certainement pas même si le projet prend fin. Nous continuerons à travailler sur le sujet et à plaider en faveur des nécessités requises en perfectionnant nos connaissances et nos compétences. »

En résumé, les programmes dans le domaine de la SDSR rencontrent un certain nombre de défis qui pourraient entraver les effets à long terme. Toutefois, les membres des programmes font souvent preuve d'un grand dévouement, souvent personnel, pour faire avancer l'agenda de la SDSR dans leur pays et continueront à trouver des moyens de lutter pour leurs objectifs. Les capacités et les relations qui ont été développées soutiendront les

organisations dans cette démarche. Le défi pour le programme est de s'assurer que les connaissances ne se perdent pas avec la rotation du personnel et que les membres aient également le savoir-faire et les moyens de contrôler et de suivre les changements à plus long terme.

3.7 Réflexion sur la théorie du changement

Ce paragraphe est consacré à la réflexion sur les quatre pistes et leur cohérence.

Les évaluateurs ont estimé qu'il était possible de tracer clairement les résultats le long des quatre pistes de changement identifiées dans la théorie du changement. L'arbre de la TdC présente un flux assez logique et réaliste, des racines au tronc, en passant par les principales branches et brindilles jusqu'à la couronne feuillue. Ceci étant dit, quelques remarques peuvent être faites.

Dans la **piste 1**, on part du principe que lorsque les médias et les personnes publiques influentes sont renforcés (par RHRN) pour s'exprimer positivement sur la SDSR, cela augmente également le soutien à la SDSR dans la société en général. La portée de cette hypothèse n'est pas évaluée dans le cadre de cette évaluation, car la méthodologie de collecte des résultats appliquée par RHRN ne permet pas de saisir les changements liés aux attitudes de la population générale, tels que l'augmentation du soutien à la SDSR dans la société en général. La partie supérieure de la piste 1 n'entre pas dans le cadre de cette évaluation finale. Par conséquent, en utilisant la CR, aucune conclusion ne peut être tirée concernant la mesure dans laquelle les expressions publiques d'acteurs et d'organismes influents (tant gouvernementaux que non gouvernementaux) et des médias en faveur de la SDSR, ont effectivement augmenté aussi le soutien en faveur de la SDSR au sein de la société de manière générale.

En outre, les changements sociétaux sont difficiles à provoquer et sont souvent le résultat d'une interaction entre de nombreux facteurs différents. Pour la TdC du programme, il est suggéré de « déplacer » les changements sociétaux du niveau de résultat intermédiaire au niveau de résultat à long terme, car la formulation (changement sociétal) implique un changement au niveau de l'impact, c'est-à-dire un changement dans la vie quotidienne des gens. D'autre part, la recherche du soutien du « public » pour faire pression sur les décideurs pourrait être considérée comme une stratégie de campagne valable, et pourrait alors être ajoutée à la liste des interventions mises en œuvre pour obtenir un changement de politique, et ne pas apparaître du tout comme un résultat escompté. Une prochaine TdC pourrait mettre davantage l'accent sur l'élaboration d'une stratégie médiatique, ou d'une stratégie de travail avec des champions pour susciter le soutien du public, et il serait bon de séparer les deux, car au cours de l'analyse, il a été constaté que les résultats de ces deux groupes sont assez distincts.

Dans les **pistes 2 et 4**, on part du principe qu'une participation accrue des OSC et des jeunes à l'élaboration des politiques et à la prise de décision (espace civique accru) contribue à améliorer les connaissances, les compétences et la volonté politique des décideurs. Cependant, au niveau national (**piste 2**), les évaluateurs ont trouvé peu de preuves d'une relation entre les résultats rapportés sur l'engagement civique accru d'une part, et les résultats liés à la volonté politique d'autre part. Les résultats relatifs à la volonté politique au niveau national semblent avoir été obtenus par les plateformes influençant directement les objectifs de plaidoyer, plutôt que par l'implication structurelle des OSC et des jeunes dans les mécanismes, notamment les groupes de travail techniques. La participation significative des jeunes, en particulier, s'est avérée être un défi, et encore plus pour les plateformes d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans la **piste 4**, aux niveaux régional et international, cette relation semble plus évidente, puisque les OSC et les jeunes ont directement influencé les objectifs de plaidoyer en participant à des événements régionaux et internationaux. Il est donc conseillé de considérer l'accroissement de l'espace civique comme une piste distincte, dans laquelle tous les résultats obtenus qui sont des signes d'accroissement de l'espace civique peuvent être une contribution à des résultats politiques spécifiques, mais souvent aussi le résultat final.

L'on note un assez grand nombre de résultats sur le « renforcement de la volonté politique » et sur « l'adoption des politiques ». En supprimant l'espace civique accru de la **piste 2** et en le plaçant dans une piste distincte, les résultats de la « volonté politique » peuvent être « déplacés » au bas de la piste, ce qui est un endroit plus

approprié, car les résultats relatifs à la volonté politique peuvent parfois être atteints assez tôt. Cela implique que les résultats de l'adoption des politiques peuvent également être déplacés d'un niveau vers le bas, du niveau des résultats à long terme au niveau des résultats intermédiaires, et qu'ils relèveront donc de la sphère d'influence de RHRN. La mise en œuvre effective des politiques peut cependant être maintenue au niveau des résultats à long terme, mais tous les autres résultats politiques, tels que la rédaction de politiques, les adaptations de politiques, les feuilles de route, la garantie de budgets pour la SDSR, l'élaboration d'outils de suivi et d'évaluation pour la mise en œuvre des politiques, peuvent alors être déplacés vers le niveau des résultats intermédiaires.

Pour ce qui est de la **piste 4**, les évaluateurs sont impressionnés par le grand nombre de résultats aux niveaux régional et international, qui a certainement été atteint en étroite collaboration avec les plateformes nationales, ainsi qu'avec d'autres acteurs opérant dans ce domaine de travail. Cependant, le lien entre les pistes 2 et 4 n'était pas clair en théorie, et n'a pas non plus été trouvé pendant l'analyse. Pour les programmes futurs, les hypothèses qui sous-tendent le lien entre les processus de plaidoyer au niveau national par rapport aux niveaux régional/international pourraient être clarifiées un peu plus. La façon dont les processus internationaux sont censés apporter un appui au niveau national et/ou vice versa pourrait bénéficier d'un éclairage supplémentaire.

Le processus de collecte des résultats a également révélé des résultats liés à l'**établissement de relations** qui ne sont pas explicites dans la TdC. Étant donné que les interactions et les relations positives entre les acteurs sont souvent le « socle » du changement, cette composante est considérée comme un type de changement important qui pourrait être inclus dans une future TdC. L'approche de la plateforme, telle qu'elle est actuellement décrite dans la **piste 3**, pourrait être élargie pour y inclure également l'établissement de relations, ou la collaboration dans des coalitions et des alliances, avec des organisations partageant les mêmes idées.

Des espaces adaptés aux jeunes au Pendjab



En 2019, après un lobbying intensif des membres de RHRN, dix-sept centres de santé pour les jeunes ont été créés dans la province du Pendjab au Pakistan. Les jeunes Pakistanais peuvent y obtenir des informations sur toutes les questions liées au sexe. Espérons qu'ils n'auront pas à vivre les mêmes expériences que la jeune fille enceinte de 15 ans qui a cherché de l'aide au centre de Lahore. Les dix-sept centres constituent un grand pas en avant, mais une simple goutte d'eau dans l'océan des besoins réels de ce jeune pays qu'est le Pakistan.

Au Pakistan, le sexe n'est pas un sujet de conversation courant entre les parents et leurs enfants. Et c'est un euphémisme.

« En conséquence, de nombreux jeunes Pakistanais s'adonnent à des activités dangereuses, avec des résultats parfois désastreux », déclare une jeune thérapeute (29 ans) de niveau postdoctoral travaillant dans l'un des centres de santé adaptés aux jeunes récemment créés à Lahore, au Pendjab, lors d'une interview en ligne. Elle trouve rapidement un exemple. « Il y a quelque temps, une

jeune fille de 15 ans est venue dans notre centre. Il s'est avéré qu'elle était enceinte.

Lorsque nous lui avons parlé, elle a admis que ni ses parents, ni d'autres membres de la famille ne lui avaient jamais parlé des menstrues. Elle en parlait plutôt avec ses amies, qui lui ont transmis des informations erronées sur les menstrues et la fertilité. Très vite, la jeune fille est tombée enceinte. »

C'est un exemple parmi tant d'autres. Les centres de santé qui ont été récemment ouverts répondent aux besoins de nombreux jeunes de la région. « Nous comprenons les problèmes ; nous sommes là pour aider les jeunes avec des solutions pratiques et des conseils. » Les sentiments culturels de nombreuses personnes concernant les jeunes et la sexualité constituent un important goulot d'étranglement. Comme l'explique la jeune thérapeute : « Nous devons en apprendre davantage sur la manière d'atteindre les communautés sans les offenser et sans les faire se sentir vulnérables. » La création de centres de santé adaptés aux jeunes était l'un des objectifs de l'Association de planification familiale du Pakistan (FPAP), membre de la Plateforme RHRN. Le chemin n'a pas été facile : la stigmatisation sociale associée à la santé et aux droits sexuels et reproductifs s'est avérée être un défi majeur. La FPAP a participé à de nombreuses réunions de lobbying avec le Département du bien-être de la population (PWD) et d'autres parties prenantes. Plusieurs responsables et consultants techniques concernés ont été encouragés à plaider en faveur d'un budget exclusif à cet effet. Les efforts ont porté leurs fruits : En 2019, le PWD a lancé le plan dit Plan de mise en œuvre

chiffrée du Pendjab, permettant la création de 17 centres de santé pour adolescents.

Compte tenu du contexte, de nombreuses parties prenantes ont réagi en estimant que 17 centres seulement n'étaient qu'une goutte d'eau dans l'océan. Comme l'a dit Ahmad, président des jeunes (conseil d'administration de la FPAP) : « Les jeunes constituent une fraction majeure de la population totale du Pendjab. Allouer des fonds pour seulement 17 centres de santé pour un si grand nombre d'entre eux n'est rien. Nous voulions aborder la question à un niveau plus large, mais à cause de l'agenda du gouvernement, de la disponibilité limitée de fonds pour les jeunes et de la stigmatisation et des tabous liés au sujet de la SDSR, la réalisation de l'objectif est restée un défi constant. »

Quelque chose de louche

Mais le nombre limité de centres n'est pas le seul problème. Leur localisation est également problématique. Sarfraz Kazmi, le responsable régional de la FPAP du Pendjab, explique que l'utilisation réelle des centres est souvent entravée par leur emplacement. « Les centres pour jeunes sont situés dans les centres de planning familial existants. C'est un problème. Lorsque nous avons constaté que dans certains centres, le nombre de visiteurs était inférieur à celui prévu, nous avons organisé une discussion avec les membres de la communauté. Une sage-femme a expliqué que l'entrée principale du centre faisait face à la place du marché central de la ville. Quelqu'un qui entrait dans le centre était visible de toutes les personnes présentes dans le marché. Ce n'est pas quelque chose que l'on souhaite. Si une personne voit sa nièce ou la fille de son voisin entrer dans le centre, elle peut penser qu'il y a quelque chose de louche. Comprenant cela, nous avons ouvert une autre entrée à l'arrière, et très vite, le nombre de visiteurs est passé de quelques personnes par jour à 35-40 personnes. » Un autre problème concernait le sexe des thérapeutes et des conseillers. La FPAP a proposé un modèle de conseillers masculins et féminins pour les clients masculins et féminins. Mais le PWD a plutôt mis l'accent sur le recrutement de personnel féminin. Sarfraz Kazmi : « Pour certains adolescents de sexe masculin, cela pose problème car ils ne se sentent pas à l'aise pour discuter de leurs problèmes avec une personne du sexe opposé. La FPAP a tenté de remédier à ce problème en créant sa propre ligne d'assistance téléphonique où les jeunes hommes peuvent discuter de questions sexuelles avec des conseillers masculins. Pour remédier aux autres faiblesses des récents centres de santé pour les jeunes, la FPAP a engagé des efforts de lobbying supplémentaires pour augmenter le budget alloué aux centres et accroître le nombre de centres à un niveau plus approprié à la population à laquelle ils s'adressent. Selon M. Kazmi, il manque un plan de mise en œuvre bien conçu. « Il n'y a aucune référence au

renforcement périodique des capacités et à la mise à niveau du personnel ; le mécanisme de redevabilité, y compris le suivi et la mesure des progrès et de la productivité, n'est pas évoqué non plus. » Il ajoute avec une pointe de sarcasme : « C'est comme s'ils avaient élaboré un texte sacré autour des besoins des jeunes et qu'ils présumaient qu'il n'aurait jamais besoin d'être actualisé. »

Une porte entrouverte

Malgré les limites de l'exécution du CIP, une thérapeute du centre de santé, déclare : « Les centres sont en fait une porte entrouverte pour aborder les questions de sexualité chez les jeunes. Nous essayons d'atteindre les groupes cibles par le biais des écoles, des infirmières et des médecins locaux qui sensibilisent les lycéens et les patients et les orientent vers le centre. Ce mécanisme est un processus long mais qui s'accélère lentement. Avant nos sessions avec les adolescents dans les écoles, nous sensibilisons également le personnel des écoles. Mais même si nous sommes très prudents et sensibles aux sentiments culturels, on nous dit toujours de ne pas parler ouvertement de certaines choses. Ils craignent que la communauté locale n'apprécie pas cela et que cela nuise à la réputation de l'école. C'est dans ce type de scénarios que nous nous efforçons d'accroître la portée du centre. »

Elle poursuit : « Les centres ciblent les adolescents de 12 à 19 ans, mais ici, dans notre centre, nous accueillons également des jeunes de 20, voire 22 ans. Ils ont récemment franchi l'âge cible, mais ils traversent la tourmente des questions de sexualité, ce qui entraîne des problèmes émotionnels et psychologiques. » Toutes les parties prenantes interrogées dans le cadre de cette histoire partagent des sentiments mitigés quant au résultat : oui, les espaces sont fonctionnels, mais il reste beaucoup à faire pour les rendre durables et répondre efficacement aux besoins des jeunes et de la communauté.

■ Résultat du Pakistan

En mars 2019, le Département du bien-être de la population du Pendjab a lancé le Plan de mise en œuvre chiffré du Pendjab qui comprend des initiatives pour les jeunes (à savoir, la création de 17 centres de santé pour adolescents et la formation de psychologues cliniques féminins), alors qu'auparavant, aucun document officiel du gouvernement du Pendjab ne répondait dans une telle mesure aux besoins des jeunes en matière de SDSR, car la politique du Pendjab concernant les jeunes n'abordait pas cette question dans le détail.

Tu dois vraiment aimer quelqu'un...

Elle traverse les rues dangereuses de Tegucigalpa et de Comayagüela, les villes jumelles qui forment la capitale hondurienne. Dans son sac à dos, elle transporte des vêtements brillants, des talons et du maquillage. C'est son identité qu'elle transporte dans ce sac. Elle est très attentive aux dangers qui l'entourent et essaie de rester invisible pour naviguer en toute sécurité dans un terrain plein de haine et de violence.

■ Résultats au Honduras

Le 9 février 2019, les magistrats de la Chambre constitutionnelle du pouvoir judiciaire du Honduras ont admis le recours en inconstitutionnalité sur le droit au mariage homosexuel, qui a été discuté ouvertement pour la première fois, pour étude et consultation juridique, déposé un mois plus tôt par les représentants de l'axe stratégique des LGBT.

En octobre 2018, la Cour suprême de justice du Honduras a accepté le recours en inconstitutionnalité présenté par Donny Reyes et Alex Sorto de RHRN Honduras, afin de démontrer que le droit des couples de même sexe à l'égalité du mariage est violé et que l'État ne répond pas au mandat de l'OC24, alors que précédemment, ce type d'action était rejeté.

Lorsqu'elle arrive au quartier général d'Arcoiris (arc-en-ciel en espagnol), tout change. La peur se transforme en espoir, et l'étreinte des sœurs et des frères lui indique

qu'elle a atteint un port sûr. Dans le paysage gris de la capitale du Honduras, les bureaux colorés de l'organisation LGTBI sont devenus un phare. Ce bâtiment est le centre où les femmes trans, les hommes gays, les femmes lesbiennes et les bisexuels se réunissent pour s'entraider et revendiquer leurs droits. Une solidarité commune est nécessaire, car les personnes qui brisent les normes ultraconservatrices imposées par les pouvoirs en place subiront l'injustice, la violence et la discrimination.

En octobre 2018, la Cour suprême de justice a reçu une requête d'inconstitutionnalité déposée par les citoyens Donny Reyes et Alex Sorto. Reyes et Sorto ont fait valoir que leurs droits constitutionnels étaient violés car ils n'étaient pas autorisés à épouser leurs partenaires (masculins). En 2018, leur affaire a été célébrée comme un succès, car pour la première fois, la Cour suprême a accepté une telle requête. Dans les cas précédents, des demandes similaires avaient été rejetées.

Mais deux ans plus tard, peu de progrès ont été réalisés. Le corps des magistrats n'a toujours pas donné de réponse, mais la pression sociale augmente et l'action elle-même est devenue un jalon dans la lutte. Si la réponse du système judiciaire hondurien - quand elle viendra - est négative, l'affaire sera portée devant les instances internationales où elle aura beaucoup plus de chances de faire évoluer la réglementation en vigueur.

Mon partenaire

Dans le bureau d'Arcoiris, nous avons parlé à Donny Reyes, qui est aussi le directeur de cette association, et à son partenaire Denilson Barrientos. « Est-ce que je vais devoir supporter cet appel pendant 20 ans ? » Donny pose une question rhétorique. « Nous savons qu'ici, la justice est lente. Je ne m'inquiétais pas des problèmes ou des disputes avec mon partenaire, mais le plus difficile a été de le « dévoiler ». « Sa famille est assez conservatrice et même si elle nous accepte, nous ne voulions pas les exposer devant tout le pays. »



Donny (à gauche) et Denilson dans les bureaux d'Arcoiris

Initialement, le recours en inconstitutionnalité a été déposé au nom d'une organisation, explique Donny. « Mais la Cour l'a rejeté, arguant que nous n'avions aucun moyen de prouver que nous étions des représentants de la communauté LGTBI. Nous avons donc modifié notre demande et l'avons déposée en tant qu'individus. Et cette fois, elle a été acceptée. »

Donny explique qu'il a engagé cette action en justice pour différentes raisons. « Le fait de ne pas être marié nous affecte directement. Par exemple, lorsque mon partenaire est allé s'inscrire au régime de contribution, d'épargne et de pension, et qu'il a voulu m'inscrire comme son bénéficiaire, en tant que son partenaire, ils ne l'ont pas accepté. Et à une autre occasion, lorsque nous avons voulu contracter un prêt hypothécaire, cela n'a pas été autorisé non plus.

« Nous n'avons donc pas accès à un logement parce que nous ne sommes pas reconnus comme un couple. Ce n'est pas juste »

Nous n'avons donc pas accès à un logement parce que nous ne sommes pas reconnus comme un couple. Ce n'est pas juste », a expliqué Reyes. « Denilson est mon partenaire, la personne avec qui j'ai partagé les cinq dernières années de ma vie, qui connaît tous mes malheurs et mes triomphes, et c'est pourquoi nous avons pris cette décision. Nous savons que c'est un risque, car cela nous rend aussi visibles. En agissant ainsi, nous devons faire face à une société conservatrice. Notre démarche peut même générer de la violence. Mais après avoir évalué le pour et le contre, nous avons pris le risque. » Le leader de la communauté LGTBI s'arrête un instant, et regarde autour de lui les photos et les souvenirs dans son bureau, comme pour y trouver des réponses.

« J'ai fait face à des situations plus difficiles : J'ai été en prison, j'ai été contraint à l'exil, j'ai été victime de traitements cruels, de violations physiques et sexuelles. Que peut-il m'arriver d'autre ? Cela m'est arrivé dans le passé, que cela me donne la force d'affronter cette situation maintenant. »

Right Here Right Now

Alex Sorto est le directeur du Centre de développement et de coopération LGTBI (SOMOS CDC). Avec son partenaire, il est également demandeur contre l'État du Honduras. « L'affaire du mariage homosexuel est devant les tribunaux depuis près de deux ans maintenant. La Constitution garantit pourtant que ces affaires doivent être résolues rapidement. Ce retard constitue une violation des droits humains, non seulement de nos droits, mais aussi de ceux de milliers de citoyens, par omission. Nous attendons tous une réponse. »

Arcoiris et SOMOS CDC sont deux des quinze organisations qui composent la Plateforme Right Here Right Now (*Derechos Aquí y Ahora* ; RHRN) au Honduras. Cette plateforme, qui a vu le jour en 2017, a réuni des organisations féministes, des réseaux LGTBI et des réseaux de jeunes, dont les objectifs étaient de promouvoir une loi anti-discrimination pour protéger les droits de la population LGTBI, de débattre d'une proposition de dépénalisation de l'avortement, de faire campagne contre l'accord ministériel 2744 qui interdit l'utilisation et la commercialisation de la pilule contraceptive d'urgence, et de promouvoir des programmes d'éducation à la sexualité à tous les niveaux d'enseignement. La plateforme s'est avérée être un espace unique de coordination, au service de nombreux agendas et de la revendication de droits pour différents groupes de personnes.

Le programme de travail et les objectifs de la plateforme ont été élaborés par les organisations locales et ont été réalisés par des dizaines de jeunes qui ont trouvé dans la plateforme Right Here Right Now un espace formidable pour connaître leurs droits et œuvrer pour ces droits avec d'autres jeunes de différentes régions et dans des contextes différents.

Natalia Lozano, coordinatrice de RHRN Honduras : « Les organisations ont dit ce qu'elles voulaient, elles ont élaboré un plan national où elles ont uni les différentes priorités de chaque groupe de population cible. Et c'est là l'épine dorsale du projet RHRN : un espace où coïncident l'éducation complète à la sexualité, les pilules contraceptives, l'avortement et les droits des personnes LGBTI. »

Un chemin difficile

Le Honduras a une histoire et une tradition d'homophobie, de machisme et de violence. Le groupe au pouvoir utilise le gouvernement, les médias et même les églises pour attaquer et contrôler tout ce qui n'est pas conforme à ses valeurs.

« Je suis dans le mouvement LGBTI depuis l'âge de 15 ans, et je suis devenu un adulte dans ce combat quotidien. Mais j'ai quand même peur. »

« Je suis dans le mouvement LGBTI depuis l'âge de 15 ans, et je suis devenu un adulte dans ce combat quotidien. Mais j'ai quand même peur. Nous avons subi des menaces, des persécutions, du harcèlement de la part des forces répressives de l'État et même des tentatives d'assassinat. Et pourtant, nous sommes allés au tribunal pour accuser l'État du Honduras de violer nos droits, de ne pas nous reconnaître, de nous traiter comme des citoyens de seconde classe, et pour faire savoir que nous ne resterons plus silencieux », a souligné Mme Sorto, qui coordonne également l'axe LGTBI de Right Here Right Now.

« Affronter le gouvernement du Honduras de cette manière, c'est vraiment attaquer le système patriarcal, le système machiste », déclare Alex Sorto. "Ce système nous rabaisse en tant que personnes et nous place au second plan. Nous sommes victimes de discrimination sur le lieu de travail, dans l'éducation, dans la santé. L'article 60 de notre Constitution assure que nous sommes tous égaux devant la loi, que tous les actes de discrimination sont punissables et que les autorités judiciaires sont là pour faire respecter la loi.

Et justement, dans le cas du droit au mariage, ce droit est violé. »

Sorto et Reyes ont tous deux expliqué qu'il est très difficile d'engager le dialogue avec l'État du Honduras, que chaque pouvoir de l'État présente un défi particulier, mais que c'est au sein du pouvoir judiciaire qu'ils ont trouvé le moins d'ouverture. Selon les experts, cela est dû au fait que le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif subissent des pressions pour faire preuve d'ouverture, ne serait-ce qu'à des fins électoralistes. Le système judiciaire, en revanche, se sent libre de toute pression ou de tout examen par les citoyens.

La Cour

Alex Sorto est plein d'espoir : « Nous avons présenté deux plaidoyers ; l'égalité du mariage était le premier et quelques mois plus tard nous avons présenté un dossier pour le droit de choisir sa propre identité de genre. Je crois vraiment que la Cour va en appeler à la vérité, l'égalité et la reconnaissance des droits humains. Je crois qu'au final, la Cour ordonnera au Congrès national de légaliser le mariage entre couples de même sexe. » Mais l'autre partie s'est également fait entendre. Lorsque Sorto et Reyes sont allés présenter leur appel, des journalistes de plusieurs agences de presse et de groupes évangéliques ont demandé une audience avec les magistrats. Ils demandaient au tribunal de refuser le droit au mariage aux homosexuels. Sorto : « Nous avons également demandé à être entendus, comme un droit de réponse. La Cour a accepté et nous avons expliqué nos revendications, et nous leur avons dit quelles actions nous menions et où nous allions. La présidente a répondu que la Cour allait étudier le cas, qu'elle allait donner sa sentence bientôt. Ce serait une sentence basée sur le droit, et non sur la religion, nous a-t-elle assuré. Elle a ajouté que nous devions être convaincus que la justice prévaudrait pour notre peuple. »

La jurisprudence régionale peut donner de l'espoir à Reyes et Sorto : il existe un important précédent de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) qui s'est prononcée en faveur de l'égalité des droits de toutes les personnes au Costa Rica et a condamné l'État à autoriser les mariages entre personnes de même sexe. Si la Cour du Honduras rejetait la demande de légalisation du mariage homosexuel, cette décision pourrait être annulée si l'affaire était portée devant les tribunaux internationaux. Pour Alex Sorto, Donny Reyes et leurs partenaires, la lutte politique est aussi une lutte très personnelle. Ils risquent beaucoup dans leur désir de se marier. Il faut vraiment aimer quelqu'un pour être prêt à donner autant pour lui.

4. Conclusions et recommandations

Le paragraphe 4.1 rassemble les constatations résultant de l'évaluation pour répondre à la question d'évaluation générale : *Dans quelle mesure RHRN a-t-il atteint les résultats attendus tels que stipulés dans sa théorie du changement ?* Les conclusions sont structurées autour des questions d'évaluation opérationnalisées qui constituent le cœur de cette évaluation.

Dans le paragraphe 4.2, l'équipe d'évaluation formule un certain nombre de recommandations.

4.1. Conclusions

Résultats atteints

Question d'évaluation 1. La théorie du changement de RHRN présente un certain nombre de résultats à court, moyen et long termes. Dans quelle mesure ces résultats ont-ils été atteints ?

Au total, l'équipe d'évaluation a identifié 317 résultats collectés. Environ 30% d'entre eux sont des « résultats à long terme » : changements dans la législation et les politiques de SDSR. 112 résultats (35%) se situent à un niveau intermédiaire, impliquant une volonté politique accrue des décideurs tant au niveau (infra)national qu'aux niveaux régional et international. L'« espace accru pour la société civile et les jeunes » (tant au niveau national qu'au niveau international) et le « soutien public renforcé pour le plaidoyer » représentent 31% des résultats. Dans l'ensemble, les évaluateurs sont impressionnés par la quantité de résultats. En particulier pour un thème aussi controversé que la SDSR en faveur des jeunes, et plus spécifiquement des sujets tels que l'accès à l'avortement sécurisé, les droits des LGBTIQ, l'ECS et l'accès à des services de SSR adaptés aux jeunes, le nombre de changements dans les politiques et les législations est impressionnant. Sur les 317 résultats, 227 ont été atteints au niveau (infra)national. Un nombre impressionnant de 90 résultats concerne les niveaux régional et international.

1.a. Dans quelle mesure RHRN a-t-il contribué à renforcer le soutien public en faveur du plaidoyer ?

Transformer le « discours » sur la SDSR et accroître le soutien du public aux efforts de plaidoyer des OSC est une étape importante vers de futurs changements de politique et de pratique. Une stratégie notable pour changer le discours consiste à travailler avec des agents du changement (ou « champions »). Cette stratégie consiste à cibler les dirigeants politiques et communautaires, d'autres personnes influentes (des célébrités, par exemple), ainsi que les médias et des journalistes individuels. Plusieurs résultats impliquent que les médias (anciens et nouveaux) rendent compte favorablement des questions de SDSR. Des nouvelles ponctuelles ou des articles de fond dans des médias appropriés peuvent contribuer de manière significative à des campagnes ciblées et à court terme. À long terme, cependant, l'établissement de relations stables avec des journalistes compétents et responsables est un moyen de progrès plus durable. Dans certains cas, les plateformes nationales ont investi dans la sensibilisation de groupes de journalistes aux questions de SDSR. De tels efforts sont particulièrement utiles s'ils sont le début de relations à plus long terme. Dans l'ensemble, les évaluateurs n'ont pas vraiment été en mesure de déterminer si la stratégie de travail avec les agents du changement (ou « champions ») et les médias a été pleinement utilisée. Il pourrait être utile d'examiner de plus près le contexte et les conditions dans lesquels le travail avec les

influenceurs a contribué ou non à un accroissement du soutien public, et de mettre en place une stratégie plus élaborée et plus contextualisée à ce sujet.

1.b. Dans quelle mesure RHRN a-t-il contribué à créer des espaces pour la société civile et les jeunes ?

De nombreux résultats font référence à la création d'espaces pour la société civile et (dans une moindre mesure) pour les jeunes. Dans certains cas, un nouvel espace civique a été acquis grâce au lien entre le plaidoyer national et le plaidoyer international (voir également les conclusions relatives à la question d'évaluation 5). Dans la plupart des cas, l'espace créé pour les jeunes est le résultat de plateformes nationales utilisant l'espace civique existant pour faire entendre la voix des jeunes. La participation significative des jeunes est l'un des principes directeurs de RHRN. Les évaluateurs ont vu comment les jeunes sont impliqués dans la prise de décision, en exprimant leurs préoccupations sur des questions concernant leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs. Promouvoir une participation significative des jeunes est un défi. Inviter un jeune à participer à une réunion ponctuelle ou lui demander de faire une déclaration lors d'une conférence n'est pas nécessairement significatif. Pour que leur rôle soit réellement significatif, les jeunes doivent être autorisés à participer pleinement à l'élaboration des politiques qui les concernent. Il faut également aider les jeunes à remplir leur rôle au maximum de leurs capacités. Les évaluateurs ont vu des exemples inspirants de la manière dont les jeunes sont capables de participer pleinement aux comités et aux délégations. Il est possible d'améliorer la procédure de sélection des représentants des jeunes et de faire en sorte que les jeunes participants puissent faire entendre leur voix en toute confiance sur une plateforme appropriée.

1.c. Dans quelle mesure RHRN a-t-il contribué à accroître les connaissances, les compétences et la volonté politique des décideurs ?

Les expressions de la volonté politique sont notoirement volatiles, mais elles constituent souvent un premier pas important. À cet égard, le nombre important de résultats indiquant un changement de volonté politique constitue une avancée majeure : la volonté politique est une passerelle vers des changements de politique ou de pratique. RHRN a réussi à mettre en œuvre ses stratégies de plaidoyer, tant au niveau des plateformes nationales qu'aux niveaux régional et international. Mais comme toujours, c'est à l'usage que l'on peut juger de la qualité d'un produit. L'évaluation a montré que dans un certain nombre de cas, les expressions de la volonté politique ont effectivement été suivies de changements dans la politique ou la législation. Dans de nombreux cas, cela implique que les OSC exercent une pression continue sur les politiciens et les responsables du gouvernement pour qu'ils joignent le geste à la parole : lier les promesses à un calendrier concret, ou obtenir des promesses supplémentaires, par exemple en ce qui concerne les budgets d'accompagnement pour soutenir un plan autrement vague.

1.d. Dans quelle mesure RHRN a-t-il contribué à une législation et des politiques de SDRS plus progressistes et inclusives ?

Il en va de même pour le nombre considérable et impressionnant de résultats en matière de changement de politique et de législation à tous les niveaux. Les évaluateurs tiennent à souligner qu'il s'agit là d'un résultat impressionnant, surtout si l'on considère la sensibilité de la plupart des sujets de SDRS (par exemple l'avortement sécurisé) et les contextes difficiles dans lesquels se trouvent les plateformes. Cependant, la valeur d'une politique ou d'une législation modifiée se définit dans une large mesure par la manière dont elle est mise en œuvre. La mise en œuvre est le niveau le plus élevé des résultats identifiés dans la TdC. Il n'est pas surprenant que le nombre de résultats de mise en œuvre soit relativement faible : le délai de cinq ans est dans la plupart des cas trop court pour passer des efforts de plaidoyer et d'influence à l'élaboration de politiques et à la mise en œuvre. Il est également tout à fait possible que les résultats de la mise en œuvre se produisent sans l'interférence des membres de la plateforme RHRN, et ne soient donc pas « reconnus » comme des résultats auxquels RHRN a contribué.

Néanmoins, la mise en œuvre est une étape essentielle vers l'impact et le changement durable. Il est donc nécessaire de continuer à prêter attention à la mise en œuvre et à la surveiller.

1.e. Y a-t-il eu des résultats inattendus ou des revers ?

De toute évidence, le COVID-19 a grandement influencé la mise en œuvre du programme en 2020. Cependant, cette évaluation n'a pas évalué les effets du Covid sur les résultats signalés par le biais de la collecte des résultats, car l'analyse est basée sur les résultats signalés jusqu'à la fin de 2019. Les effets du Covid ont toutefois été inclus dans une question de l'enquête Sprockler liée aux défis contextuels. Les répondants ont indiqué que la pandémie a fortement affecté la dernière année de mise en œuvre du programme : les engagements de plaidoyer et les rassemblements publics ont été difficiles à organiser virtuellement/en ligne du fait des aspects techniques (par exemple, la connexion Internet) ou ont entraîné un changement dans la définition des priorités et des agendas. Par ailleurs, les groupes marginalisés tels que les jeunes, les femmes et la population LGTBI sont plus exposés à la pauvreté et à l'insécurité en raison de la pandémie. Un nombre limité de résultats négatifs ont été signalés, et ils étaient tous liés à d'autres défis contextuels (par exemple, des gouvernements conservateurs, la pression et la diffamation par des groupes religieux), ainsi que des revers liés à des défis internes, notamment en termes de collaboration et, dans une moindre mesure, à des questions de rapports et de financement.

Ces résultats négatifs sont inévitables dans les processus de changement social, car les choses ont souvent tendance à empirer avant de s'améliorer. En particulier lorsque les questions en jeu sont très controversées, les succès en matière de SDSR sont confrontés aux actions d'autres parties prenantes qui tentent de saper les progrès réalisés. C'est l'histoire des deux pas en avant et un pas en arrière. Identifier les revers est une étape nécessaire pour en tirer des leçons. Les évaluateurs ont été heureux de constater que, grâce à l'utilisation de la méthodologie de la collecte des résultats, des résultats positifs inattendus ont également été mis en lumière.

Valeur ajoutée de RHRN

Question d'évaluation 2. Quelle a été la contribution de RHRN dans l'atteinte de ces résultats ?

Sur la base de la vérification et de la justification des résultats auprès des parties prenantes externes, de l'analyse des histoires de changement et d'une étude documentaire complémentaire, les évaluateurs pensent qu'il est plausible que les résultats rapportés puissent - au moins partiellement - être attribués aux interventions de RHRN. Dans la plupart des cas, les contributions ont été substantielles et directes, car les membres de la plateforme RHRN sont souvent les principaux acteurs qui influencent les politiques nationales de SDSR. La combinaison des efforts d'une grande partie du paysage des OSC est également une valeur ajoutée du partenariat. Les plateformes RHRN nationales ont souvent réussi à unir une partie importante des organisations de la société civile concernées. En outre, les jeunes agents de plaidoyer, en particulier dans les organisations dirigées par des jeunes, ont pu travailler plus intensément dans le cadre de la plateforme, ce qui a également renforcé la solidarité entre les membres de la plateforme.

On peut conclure que du côté de la société civile, la Plateforme RHRN est devenue un acteur majeur et une voix forte sur le thème de la SDSR. Au-delà du domaine de la société civile, les plateformes RHRN ont réussi à former des alliances et des coalitions avec d'autres parties prenantes (agences gouvernementales, médias, politiciens, influenceurs, etc.). Ces coalitions rendent difficile l'identification de la contribution spécifique de la Plateforme RHRN (ou de ses organisations membres individuelles). Mais d'un autre côté, le rôle de leader (et souvent d'initiateur) des plateformes RHRN dans ces coalitions peut également être considéré comme une valeur ajoutée à la contribution globale de RHRN aux résultats rapportés.

Renforcement des capacités

Question d'évaluation 3. Dans quelle mesure les investissements réalisés par RHRN dans ses résultats à court terme (renforcement des capacités) ont-ils conduit à des résultats meilleurs et plus durables à moyen et à long termes ?

En réponse à la question de savoir comment les répondants ont appliqué leurs capacités accrues dans la pratique, de nombreux membres de la plateforme ont partagé des expériences et des exemples inspirants sur la façon dont leurs capacités ont conduit à de meilleurs résultats. Les histoires de changement montrent également des exemples de la façon dont les capacités accrues ont contribué aux résultats rapportés.

3.a. Quels changements peut-on identifier dans les compétences de plaidoyer des membres de la Plateforme RHRN et des jeunes ?

Les membres de la plateforme s'accordent à dire que leurs capacités d'influence et de plaidoyer ont augmenté au cours de la période du Programme RHRN. Les capacités accrues comprennent les aptitudes à rédiger des cadres politiques, à concevoir des stratégies de plaidoyer, à mener un plaidoyer fondé sur des preuves par le biais de la recherche, et à collecter des fonds. Les « compétences non techniques » sont également mentionnées : « avoir les moyens » de s'exprimer, avoir une plus grande confiance en soi, s'engager auprès des décideurs et « travailler en réseau ». Les capacités de protestation et de campagne ont également été renforcées. Les répondants à l'enquête Sprockler ont donné de nombreux exemples de la manière dont leurs capacités accrues ont contribué aux résultats, et de nombreuses expériences précieuses ont été recueillies. En particulier, l'opportunité de participer à un plaidoyer régional/international a été une expérience puissante et éducative pour les personnes impliquées. En travaillant dans le cadre d'alliances, les organisations et les individus participants ont également appris à se connaître. Les organisations de femmes ont appris à connaître les défis de la communauté LGBTI et les jeunes ont appris à connaître le mouvement féministe. Cet apprentissage mutuel a renforcé la compréhension mutuelle et la solidarité.

3.b. Quelle est la contribution des activités de renforcement des capacités de RHRN aux changements signalés en matière de capacités de plaidoyer ?

La mise en œuvre conjointe de campagnes nationales de plaidoyer a été le facteur le plus souvent mentionné comme ayant contribué aux capacités de plaidoyer. L'apprentissage mutuel a également été identifié comme un facteur majeur de contribution. Il est remarquable que les participants aux plateformes aient principalement mentionné des facteurs « informels » (apprentissage sur le tas) comme ayant contribué au renforcement des capacités. Mais les activités de renforcement des capacités plus « traditionnelles » et ciblées (telles que les ateliers et les sessions de formation) ont également été mentionnées par un grand nombre de répondants comme ayant contribué aux capacités de plaidoyer.

L'approche de la plateforme

Question d'évaluation 4. Dans quelle mesure le choix du programme d'investir dans des plateformes diverses et inclusives a-t-il été efficace, non seulement en termes de résultats de plaidoyer, mais aussi en ce qui concerne le renforcement des capacités de la société civile ? Quels sont les leçons apprises ?

Les réponses à la question d'évaluation 4. sont intégrées dans les réponses aux sous-questions.

4.a. Dans quelle mesure les plateformes ont-elles été efficaces dans la réalisation des résultats de plaidoyer ?

Une grande majorité des répondants s'accordent à dire que le travail par le biais des plateformes était une stratégie judicieuse et fructueuse et le bon choix pour obtenir des résultats en matière de plaidoyer. Dans de

nombreux contextes, les plateformes ont non seulement réduit l'isolement des OSC individuelles, mais ont également augmenté l'influence des OSC individuelles travaillant dans le domaine de la SDSR. Certaines plateformes ont même résolu la concurrence entre les OSC et ont co-créé une plateforme de solidarité. Parler d'une seule voix a certainement augmenté le pouvoir d'influence de la société civile sur les détenteurs de responsabilité.

4.b. Dans quelle mesure la collaboration interne au sein de la plateforme a-t-elle été efficace ?

Dans la plupart des cas, la collaboration interne au sein des plateformes a été efficace, comme en témoigne le nombre impressionnant de résultats obtenus et la solidarité entre les organisations membres de la plateforme et au sein de la coalition dans son ensemble. Mais le travail au sein d'une plateforme a aussi ses inconvénients. Les relations entre les membres de la plateforme peuvent facilement devenir un problème. Certains répondants indiquent que « leur » plateforme est dominée par un ou deux membres. La prise de décision n'est pas toujours vécue comme un processus inclusif. L'union d'organisations indépendantes au sein d'une plateforme sera toujours associée à des défis en matière de cohésion : un équilibre délicat doit être trouvé entre l'utilisation de l'identité et de la résilience des organisations indépendantes et les avantages liés au fait de partager des stratégies, de combiner les forces et de s'unir sous des valeurs communes. Dans certains cas, cet équilibre n'a pas été trouvé, ce qui a conduit les membres à ne pas partager les résultats, à continuer à travailler sur des priorités individuelles et à travailler en vase clos.

4.c. Quelle est la perception de la diversité et du caractère inclusif des plateformes RHRN ?

Le manque d'inclusion dans la prise de décision, observé par certains, n'est probablement pas causé par le manque de diversité des plateformes elles-mêmes. Le contexte organisationnel des répondants indique que les plateformes sont assez diversifiées, avec relativement plus d'organisations LGBTI dans les plateformes d'Amérique latine et plus d'organisations de jeunes dans les plateformes africaines et asiatiques. Le fait que la « domination par un ou deux membres » de certaines plateformes, comme mentionné dans la conclusion de la question 5.b, soit basée sur (ou causée par) la diversité de ses membres n'a pas été établi.

4.d. Dans quelle mesure les résultats de la plateforme de plaidoyer de RHRN ont-ils eu un effet positif sur les groupes cibles (femmes, jeunes, LGBTI) ?

Cette question d'évaluation fait essentiellement référence aux résultats au niveau de l'impact. L'évaluation du niveau d'impact sort du cadre de cette évaluation, car l'impact au niveau sociétal à long terme ne peut pas encore être évalué après cinq ans de programmation.

Mais, d'après les réponses des représentants des organisations membres de la plateforme, leur travail de plaidoyer a eu un effet positif sur la vie des jeunes et des femmes et, dans une moindre mesure, sur celle des LGBTI. En Afrique, les jeunes semblent bénéficier d'une plus grande attention, tandis que l'Amérique latine met davantage l'accent sur les LGBTI et les femmes, et l'Asie sur les trois groupes cibles. L'intégration des organisations LGBTI dans les plateformes - qui n'a pas toujours été facile et qui prend du temps - peut être considérée comme un grand pas vers une visibilité et une reconnaissance plus grandes des LGBTI.

Interaction entre les niveaux national, régional et international

Question d'évaluation 5. Comment les niveaux national, régional et international se sont-ils renforcés mutuellement et surtout, comment les niveaux régional et international ont-ils soutenu les résultats du niveau national ? Quels sont les leçons apprises ?

L'interrelation entre les niveaux international, régional et (infra)national est l'un des points forts de la stratégie de RHRN. Le travail aux niveaux régional et international a notamment contribué à l'efficacité du plaidoyer au niveau national. La pression (y compris la pression des pairs) du niveau international a légitimé et renforcé les efforts de plaidoyer des plateformes RHRN. Les partenaires internationaux ont également renforcé directement les plateformes nationales, par exemple en fournissant des ressources et une expertise. Le fait qu'aux niveaux international et régional, les plateformes nationales aient pu se rencontrer, échanger des expériences et renforcer leurs capacités a également été précieux.

5.a. Dans quelle mesure les niveaux national, régional et international se sont-ils renforcés mutuellement, et comment ? Et dans quelle mesure le travail des plateformes nationales RHRN a-t-il été soutenu par les partenaires régionaux et internationaux de RHRN, et comment ?

Les processus internationaux - comme par exemple les ODD et les accords conclus au niveau régional, comme la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) - rendent les gouvernements nationaux plus redevables vis-à-vis des questions de SDR qui sont incluses dans les cadres internationaux. Les évaluateurs ont rencontré plusieurs exemples où les plateformes nationales tirent parti des accords internationaux en participant activement à ces processus tant au niveau national qu'au niveau international. La participation des OSC aux processus nationaux de mise en conformité avec les normes internationales constitue également, dans de nombreux cas, une augmentation notable de l'espace civique : elle permet aux acteurs de la société civile de s'engager de manière significative auprès du gouvernement et de s'exprimer sur des sujets pertinents sur une plateforme appropriée. Cependant, il a également été constaté que l'espace civique pour les agents de plaidoyer de RHRN était souvent plus important au niveau régional ou international, et qu'au niveau national, la méconnaissance des processus internationaux parmi les acteurs gouvernementaux et/ou les normes conservatrices rendaient parfois difficile le suivi des OSC de RHRN au niveau national.

Les limites relevées par les évaluateurs portent notamment sur le fait que les résultats des processus internationaux et les connaissances acquises ne sont pas toujours partagés à tous les membres du réseau. Il semble aussi que les possibilités de participer aux processus internationaux soient limitées à un groupe relativement restreint de membres individuels de la plateforme.

Au niveau national, les évaluateurs ont rencontré peu d'exemples de coopération avec le huitième membre du consortium : le Ministère néerlandais des Affaires étrangères. S'engager avec les ambassades néerlandaises aurait pu permettre, par exemple, d'établir un dialogue avec des responsables gouvernementaux autrement réticents. De même, nous n'avons pas vu de plateformes nationales s'engager dans l'initiative néerlandaise « She Decides », conçue pour contrer la politique de Mexico de Trump (alias la règle du bâillon mondial).

Validité de la théorie du changement

Question d'évaluation 6. Comment le changement s'est-il produit au sein des plateformes RHRN et comment cela se rapporte-t-il à la théorie du changement RHRN et aux axes stratégiques ? Que peut-on dire de la validité de la théorie du changement ?

Dans l'ensemble, les résultats peuvent être clairement représentés le long des quatre pistes de changement identifiées dans la théorie du changement. L'arbre de la TdC est un spécimen sain, avec un flux assez logique et réaliste des racines au tronc, en passant par les principales branches et brindilles jusqu'à la couronne feuillue. En tant qu'instrument de planification, de suivi et d'évaluation, la TdC de RHRN est, dans l'ensemble, assez bien conçue.

Ceci étant dit, l'on peut faire quelques remarques.

La relation entre la TdC et les « axes stratégiques » n'est pas clairement définie. Dans de nombreux cas, les axes stratégiques ont été utilisés comme outil de planification à la place de la TdC. Cela a rendu la TdC moins pertinente pour certaines plateformes.

La piste de changement visant à capter le soutien du public aboutit, selon la TdC, à des changements sociétaux concernant le soutien au plaidoyer en faveur de la SDSR. En suivant la logique de la TdC, de tels changements devraient être placés comme un niveau de résultat à long terme au sommet de l'arbre, car la formulation (changement sociétal) implique un changement au niveau de l'impact, donc un changement dans la vie quotidienne des gens. D'autre part, chercher à obtenir le soutien du « public » pour le programme de plaidoyer afin de faire pression sur les décideurs pourrait être considéré comme une stratégie de campagne valable et pourrait également être ajouté à la liste des interventions mises en œuvre pour obtenir un changement de politique.

La logique du changement impose également de différencier les résultats liés à la volonté politique et les résultats politiques. Les résultats liés à la « volonté politique » peuvent être déplacés le long de la piste vers le niveau précoce, qui est plus approprié, car les résultats liés à la volonté politique peuvent parfois être atteints assez tôt. Cela implique que les résultats liés à l'adoption des politiques peuvent également être déplacés d'un niveau vers le bas, du niveau des résultats à long terme au niveau des résultats intermédiaires, et qu'ils relèveront donc de la sphère d'influence de RHRN. La mise en œuvre effective de la politique peut être maintenue au niveau des résultats à long terme.

Les hypothèses qui sous-tendent la TdC sont incomplètes et ne sont pas clairement intégrées. Dans la TdC visuelle, deux hypothèses sont mentionnées, mais l'explication verbale de la TdC fait référence à d'autres hypothèses. Dans l'analyse de la TdC par les évaluateurs, les hypothèses sous-jacentes sont déduites, étant implicites dans les pistes de changement.

Durabilité

6.a Quelle est la perception de la durabilité des changements influencés par RHRN ?

Le nombre impressionnant de résultats liés aux lois et politiques adoptées ou adaptées contribue par nature à un changement durable. Les lois et politiques formellement établies qui sont favorables à la SDSR sont essentielles pour obliger les détenteurs de responsabilité à rendre des comptes. En outre, les accords et engagements officiels pris dans les espaces internationaux auxquels RHRN a contribué ont un effet à long terme, car ils restent en place au-delà de la durée de vie de RHRN, et jettent les bases d'un futur plaidoyer progressiste en faveur de la SDSR.

En même temps, pour un programme comme RHRN, il sera toujours difficile d'obtenir des résultats durables. La plupart des questions relatives à la SDSR sont assez sensibles et les opinions sont profondément ancrées dans les systèmes de croyance des individus. Changer les croyances est un processus à long terme, qui s'étend bien au-delà de l'horizon du Partenariat stratégique de RHRN.

De nombreuses plateformes consacrent du temps et des efforts à changer le discours sur la SDSR, par exemple en impliquant les médias et les journalistes individuels. On peut considérer qu'il s'agit d'un travail sur des changements à long terme. La durabilité du travail de sensibilisation des médias peut être considérablement accrue en établissant des relations à long terme avec les journalistes et les médias (anciens et nouveaux).

Les membres du Programme RHRN s'engagent souvent personnellement dans le plaidoyer de la SDSR dans leur pays et continueront à trouver des moyens de lutter pour leurs objectifs, même après la fin du Programme RHRN. La capacité et, plus important encore, la solidarité et les relations qui ont été développées dans le cadre du programme soutiendront les organisations et les individus dans cette démarche. Grâce aux plateformes RHRN, des ponts ont été jetés entre les organisations et entre des questions auparavant traitées en vase clos. Ce mouvement de rapprochement se poursuivra probablement à l'avenir. Le défi pour le programme est de s'assurer que les connaissances ne se perdent pas avec la rotation du personnel et que les membres disposent également du

savoir-faire et des moyens nécessaires pour contrôler et suivre les changements à plus long terme. Le temps nous dira si les membres (en particulier ceux des pays d'Amérique latine et des Caraïbes) qui ne participeront pas au prochain programme pourront maintenir la dynamique et mettre à profit les résultats obtenus.

4.2. Recommandations

Sur l'efficacité

- > Le soutien public en faveur du plaidoyer de la SDSR a essentiellement fait l'objet d'interventions au niveau national (voir la branche gauche de l'arbre de la TdC). Il serait intéressant de créer une plus grande couverture internationale, et donc une pression publique internationale, pour obtenir la réalisation de la SDSR au niveau mondial. Dans l'idéal, ces histoires pourraient être étayées par le partage d'expériences vécues dans les contextes et les réalités dans lesquels les plateformes opèrent (à condition que cela puisse se faire en toute sécurité). En outre, il pourrait être utile d'examiner de plus près le contexte et les conditions dans lesquels le travail avec les influenceurs est susceptible de contribuer à un accroissement du soutien du public, et de mettre en place une stratégie plus élaborée et contextualisée à ce sujet.
- > La coopération, l'engagement et l'alliance des plateformes RHRN avec une plus grande variété de parties prenantes, comme les leaders religieux, les médias, le milieu universitaire, les parents, les influenceurs, etc. sont des efforts louables. Accroître les efforts pour renforcer le rôle des médias dans la création d'un soutien public en faveur de la SDSR. Cela nécessite une stratégie à long terme, la mise en place de réseaux et de contacts avec des journalistes et des médias influents, ainsi que le développement et la formation d'un groupe de journalistes « de première ligne » qui connaissent bien la SDSR progressiste et y sont réceptifs. Les partenaires des médias locaux pourraient même devenir membres de la plateforme RHRN. Il est recommandé de prendre également en compte les « nouveaux » médias (médias sociaux, audiovisuels, numériques et artistiques) comme moyens de changer les histoires sur la SDSR en faveur des jeunes.
- > Dans les situations où l'espace civique est limité, il peut être intéressant d'utiliser l'espace des autres. Souvent, les donateurs bilatéraux étrangers (par exemple, les ambassades néerlandaises) et les organisations internationales négocient avec les gouvernements dans toutes sortes de groupes de travail. S'assurer une place autour de la table au sein de ces plateformes peut offrir des opportunités de plaidoyer utiles. Au moment de décider d'appliquer ou non cette stratégie, il convient de trouver un compromis entre les opportunités et les risques potentiels, car de tels engagements peuvent également être contre-productifs et mettre les agents de plaidoyer en danger.
- > Plusieurs répondants ont indiqué que leur plateforme était dominée par une ou deux organisations fortes. Par conséquent, la prise de décision n'était pas toujours considérée comme « inclusive ». Étant donné qu'une large base de soutien interne est vitale pour les organisations de la plateforme, il est recommandé de poursuivre le dialogue interne autour des questions de gouvernance, et d'offrir encore plus de soutien sur les techniques inclusives et participatives, par exemple Deep democracy ou Liberating Structures.
- > Les évaluateurs ont vu des exemples inspirants de la manière dont les jeunes sont habilités à participer aux comités et aux délégations. Cependant, la participation significative d'un groupe cible central tel que les jeunes n'est pas toujours pleinement réalisée, et les jeunes de la base sont restés dans l'ombre. Il convient de noter que les « jeunes » ne constituent pas un groupe homogène et qu'il y aura toujours des problèmes de représentation. Pour que la participation des jeunes soit plus significative, il faut prévoir des discussions ou des consultations entre divers jeunes sur les questions de SDSR et intégrer ces discussions à toutes les étapes des interventions. Organiser des élections parmi les jeunes pour des sièges dans des délégations ou des comités nationaux ou internationaux. Les jeunes doivent également être encouragés à occuper leur place au maximum de leurs capacités. Mettre l'accent sur le partenariat entre jeunes et adultes et investir dans le développement des connaissances et des compétences des jeunes et des adultes. Renforcer les capacités des

jeunes au niveau local. En cas de problèmes de visa qui empêchent certains jeunes d'effectuer des voyages internationaux, demander l'aide de l'Ambassade des Pays-Bas.

- > Étant donné que l'apprentissage sur le tas a été un facteur majeur dans l'accroissement des capacités, on ne saurait que recommander de poursuivre ces processus d'apprentissage informels (formation informelle, co-création, mentorat, encadrement, soutien entre pairs, etc.) tout en mettant en œuvre conjointement les activités de la plateforme. En outre, l'apprentissage croisé et les activités conjointes entre les pays pourraient être davantage facilités. Les méthodologies formelles (ateliers, formations) peuvent continuer à être proposées en complément, et il convient de veiller à ce que ces événements soient accessibles à tous les acteurs de la plateforme (par exemple, par le biais d'un mécanisme de candidature ouvert et transparent).

Sur la pertinence

- > La phase de mise en œuvre de la politique exige une stratégie de plaidoyer différente de celle actuellement utilisée par RHRN, et impliquerait de mettre davantage l'accent sur le changement des normes et des attitudes sociales, ainsi que sur le lobbying direct, la collaboration et la sensibilisation spécifiquement axés sur les niveaux inférieurs d'administration comme les districts et les communautés qui sont les principaux responsables de la mise en œuvre. Pour ce faire, il est recommandé d'adopter une approche complémentaire avec tous les secteurs concernés (la santé, l'éducation, la sécurité, par exemple) et de collaborer avec d'autres acteurs (tant au niveau des OSC que du gouvernement). En outre, des activités de suivi peuvent être conçues pour stimuler la mise en œuvre (par exemple, le plaidoyer pour une augmentation des budgets des organes de mise en œuvre).
- > Il en va de même pour le suivi des changements au niveau de la volonté politique : assurer le suivi des résultats concernant l'augmentation de la volonté politique. S'assurer que les promesses politiques et autres expressions de la volonté politique sont répétées et confirmées sur des plateformes de plus haut niveau, faire du lobbying pour des délais concrets, faire pression pour des budgets d'accompagnement.
- > Les Pays-Bas jouent un rôle important et stimulant dans le traitement de la SDSR dans les plateformes mondiales. Le Partenariat stratégique de RHRN est idéalement placé pour accompagner ce rôle en poussant à des changements dans les pays où la santé et les droits sexuels et reproductifs sont supprimés. Il y a peut-être une plus grande valeur ajoutée à atteindre ici.

Sur la durabilité

- > RHRN peut à juste titre se vanter d'un nombre substantiel de résultats de politiques. Mais en fin de compte, les politiques ne contribueront à un changement durable des pratiques et des réalités de la vie des groupes cibles que lorsque les changements de politique seront mis en œuvre. Les problèmes de durabilité sont principalement liés au manque de clarté du suivi des résultats. C'est pourquoi une attention et un suivi permanents de la mise en œuvre sont nécessaires. Dans les plans annuels, on pourrait accorder plus d'attention aux activités de suivi lorsqu'on cible les résultats des politiques et de la législation.
- > Dès le stade de la formulation des politiques, les préoccupations liées à la mise en œuvre doivent être prises en compte. Le suivi de la mise en œuvre, l'évaluation des performances des organes de mise en œuvre, l'identification des obstacles et des facteurs favorables à la mise en œuvre sont tous essentiels à cet égard. Au sein de RHRN, on pourrait accorder plus d'attention à la définition de la question de la mise en œuvre, et être explicite sur ce que l'on peut et ne peut pas attendre des plateformes à cet égard. Cela implique également une attention et un soutien suffisants pour permettre aux plateformes d'assurer le suivi au niveau national de ce qui a été réalisé au niveau régional et au niveau international.

Sur la TdC, le S&E et la méthodologie de la collecte des résultats

- > En ce qui concerne les efforts de collecte des résultats, les évaluateurs ont un certain nombre de recommandations spécifiques :

- Élaborer et partager des définitions distinctes, bien définies, significatives et utiles des catégories, et surveiller l'utilisation de ces définitions afin de créer une base de données dont les catégories sont cohérentes ;
 - Décrire les titres de la CR de façon SMART (une ou deux phrases suffisent) et s'attacher à décrire le changement (l'« avant » et l'« après », ou décrire ce qui se serait probablement passé « autrement »)
 - Enregistrer précisément si un résultat est inattendu ou non (car cela n'était pas inclus dans la base de données actuelle) ;
 - Outre la classification des résultats, catégoriser également les descriptions des contributions. Des catégories utiles pourraient par exemple être liées à la mesure dans laquelle les résultats ont été obtenus en collaboration avec des alliés, et à la question de savoir si les efforts de renforcement des capacités ont été un facteur contributif ;
 - Organiser des sessions d'apprentissage internes où les résultats liés à la causalité par plateforme sont cartographiés en pistes, de sorte que les processus de changement et les progrès (ou l'absence de progrès) au fil du temps deviennent plus clairs et soient contextualisés. Cela permet à la plateforme d'influencer en priorité certaines pistes tout au long de la mise en œuvre du programme, et d'avoir une base pour inclure un lien de causalité entre les résultats dans l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale.
- > Dans la TdC, une distinction plus explicite pourrait être faite entre les « changements dans les politiques et la législation » et *la mise en œuvre* des politiques modifiées. La mise en œuvre réussie étant considérée comme la dernière étape du changement, elle pourrait être placée plus haut dans l'arbre de la TdC (résultats à long terme). En outre, étant donné que beaucoup d'efforts sont souvent déployés pour élaborer, modifier et adopter des lois et des politiques, la qualification de résultats intermédiaires conviendrait mieux à ces résultats.
 - > Le processus de collecte des résultats a également révélé des résultats liés à la « établissement de relations », considérée comme un élément important des processus de plaidoyer et d'influence. Par conséquent, il est recommandé d'ajouter le renforcement des relations avec des alliés tels que les acteurs de la société civile ou d'autres consortiums comme un « type de changement » à une future théorie du changement, et de l'inclure également comme une catégorie dans le processus de CR.
 - > Pour les programmes futurs, les hypothèses qui sous-tendent le lien entre les processus de plaidoyer au niveau national par rapport aux niveaux régional/international pourraient être clarifiées un peu plus. La façon dont les processus internationaux sont censés apporter un appui au niveau national et/ou vice versa pourrait bénéficier d'un éclairage supplémentaire.
 - > Former les partenaires à la narration d'histoires et à la description des résultats d'une manière qui les rende compréhensibles pour un public plus large.

La jeune agente de plaidoyer Maha Islam (Pakistan) se lance dans le Forum politique de haut niveau

" Je suis sûre que nos voix ont été entendues "

L'interaction de RHRN Pakistan avec le groupe de travail parlementaire sur les Objectifs de développement durable (ODD), a abouti à la présence de la jeune agente de plaidoyer Maha Islam au Forum politique de haut niveau à New York, en juillet 2019. Dans sa déclaration, Maha a appelé son gouvernement à briser les stéréotypes de genre, et à promouvoir une législation anti-discrimination. Dans une session Zoom depuis sa résidence actuelle à Toronto, au Canada, la jeune agente de plaidoyer revient sur sa présence à New York et sur ce que cela signifie pour le respect de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans son pays d'origine, le Pakistan. Une interview.

■ Résultat

Le 29 avril 2019 à Islamabad, lors d'une réunion consultative, le groupe de travail parlementaire sur les ODD a accepté de signer un protocole d'accord avec RHRN Pakistan afin de renforcer et de promouvoir la collaboration sur la transposition locale des ODD en vue de la soumission et de la présentation de l'examen national volontaire (ENV) au Forum politique de haut niveau de 2019 ; c'était la première fois que RHRN Pakistan interagissait avec les comités des ODD et le groupe de travail.



Quel est votre souvenir le plus marquant de votre visite à New York ?

« Le moment dont je me souviens le plus de ma participation au Forum politique de haut niveau (FPHN) est, bien sûr, mon propre discours devant tous les délégués. J'avais été choisie pour parler au nom de plusieurs OSC pakistanaïses. » Maha Islam (28 ans) explique que, comme sa déclaration devait inclure tous les points de vue des OSC, il a été assez difficile de parvenir à un consensus. « Chacun a fait pression pour que sa priorité soit incluse dans la déclaration. En même temps, nous devons aussi être stratégiques. Nous voulions faire une déclaration claire, mais sans être trop critiques à l'égard du gouvernement, car cela aurait été contre-productif. » « Jusqu'au dernier moment, nous avons discuté de ce que nous voulions inclure dans le texte. Je me souviens que nous avons discuté d'une phrase qui critiquait le gouvernement sur sa réticence à véritablement inclure suffisamment d'OSC



Le HLPF lors de la présentation du Pakistan

dans le processus. Quelques minutes avant ma présentation, cette phrase a été supprimée. Mais j'ai interpellé le gouvernement pakistanais sur un certain nombre de questions importantes pour RHRN. Par exemple, sur la nécessité de briser les stéréotypes de genre, d'adopter une législation anti-discrimination ferme protégeant les femmes, les jeunes, les minorités religieuses et sexuelles.

« J'étais vraiment nerveuse. C'était la première fois que je présentais une déclaration aussi importante. Je ne savais pas à quoi m'attendre »

Certains sujets auraient été trop polémiques pour être évoqués lors de la présentation à New York. Par exemple, soulever la question du droit à l'avortement aurait été totalement contre-productif. Bien sûr, il y a des organisations qui travaillent sur cette question au Pakistan, mais il est trop tabou pour l'évoquer au grand jour.

Encore moins sur une scène mondiale comme le Forum politique de haut niveau à New York. »

Comment vous êtes-vous sentie, en prononçant un discours dans un forum de si haut niveau ?

« J'étais vraiment nerveuse. C'était la première fois que je présentais une déclaration aussi importante. Je ne savais pas à quoi m'attendre. Heureusement, les membres de RHRN m'ont beaucoup soutenue. Naz, de Arrow, et Evi, de Rutgers, en particulier, m'ont soutenue et m'ont donné de nombreux

conseils sur la manière de gérer la situation. Elles m'ont aidée à entrer en contact avec les bonnes personnes et m'ont donné des conseils sur le plaidoyer. Au début, j'avais peur de prendre contact avec les gens pendant l'événement. J'étais tellement impressionnée par tout ce qui se passait autour de moi. Mais Naz et Evi m'ont convaincue de le faire. On doit créer l'occasion, rien ne se passera si on ne fait rien. Ainsi, après un déjeuner de travail - présidé par Chelsea Clinton ! - j'ai décidé de me lancer, et j'ai approché l'ancienne Ambassadrice du Pakistan auprès des Nations Unies. Ma conversation avec elle n'a pas donné grand-chose, mais cela m'a appris que je pouvais le faire. Pour moi, c'était très motivant. Ce fut une expérience d'apprentissage. »

Comment les gens ont-ils réagi à votre discours ?

« J'ai eu quelques réactions sur ma déclaration. Bien sûr, le groupe de travail pakistanais a surtout réagi en répétant la position officielle du gouvernement sur la SDSR et en défendant ce qui était déjà fait. Mais ils m'ont également approchée et posé des questions sur ma présentation, et ils ont promis qu'il y aurait un dialogue. Je leur ai transmis ma déclaration et d'autres documents, mais malheureusement je n'ai plus eu de nouvelles d'eux. »

« On peut, bien sûr, se demander quel est l'effet du « cirque » de New York sur la vie des gens ordinaires au Pakistan. J'aimerais dire que cela a changé beaucoup de choses, mais en réalité, je ne sais pas. Je pense que l'ensemble du processus des ODD peut avoir des résultats concrets. Avant le Forum de New York, nous avons pris contact, en tant qu'organisation RHRN, avec le groupe de travail sur les ODD au Pakistan. Nous avons parlé de nos priorités en matière de SDSR. C'était en mai, et à ce moment-là, la revue des ODD était déjà rédigée par le gouvernement. Il n'était donc pas possible de la modifier, mais je suis sûre que nos problèmes ont été entendus. Mais lorsqu'ils ont discuté avec nous, les parlementaires se sont montrés intéressés par ce que nous avions à dire. Je suis sûre que plus tard, nous pourrons en tirer profit. »

Avec ces commentaires, Maha semble suggérer que si RHRN avait pris contact un peu plus tôt avec le groupe de travail sur les ODD, ses priorités auraient pu être mieux intégrées.

Quelle est, selon vous, l'importance du processus des ODD ?

« Si nous pouvons reprendre notre dialogue avec le groupe de travail parlementaire à l'avenir, j'espère que nous pourrons aller plus loin. Le processus des ODD oblige le gouvernement à discuter de certaines questions. Le fait d'avoir ces objectifs mondiaux, vis-à-vis desquels le gouvernement pakistanais s'est engagé, oblige le gouvernement à discuter des progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs. C'est un avantage considérable pour les OSC qui travaillent « sur le terrain » au Pakistan. Le processus mondial oblige les gouvernements nationaux

à mettre des questions à l'ordre du jour, ce qui permet aux OSC d'entamer un dialogue et de s'engager dans le plaidoyer. »

« Et cela a produit des changements concrets. Dans le cadre de mon travail pour l'organisation AAHUNG à Karachi, j'ai beaucoup œuvré pour inclure l'éducation basée sur les compétences de la vie courante (LSBE) dans les programmes scolaires. Grâce au processus des ODD, nous avons pu aborder la question dans les écoles publiques du Pakistan. Je me suis rendue dans de nombreuses régions du pays pour parler aux enseignants, aux parents et aux enfants de la manière de traiter la LSBE. La LSBE est une version culturellement adaptée de l'éducation complète à la sexualité (ECS). Le fait que nous ayons pu travailler avec le gouvernement sur ce sujet a été un énorme avantage. Il est si important d'enseigner la SDSR aux enfants. Il y a tellement d'idées fausses sur la sexualité chez les jeunes au Pakistan. Nous avons un long chemin à parcourir. Il y a encore beaucoup d'écoles où les sections des manuels scolaires qui traitent de la sexualité sont agrafées ensemble pour empêcher les élèves d'y avoir accès. »

« J'espère simplement que le fait de voir qu'une simple personne comme moi peut soulever des questions dans une plateforme internationale devant une délégation officielle de notre pays peut être stimulant pour les femmes »

Que signifie ce travail pour vous, personnellement ?

« C'est un cliché, mais si ma présence à New York et ma participation à l'ensemble du processus ont eu un impact positif dans la vie d'une seule personne, alors tout cela aura valu la peine. Peut-être un petit changement dans une politique concernant le harcèlement sexuel qui empêche une personne d'être victime de violence basée sur le genre. Ce serait suffisant. C'est vraiment ce que je crois. Au-delà de cela, j'espère simplement que le fait de voir qu'une simple personne comme moi peut soulever des questions dans une plateforme internationale devant une délégation officielle de notre pays, peut être stimulant pour les femmes au Pakistan. »

Entre visibilité et sécurité, sur la pointe des pieds

Depuis 2016, les campagnes sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) ont jeté les bases de la législation pour le projet de loi sur l'éradication des violences sexuelles (RUU P-KS) en Indonésie. Toutefois, le parcours a été semé d'embûches. L'organisation membre de RHRN Aliansi Satu Visi (ASV) a fait l'expérience de ce qui peut arriver si vous utilisez en toute innocence des termes comme "LGBTI", "avortement" et "contraception" sur votre site web : une campagne de diffamation menée par des ultra-conservateurs, y compris des menaces à peine voilées. En conséquence, l'organisation Aliansi Satu Visi s'est sentie obligée de baisser le ton. Mais comme le dit une activiste : " À quoi bon faire campagne pour les droits des LGBTI - ou pour la diversité en général - si à la fin nous devons être " prudents " ?"

■ Résultat en Indonésie

En mars 2019, Love Family Alliance (AILA), un groupe religieux conservateur, a utilisé le plan stratégique de l'ASV comme outil de propagande pour rejeter le projet de loi contre les violences sexuelles (RUU P-KS), ce qui a entraîné des réactions violentes contre la campagne en ligne menée par l'ASV.

« AWAS !!! (« ATTENTION ») Ce projet de loi conduit à des services d'avortement et à un accès gratuit à la contraception pour les adolescents !!! »

Le post Facebook de professeure d'université, laisse peu de place à l'imagination. Avec une accumulation de points d'exclamation, un membre de l'ultra-conservatrice Love Family Alliance (AILA) indique clairement qu'elle s'oppose fermement au projet de loi sur l'éradication de la violence sexuelle (RUU P-KS). Et elle n'est pas la seule. Le projet de loi contre la violence sexuelle a provoqué la colère des groupes conservateurs en Indonésie, car ils pensent que le projet de loi est un prétexte pour promouvoir l'avortement, la contraception et les activités LGBTI. Le post s'est répandu comme une traînée de poudre sur les médias sociaux. Rien qu'en janvier 2019, il a suscité 7 912 partages, 3 033 réactions et 687 commentaires. En plus de faire passer le message, une pétition a également été mis en place pour « rejeter le projet de loi pro-adultère ». Cette pétition a depuis été signée par 167 437 personnes. L'un des pétitionnaires a déclaré : « Je rejette ce projet de loi parce que j'ai une famille à protéger. » La professeure n'était pas la première à initier cette action en ligne, et elle n'était certainement pas la dernière. Une influenceuse Instagram, qui compte 183k followers, a suivi le mouvement et a affirmé que le projet de loi contre les violences sexuelles encourageait le « sexe libre ».



Pétition sur Change.org pour annuler le RUU P-KS, 27 janvier 2019.

La professeure ne s'est pas contentée de s'agiter contre la loi destinée à protéger les femmes. Elle a également pointé du doigt l'organisation Aliansi Satu Visi (ASV), membre de la Plateforme RHRN, et l'un des défenseurs du projet de loi. Elle a joint à son message des captures d'écran du site Web d'ASV, où l'organisation déclare soutenir « ... l'accès à la contraception pour les adolescents », « ... les services d'avortement » et « ... la reconnaissance du troisième genre ». La violence physique contre les communautés LGBTI et contre les activistes pro-choix est fréquente en Indonésie. Dans ce contexte, ces messages sont devenus des menaces à peine voilées.

Une influenceuse Instagram a suivi le mouvement.



Le pire scénario

Lorsque la nouvelle est parvenue au groupe WhatsApp de l'ASV, les membres ont reçu de nombreuses questions de la part de leurs collègues activistes et d'autres organisations. Plusieurs membres d'ASV ont été contactés par le biais de leurs propres groupes de discussion familiaux et ont été invités à signer la pétition. Et lorsque certaines organisations membres d'ASV ont été citées dans des messages menaçants, ASV a réalisé que des personnes pouvaient être en danger. « Le pire scénario était, bien sûr, la possibilité que nos organisations membres fassent l'objet de perquisitions », déclare un ancien responsable du plaidoyer de l'ASV.

L'ASV est elle-même une alliance, qui abrite 20 organisations travaillant sur des sujets variés—allant de la défense des droits de la femme dans le cadre des enseignements islamiques à l'aide aux victimes de violences sexistes, en passant par la fourniture de services d'avortement sécurisé et de contraception, la réalisation de recherches sur les droits des LGBT et le plaidoyer en leur faveur, et l'aide aux survivants du VIH/sida. « Avant que cela ne se produise, certains de nos membres avaient subi des attaques physiques. Les collaborateurs des cliniques de SDRS avaient également eu affaire aux autorités. Le traumatisme est donc persistant. »

Les personnes qui luttent pour la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) en Indonésie savent qu'elles ne peuvent pas compter sur les autorités pour assurer leur sécurité. Demander la protection de la police aboutit généralement à ce que la police mette fin à un événement LGBTI plutôt que de le protéger. De même, les institutions telles que les cliniques de santé sexuelle courent le risque d'être perquisitionnées par la police.

Mesure de première urgence

En guise de « mesure de première urgence », l'ASV a rapidement fermé son site web. Mais cela n'a pas empêché les captures d'écran de circuler dans les médias sociaux. Curieusement, les noms des deux organisations membres les plus vulnérables de l'ASV - qui avaient été supprimées du site bien avant l'attaque - ont refait surface dans les messages des ultra-conservateurs. D'une manière ou d'une autre, les attaquants avaient trouvé un moyen de récupérer les archives de l'ASV.

« C'est alors que nous avons réalisé que notre sécurité numérique était déficiente », a déclaré un membre du personnel de l'ASV. L'ASV s'est alors adressée à l'experte en sécurité numérique Dhyta Caturani, pour qu'elle forme l'alliance à l'élaboration d'un protocole de sécurité numérique pour l'organisation. La formation elle-même a été financée par un autre membre de la Plateforme RHRN, Hivos. Selon Dhyta Caturani, il n'existe aucun moyen sûr de prévoir si et comment des sentiments nés dans la sphère numérique peuvent déclencher des actes de haine et de violence concrets dans le monde réel. Mais il est loin d'être improbable que cela se produise. « Il y a eu suffisamment de précédents de ce type d'attaque physique », a déclaré Mme Caturani. Elle a approuvé l'action immédiate de l'ASV pour fermer le site web, car la sécurité des membres était en jeu. L'experte en sécurité leur a également conseillé de publier une

déclaration pour contrer les accusations, d'expliquer les véritables intentions du projet de loi RUU P-KS afin de changer la perception du public. Mais l'ASV a choisi de ne pas suivre ce conseil.

« Nous y avons pensé », a déclaré l'ancien responsable du plaidoyer de l'ASV. « Mais finalement, nous n'avons pas voulu jeter de l'huile sur le feu. » Heureusement, peu de temps après, le feu s'est éteint. Les affichages post agressifs ont cessé. »

Action perdante

Pour l'ASV, le souvenir de ces journées agitées et effrayantes de 2019 est encore vivace. Avec le recul, tous les membres de la plateforme ne sont cependant pas sur la même longueur d'onde concernant la gestion de cet incident. Certains membres estiment qu'avec la fermeture du site web, l'ASV a trop cédé aux menaces des conservateurs.

« Si nous choisissons de battre en retraite chaque fois que nous sommes touchés, qu'est-ce que cela fait de nous ? », demande l'une des personnes critiques, de manière rhétorique. Membre de la plateforme elle-même, elle fait partie de l'équipe chargée des questions juridiques de RUU P-KS. Elle se souvient de ses propres démêlés avec la violence lors de la Marche des femmes de cette année-là.

« Peut-être que la vue de tous ces drapeaux arc-en-ciel a déclenché la colère de la police »

Elle a participé à la Marche des femmes non pas en tant que représentante de la Plateforme RHRN, ni en tant que membre de l'équipe RUU P-KS. Elle a participé pour présenter fièrement son identité de lesbienne. Mais dans un espace où elle pensait pouvoir exprimer sa sexualité, elle a découvert que les organisateurs de la manifestation eux-mêmes semblaient l'exclure. On lui a demandé de se tenir à l'écart. Peut-être, a-t-elle pensé, que le rejet des organisateurs de la marche était dû à une intimidation de la police. « Peut-être que la vue de tous ces drapeaux arc-en-ciel a déclenché la colère de la police », dit-elle en souriant. Dans un premier temps, elle a obéi à la demande de l'organisateur. Mais elle a refusé de rester sur le côté trop longtemps. Au bout d'un moment, elle a décidé que ça suffisait. Elle s'est avancée et a crié : « Camarades LGBTI, venez, allons de l'avant. Fini de rester derrière ». Avec les LGBTI fiers de participer, la manifestation s'est déroulée sans heurts. Mais à la fin de la marche, on lui a demandé de fuir les lieux car la police la recherchait. Cette nuit-là, elle n'est pas rentrée chez elle, pour sa propre sécurité.

Réactions violentes

Mais ce n'était pas la fin de l'histoire. Plus tard, elle a été réprimandée par des membres de la Plateforme RHRN. « On m'a dit que j'avais mis en péril le mouvement « en dévoilant » des camarades LGBT+ présents dans la manifestation », elle a déclaré. Elle poursuit avec indignation : « En quoi les ai-je dévoilés ? Mes camarades LGBTI se sont avancés d'eux-mêmes. »

Et se référant à l'affaire ASV, elle affirme : « Pourquoi se donner la peine de faire campagne pour les droits des LGBTI - ou pour la diversité en général - si à la fin nous devons être prudents ? »

Le souci de la sécurité numérique est inscrit dans les stratégies de l'ASV depuis les attaques numériques. Mais qu'ont appris les autres organisations de la plateforme RHRN de ce cas ASV ? Pas grand-chose probablement, puisque les suites de cet incident n'ont jamais été vraiment discutées au sein de la plateforme.

Selon Dhyta Caturani, ASV est l'une des rares organisations à avoir déjà pris conscience de l'importance de la sécurité numérique. Elle constate que la sensibilisation générale à la sécurité numérique est encore très faible. C'est dommage, dit-elle, car la sécurité numérique – associée à une argumentation solide – pourrait servir de stratégie d'atténuation des problèmes de campagne sans avoir à recourir à l'autocensure.

Le processus législatif du RUU P-KS se poursuit, sans que cet incident ne suscite de réaction grave. Sur le front de la campagne, cependant, cet incident a changé toute la donne. Certains mots susceptibles d'enflammer la colère des ultraconservateurs - comme « LGBTI »,

« avortement », « contraception », « viol conjugal » et « adultère » - ont été supprimés, ou sont utilisés de façon marginale, dans les documents de campagne. Une ancienne responsable de l'équipe de campagne du RUU P-KS se souvient très bien de l'incident de l'ASV. Revenant sur cette période tumultueuse de 2019, elle se souvient : « La situation était pénible, car nous avons fini par répondre aux accusations. Nous sommes devenus réactifs au lieu d'être des activistes. » Elle ajoute avec un sourire ironique : « Nous en avons eu assez à la fin de 2019. Nous ne répondons plus à ces accusations et nous nous concentrons sur la sensibilisation à l'importance du RUU P-KS. »

Du dossier ASV à son travail actuel au sein de la coalition de la société civile, elle a rapporté la leçon de prévention des réactions violentes dans les stratégies de campagne. Ainsi, sa coalition actuelle n'a jamais divulgué le nom des membres de son organisation.

■ Le rôle de RHRN dans l'affaire ASV

Dans une certaine mesure, la plateforme RHRN Indonésie a réussi à susciter des relations de soutien entre les membres. Dans le cas d'ASV, la plateforme a permis à l'organisation de recevoir un soutien moral individuel de la part des autres membres de la plateforme. C'était important à l'époque. Grâce au réseau formé par la plateforme, Hivos, l'un des membres du consortium, a pu rapidement contacter ASV et proposer son plan de financement comme effort d'atténuation.

D'un autre côté, le potentiel de la plateforme à être un " espace sûr " pour tous ses membres est toujours limité. Le soutien évoqué plus haut est venu de manière plutôt inattendue de la part de la plateforme, puisqu'il s'agissait d'initiatives individuelles et non du résultat d'une discussion formelle de la plateforme. Pour répondre efficacement à ces situations spontanées, la plateforme doit encore trouver une forme de coordination adéquate.